

Gazette officielle du Québec

Partie 1

Avis
juridiques

123^e année

23 mars

1991

No 12

Québec 

Gazette officielle du Québec

Partie 1 Avis juridiques

123^e année
23 mars 1991
No 12

Sommaire

Aménagement et l'urbanisme, Loi sur l'
Avis divers
Caisses d'épargne et de crédit, Loi sur les
Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil, Loi sur le
Code de procédure civile
Compagnies, Loi sur les
Compagnies étrangères, Loi sur les
Compagnies minières, Loi sur les
Déclarations des compagnies et sociétés, Loi sur les
Inspecteur général des institutions financières
Ministères, Avis concernant les
Proclamation(s)
Projet de loi d'intérêt privé, Avis de présentation d'un
Renseignements sur les compagnies, Loi concernant les
Sociétés de prêts et de placements, Loi sur les
Taux d'intérêt sur les créances du gouvernement
Vente par licitation
Ventes par shérif
Ventes pour taxes, avis de publication

AVIS AUX ANNONCEURS

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le Gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes. La première, intitulée « Avis juridiques », est publiée au moins à tous les samedis; la deuxième, intitulée « Lois et règlements », est publiée en français et en anglais au moins à tous les mercredis.

Contenu:

La Partie 1 de la *Gazette officielle* contient les avis juridiques dont la publication est requise par des lois ou des règlements ou encore par le gouvernement. Elle est publiée en français seulement.

Normes de recevabilité:

Les avis doivent contenir le minimum d'information requis par les lois et règlements qui régissent leur publication. On peut se référer à la *Gazette officielle* pour y retrouver des avis déjà publiés et les utiliser comme modèles. Les avis doivent être dactylographiés. Les annonceurs doivent fournir une lettre d'accompagnement indiquant clairement leurs nom et adresse, leur numéro de téléphone et le nombre de publications requises pour chaque avis.

Conditions générales:

Les manuscrits doivent être reçus au bureau de la *Gazette officielle* au plus tard à 12 h, le jeudi précédant la semaine de publication. Les avis reçus après cette date seront reportés à l'édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec se réserve le droit de retarder ou de refuser la publication de certains documents, à cause de leur longueur, de leur mauvaise formulation ou pour toute autre raison d'ordre administratif.

Les frais de publication sont payables à l'avance et doivent être acquittés par mandat ou par chèque émis à l'ordre de: « Les publications du Québec ». Un exemplaire de la *Gazette officielle* est automatiquement expédié comme preuve de publication pour chaque avis publié.

Toute demande d'annulation doit être faite par écrit et être reçue avant l'heure de tombée. Les frais déjà encourus sont facturés à l'annonceur à qui l'on rembourse tout montant versé en trop.

Si une erreur typographique se glisse dans une première publication, les annonceurs sont priés d'en aviser le responsable de la *Gazette officielle* avant la seconde publication. Les demandes de corrections au texte original doivent aussi être faites par écrit et être reçues avant l'heure de tombée.

Tarif de publication*

Le tarif de publication est de 0,70 \$ la ligne agate quel que soit le nombre de parutions.

Tarif de traduction*

Le tarif de traduction est de 20 \$ les 100 mots.

Tarif pour les feuilles volantes*

Le prix de vente pour les feuilles volantes est de 6 \$ la douzaine.

Prix à l'exemplaire*

Le prix d'un exemplaire de la *Gazette officielle du Québec* est de 4,40 \$.

Les demandes de publication d'avis doivent être adressées comme suit:

Division de la *Gazette officielle*
1279, boul. Charest Ouest, 9^e étage
Québec G1N 4K7
Téléphone: (418) 643-7795

Abonnements

Tous les abonnements sont payables à l'avance. Faire parvenir votre chèque ou mandat-poste émis à l'ordre de « Les Publications du Québec ». Aucune réclamation après 90 jours.

Tarif d'abonnements*

Partie 1 « Avis juridiques »: 53 \$ pour 12 mois
Partie 2 « Lois et règlements »: 77 \$ pour 12 mois
Partie 2 « Laws and Regulations »: 77 \$ pour 12 mois.

Toute correspondance concernant les abonnements doit être adressée au:

Service à la clientèle
Division des abonnements
C.P. 1190
Outremont (Québec)
H2V 4S7
Téléphone: (514) 948-1222

Prière de faire part de tout changement d'adresse six semaines avant la date du déménagement et de retourner l'étiquette portant l'ancienne adresse.

* Taxes non comprises

TABLE DES MATIÈRES

AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME — LOI SUR L'

M.R.C. DE CHARLEVOIX-EST (<i>Nouveau délai pour permettre d'adopter des règlements d'urbanisme</i>)	961
MUNICIPALITÉ DE GALLIX (<i>Nouveau délai pour permettre d'adopter des règlements d'urbanisme</i>)	961
MUNICIPALITÉ DE LA PLAINE (<i>Prolongation de délai pour permettre d'adopter un plan d'urbanisme</i>)	961
MUNICIPALITÉ DE MASSUEVILLE (<i>Prolongation de délai pour permettre d'adopter des règlements d'urbanisme</i>)	961
MUNICIPALITÉ DE MOISIE (<i>Nouveau délai pour permettre d'adopter des règlements d'urbanisme</i>)	961
MUNICIPALITÉ DE ST-SÉVÈRE (<i>Nouveau délai pour permettre d'adopter des règlements d'urbanisme</i>)	961
VILLE DE GRANBY (<i>Nouveau délai pour permettre d'adopter un plan d'urbanisme</i>)	961
VILLE DE LOUISEVILLE (<i>Prolongation de délai pour permettre de modifier ses règlements d'urbanisme</i>)	961
VILLE DE TERREBONNE (<i>Prolongation de délai pour permettre d'adopter un plan d'urbanisme</i>)	961
VILLE DE WATERLOO (<i>Nouveau délai pour permettre d'adopter un plan d'urbanisme</i>)	962

AVIS DIVERS

CENTRE CHRÉTIEN DE LA MAURICIE INC. (L.P.)	962
COMMISSION SCOLAIRE SEIGNEURIE (<i>Rachat d'obligations</i>)	962
CONGRÉGATION DES TÉMOINS DE JÉHOVAH DE BEAUHARNOIS (L.P.)	962
CONGRÉGATION DES TÉMOINS DE JÉHOVAH DE MASCOUCHE (L.P.)	962
CONGRÉGATION DES TÉMOINS DE JÉHOVAH - GATINEAU OUEST (L.P.)	962
CONGRÉGATION MONTRÉAL-LASALLE DES TÉMOINS DE JÉHOVAH (L.P.)	963
ÉGLISÉ ÉVANGÉLIQUE DE THURSO (L.P.)	963
LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE QUÉBEC CENTRAL (<i>Assemblée</i>)	963
LA CORPORATION DE STE-MARIE DE MONTFORT (<i>Dissolution</i>)	963
LES RÉSIDENCES MAISON BLANCHE 02 INC. (<i>Assemblée</i>)	963
MANOIR D'ESTÉREL (<i>Dissolution</i>)	963
SUCCESSION ANTOINE GEORGE MASSABKI (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	963
SUCCESSION CLARISSE RODRIGUE (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	964
SUCCESSION FLORENT BUSSIÈRES (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	964
SUCCESSION JOHN MALCOLM SCOTT (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	964
SUCCESSION MICHEL PARADIS (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	964
SUCCESSION PAUL ROY (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	964
SUCCESSION RITA GARIÉPY (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	964

SUCCESSION SIMONNE MARQUIS (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	965
---	-----

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT — LOI SUR LES

CAISSE D'ÉCONOMIE ALPHA (<i>Modification au siège social et modification de groupe</i>)	965
CAISSE D'ÉCONOMIE DES CANTONS (<i>Modification au siège social et modification de groupe</i>)	965
CAISSE D'ÉCONOMIE DES EMPLOYÉS DES POSTES (<i>Modification au siège social et modification de groupe</i>)	965
CAISSE D'ÉCONOMIE DES EMPLOYÉS MUNICIPAUX DE DRUMMONDVILLE (<i>Modification au siège social et modification de groupe</i>)	966
CAISSE D'ÉCONOMIE DES EMPLOYÉS Q.N.S. (<i>Modification au siège social et modification de groupe</i>)	966
CAISSE D'ÉCONOMIE DES POLICIERS & POMPIERS DES TROIS-RIVIÈRES (<i>Modification au siège social et modification de groupe</i>)	966
CAISSE D'ÉCONOMIE DEUX-MONTAGNES (<i>Modification au siège social et modification de groupe</i>)	966
CAISSE D'ÉCONOMIE DU GROUPE ALCAN (ARVIDA) (<i>Modification au siège social et modification de groupe</i>)	966
CAISSE D'ÉCONOMIE LAURENTIENNE (<i>Modification au siège social et modification de groupe</i>)	967
CAISSE D'ÉCONOMIE LOUIS HIPPOLYTE LAFONTAINE (<i>Modification au siège social et modification de groupe</i>)	967
CAISSE D'ÉCONOMIE NORTHERN (<i>Modification au siège social et modification de groupe</i>)	967
CAISSE D'ÉCONOMIE SHAWINIGAN (<i>Modification au siège social et modification de groupe</i>)	967
LA CAISSE D'ÉCONOMIE ACIERS ATLAS (<i>Modification au siège social et modification de groupe</i>)	968
LA CAISSE D'ÉCONOMIE DES POLICIERS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL (<i>Modification au siège social et modification de groupe</i>)	968
LA CAISSE D'ÉCONOMIE DU LAC ST-LOUIS (<i>Modification au siège social et modification de groupe</i>)	968
NORTHERN CREDIT UNION (<i>Modification au siège social et modification de groupe</i>)	967

CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL — LOI SUR LE

ACCORDÉS

Francis Turbide	968
Ghislaine Marie Paule Boissonneault	968
Janick Claudette Marie Belleau	968
Kathleen Susan Lloyd-Charland	968
Marie Alice France Boulianne	968

Marie Blanche Louise-Anouk Ouellet	969	COMPAGNIES (PARTIE III) — LOI SUR LES	999
Marie Hélène Lyse Dominique Daoust	969	LETTRES PATENTES	999
Marie Josée Isabelle Coquelicot Ayotte	969	LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES	1002
Marie Yvonne Alexina Micheline Chassé	969		
Mary Yolande Racine	969		
DEMANDES		COMPAGNIES (DIVERS) — LOI SUR LES	
Alphonsine Bourgeois	969	CHANGEMENT DE DÉNOMINATION SOCIALE	
Arthée Levesque	969	(Article 21)	1004
Bertrand Dufour	969	CHANGEMENT DE SIÈGE SOCIAL (Article 87)	1004
Carole Laflamme	969	CHANGEMENT DU DOMICILE LÉGAL —	
Danielle Robert	969	ÉTABLISSEMENT OU (Article 32)	1005
Debra Lee Cowell	969	CHANGEMENT DU NOMBRE	
Doris Blouin	970	D'ADMINISTRATEURS (Article 87)	1007
Doudou Bouhadana	970	DISSOLUTION (Article 28)	1008
Éric Vézina	970	RICHNEAL INC. (<i>Erratum</i>)	1070
Francine Tremblay	970	DISSOLUTION — DEMANDES DE	
Francis Boisvert	970	1137-7660 QUÉBEC INC.	1012
Franck Paquet	970	1311-8799 QUÉBEC INC.	1012
Georgette Contant	970	2425-3395 QUÉBEC INC.	1012
Han-Pen Lyliane Mong-Gine	970	2429-2799 QUÉBEC INC.	1012
Howard Thomas Mac Dougall	970	2435-4391 QUÉBEC INC.	1012
Huguette Francoeur Béland	970	2547-8405 QUÉBEC INC.	1012
James Patrick Chevrier	970	2626-8185 QUÉBEC INC.	1012
Janice Glendine Holder	971	AMÉNAGEMENT C.E. ST-PAUL INC.	1013
Jean-Philippe Crépeault dit Crépeau	971	ASSOCIATION MONDE ENFANT	1013
Jegarajah Xavier Emmanuel Athmasaran	971	CENTRE DE PEINTURE ET TAPISSERIE ST-	
Johanne Ouellet	971	HUBERT INC.	1013
Joseph Raymond Réal Mongrain	971	CENTRE DE SANTÉ ET DE REPOS DE	
Joseph Roger Ernest Desaulniers	971	MONTRÉAL-NORD INC.	1013
Joseph Serge Michel Lalancette	971	COFFRAGES INDUSTRIELS LIMITÉE	1013
Marie Bernadette Clairette Martel	971	COMTAPLUS INC.	1013
Marie Francine Geneviève Goulet	971	DELMONT CONSTRUCTION LTÉE	1013
Marie Françoise Huguette Corriveau dit Mariette C.	971	DEMOUY AUTO LTÉE	1013
Poisson	971	ÉCOLE D'AGRICULTURE DE STE-CROIX	1013
Marie Lucienne Bernardine Métivier	972	EVACO LTÉE	1013
Marie Thérèse Francine Cordeau	972	GARAGE ADRIEN DESNOYERS LIMITÉE	1013
Mario Carrier	972	GESTION BERNARD FONTAINE INC.	1013
Mario Ladébauche	972	GESTION CLAUDE FRENETTE INC.	1014
Michelle Dumas	972	GESTION NORCLER INC.	1014
Rita Côté	972	INDUSTRIAL FORM WORK LIMITED	1013
Shun Yiu Chan	972	INITIATIVE JEUNESSE NOUVELLE-BEAUCE	
Thi Hong Mai Tran	972	INC.	1014
Yury Oratovsky	972	INTRASOL INC.	1014
Yvette Delisle	972	L'ASSOCIATION DES CITOYENS DU QUARTIER	
CODE DE PROCÉDURE CIVILE (Article 139)		NOTRE-DAME DE ST-JÉRÔME	1014
TRIBUNAL DE LA JEUNESSE c. ANDRÉ ST-		LE GROUPE AGRI-LAB INC.	1014
CYR (<i>Assignment</i>)	973	LES CONSULTANTS GESTO INC	1014
VILLE DE BOISBRIAND c. JACOB CHUANG		LES ENTREPRISES DE DISTRIBUTION SER-PA	
(<i>Assignment</i>)	973	INC.	1014
COMPAGNIES (PARTIE IA) — LOI SUR LES		LES ENTREPRISES GILLES BOUCHARD	
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE		OPÉRATEUR INC.	1014
CONSTITUTION	974	LES IMMEUBLES DELMONT LTÉE	1014
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE		LES MODES LI LAI INC.	1014
CONTINUATION	990	LES PRODUITS CHATEL INC.	1014
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE FUSION	991	MIGLIARA & TREMBLAY CONSTRUCTION LTD	1015
YVES LEBEL INC. (<i>Erratum</i>)	1070	MOTEL MONTCLAIR (1973) LTÉE	1015
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE		OPÉRA-FÊTE INC.	1015
MODIFICATION	992	RÉCUPÉRATION SACRÉ-COEUR INC.	1015

RICHE-LIEN STE-MARIE INC.	1015	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LV	1023
SERVICES D'INFORMATIQUE MARTEL INC.	1015	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LVI	1023
ZEBOD INC.	1015	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — LOI SUR LES			
CHANGEMENTS	1016	LVII	1023
PERMIS DE FAIRE AFFAIRES	1016	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
COMPAGNIES MINIÈRES — LOI SUR LES		LVIII	1023
AVIS DIVERS		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LX	1023
- HLX RESOURCES LIMITED (<i>Autorisation</i>)	1017	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
DÉCLARATIONS DES COMPAGNIES ET SOCIÉTÉS — LOI SUR LES		LXI	1023
CHANGEMENT DANS LA NATURE DE LEURS AFFAIRES		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BABILLEMENT	1017	LXII	1024
CHANGEMENT DE LEUR ÉTABLISSEMENT PRINCIPAL		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BABILLEMENT	1017	LXIII	1024
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CHEVAUX DE RACE IV	1017	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
DISSOLUTION		LXIV	1024
ATLANTIS (1989) AND COMPANY LIMITED		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
PARTNERSHIP NO. 6	1018	LXV	1024
PORTES ET FENÊTRES LAFLAMME		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
INTERNATIONAL, SOCIÉTÉ EN		LXVI	1024
COMMANDITE	1018	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE D'EXPLORATION		LXVII	1024
MINIÈRE GARDE 1989	1018	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE D'EXPLORATION		LXVIII	1024
MINIÈRE LIXOR 1989	1018	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE (1989) ATLANTIS		LXX	1024
NO. 6	1018	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
FORMATION		LXXI	1024
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 1125 BOULEVARD		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
ST-JOSEPH	1019	LXXII	1024
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE IL	1022	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE		LXXIII	1025
ILX	1023	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE		LXXIV	1025
ILXX	1024	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE		LXXV	1025
ILXXX	1025	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE		LXXVI	1025
IXC	1026	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE		LXXVII	1025
IXL	1021	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE		LXXVIII	1025
IXX	1020	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE		LXXX	1025
IXXX	1021	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE L	1022	LXXXI	1025
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LI	1023	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LII	1023	LXXXII	1025
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
LIII	1023	LXXXIII	1026
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
LIV	1023	LXXXIV	1026
		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
		LXXXV	1026
		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
		LXXXVI	1026
		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
		LXXXVII	1026
		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
		LXXXVIII	1026
		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XC	1026
		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
		XCI	1026
		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XI	1019
		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XII	1019
		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE	
		XIII	1019

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XIV	1019	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CINÉMA INTERNATIONAL I	1026
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XL	1022	INSPECTEUR GÉNÉRAL DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XLI	1022	ASSURANCES — LOI SUR LES	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XLII	1022	LA COMPAGNIE D'ASSURANCE MOTORS (<i>Modification de permis</i>)	1027
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XLIII	1022	SELECTA NATIONALE D'ASSURANCES INC. (L.P.S.)	1027
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XLIV	1022	SKANDIA GROUPE, SOCIÉTÉ ANONYME D'ASSURANCES (<i>Délivrance de permis</i>)	1027
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XLV	1022	MINISTÈRES — AVIS CONCERNANT LES	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XLVI	1022	AFFAIRES MUNICIPALES	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XLVII	1022	DIVERS	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XLVIII	1022	MUNICIPALITÉ DE MARCHAND (<i>Demande de changement de nom</i>)	1027
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XV	1019	INDUSTRIE ET DU COMMERCE	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XVI	1019	HEURES D'AFFAIRES	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XVII	1019	VILLE DE MASSON (<i>Autorisation</i>)	1027
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XVIII	1020	PROCLAMATIONS	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XX	1020	Nouvelles conditions d'extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Granby sur le territoire de la municipalité du canton de Granby	1028
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXI	1020	Tenue à Montmagny, dans le district judiciaire de Montmagny, des termes et séances de la Cour supérieure de ce district et des juges de ce tribunal	1027
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXII	1020	PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ — AVIS DE PRÉSENTATION D'UN	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXIII	1020	CORPORATION DE PÊCHE STE-MARGUERITE INC.	1028
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXIV	1020	COULONGE CONSTRUCTION INC.	1029
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXV	1020	VILLE DE RIMOUSKI	1029
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXVI	1020	VILLE D'AMOS	1029
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXVII	1020	RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES — LOI CONCERNANT LES	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXVIII	1020	DISSOLUTION	1030
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXX	1021	SOCIÉTÉS DE PRÊTS ET DE PLACEMENTS — LOI SUR LES	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXXI	1021	TOYOTA CREDIT CANADA INC. (<i>Permis</i>)	1056
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXXII	1021	TAUX D'INTÉRÊT SUR LES CRÉANCES DU GOUVERNEMENT	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXXIII	1021	TAUX D'INTÉRÊT SUR LES CRÉANCES DE LA COURONNE (<i>Période du 1^{er} avril au 30 juin 1991</i>)/EDH/104H/	1056
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXXIV	1021	VENTES PAR LICITATION	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXXV	1021	SAMPOGNA c. LES HÉRITIERS DE FEU GUISEPPE DILULLO	1056
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXXVI	1021	VENTES PAR SHÉRIF	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXXVII	1021	BEAUCE	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXXVIII	1021	CAISSE POPULAIRE DE STE-MARIE DE BEAUCE c. LES PRODUITS ISOLOFOAM INC.	1057
REMPLACEMENT D'UN COMMANDITÉ			
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BABILLEMENT	1026		

CAISSE POPULAIRE DE ST-BENOIT LABRE c. VEILLEUX	1057	SAINT-FRANÇOIS	
BEAUHARNOIS		MUNICIPALITÉ DE WESTBURY c. 2535-2246 QUÉBEC INC.	1069
ÉMOND c. MIRAGE YACHTS LTD./1219-4346 QUÉBEC INC.	1058	SAINT-AURICE	
IBERVILLE		BANQUE ROYALE DU CANADA c. BELLE-ISLE ET AL.	1069
LA FINANCIÈRE COOPÉRANTS PRÊTS- ÉPARGNE INC. c. 2639-2829 QUÉBEC INC. ET AL.	1059	VENTES POUR TAXES	
JOLIETTE		M.R.C. DE LAJEMMERAIS	1070
BANQUE LLOYDS DU CANADA c. MARSOLAIS ET AL.	1060	VILLE DE MARIEVILLE	1070
CAISSE POPULAIRE SAINTE-ANGÈLE DE MERICI c. 2628-5262 QUÉBEC INC	1060		
LA FINANCIÈRE PRÊTS ÉPARGNE INC. c. GARAGE DU LAC NOIR INC ET AL.	1063		
LANGELIER ET AL. c. HÉBERT	1063		
MUNICIPALITÉ D'ENTRELACS c. HORVATH	1061		
MUNICIPALITÉ DE SAINT-CALIXTE c. ARCAND	1062		
MUNICIPALITÉ DE SAINT-CALIXTE c. DUMAIS	1062		
MUNICIPALITÉ DE SAINT-CALIXTE c. GRAVEL	1061		
MUNICIPALITÉ DE SAINT-CALIXTE c. LE CURATEUR PUBLIC	1061		
MUNICIPALITÉ DE SAINT-CALIXTE c. MANTHA	1062		
TRUDEL ET AL. c. GRONDIN ET AL.	1063		
KAMOURASKA			
CAISSE POPULAIRE DE ST-JEAN-DE-DIEU c. OUELLET	1064		
LONGUEUIL			
LES RESTAURANTS PASTELLI INC. c. CARGAM INC. ET AL.	1064		
MONTREAL			
BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT c. PHAN ET AL.	1064		
BANQUE LLOYDS DU CANADA c. HENRY ET AL.	1065		
LA COMPAGNIE DE GESTION C.M.S. NC. c. SVOURENOS ET AL.	1065		
LÉO BEAUCHESNE INC. c. ROBERT ET AL.	1066		
TRUST LA LAURENTIENNE DU CANADA INC. c. MURRAY	1066		
QUÉBEC			
BANQUE NATIONALE DU CANADA c. GESTION A.C.J.M. INC.	1067		
CENTRE DE PORTES ET FENÊTRES LAFLAMME INC. c. TREMBLAY	1067		
GOUPIL ET AL. c. JAFFRAY ET AL.	1068		
VILLE DE BEAUPORT c. LE ROSSIGNOL	1068		
VILLE DE QUÉBEC c. LES HABITATIONS KÉOPS LTÉE	1068		
RIMOUSKI			
LES IMMEUBLES BENEFICIAL LIMITÉE c. BÉLANGER	1069		

Aménagement et l'urbanisme — Loi sur l'

Municipalité de Gallix

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), j'accorde un nouveau délai, soit jusqu'au 13 mai 1991, pour permettre à la municipalité de Gallix d'adopter à l'égard de son territoire des règlements d'urbanisme conformes à son plan d'urbanisme ainsi qu'aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et de les transmettre à la municipalité régionale de comté de Sept-Rivières.

Québec, le 1^{er} mars 1991

2440

Le sous-ministre adjoint,
NORMAND BOLDDUC

Municipalité de La Plaine

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je prolonge jusqu'au 1^{er} septembre 1991, le délai prescrit à la municipalité de La Plaine pour adopter à l'égard de son territoire un plan d'urbanisme conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et de les transmettre à la municipalité régionale de comté des Moulins.

Québec, le 6 mars 1991

2440

Le sous-ministre adjoint,
NORMAND BOLDDUC

Municipalité de Massueville

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je prolonge jusqu'au 28 mai 1991, le délai pour permettre à la municipalité de Massueville d'adopter à l'égard de son territoire des règlements d'urbanisme conformes à son plan d'urbanisme ainsi qu'aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et de les transmettre à la municipalité régionale de comté du Bas-Richelieu.

Québec, le 6 mars 1991

2440

Le sous-ministre adjoint,
NORMAND BOLDDUC

Municipalité de Moisie

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), j'accorde un nouveau délai, soit jusqu'au 13 mai 1991, pour permettre à la municipalité de Moisie d'adopter à l'égard de son territoire des règlements d'urbanisme conformes à son plan d'urbanisme ainsi qu'aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et de les transmettre à la municipalité régionale de comté de Sept-Rivières.

Québec, le 5 mars 1991

2440

Le sous-ministre adjoint,
NORMAND BOLDDUC

Municipalité de Saint-Sévère

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), j'accorde un nouveau délai, soit

jusqu'au 30 avril 1991, pour permettre à la municipalité de Saint-Sévère d'adopter à l'égard de son territoire des règlements d'urbanisme conformes à son plan d'urbanisme ainsi qu'aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et de les transmettre à la municipalité régionale de comté de Maskinongé.

Québec, le 6 mars 1991

2440

Le sous-ministre adjoint,
NORMAND BOLDDUC

Municipalité régionale de comté de Charlevoix-Est

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), j'accorde un nouveau délai, soit jusqu'au 26 août 1991, à la municipalité régionale de comté de Charlevoix-Est pour lui permettre d'adopter, à l'égard de ses territoires non organisés, des règlements d'urbanisme qui soient conformes aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire.

Québec, le 5 mars 1991

2440

Le sous-ministre adjoint,
NORMAND BOLDDUC

Ville de Granby

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), j'accorde un nouveau délai, soit jusqu'au 1^{er} avril 1991, pour permettre à la ville de Granby d'adopter à l'égard de son territoire un plan d'urbanisme conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et de le transmettre à la municipalité régionale de comté de La Haute-Yamaska.

Québec, le 6 mars 1991

2440

Le sous-ministre adjoint,
NORMAND BOLDDUC

Ville de Louiseville

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je prolonge, jusqu'au 15 juin 1991, le délai pour permettre à la ville de Louiseville de modifier ses règlements d'urbanisme afin de les rendre conformes à son plan d'urbanisme ainsi qu'aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et de les transmettre à la municipalité régionale de comté de Maskinongé.

Québec, le 6 mars 1991

2440

Le sous-ministre adjoint,
NORMAND BOLDDUC

Ville de Terrebonne

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je prolonge jusqu'au 1^{er} septembre 1991, le délai prescrit à la ville de Terrebonne pour adopter à l'égard de son territoire un plan d'urbanisme conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et de les transmettre à la municipalité régionale de comté des Moulins.

Québec, le 6 mars 1991

2440

Le sous-ministre adjoint,
NORMAND BOLDDUC

Ville de Waterloo

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), j'accorde un nouveau délai, soit jusqu'au 25 juin 1991, pour permettre à la ville de Waterloo d'adopter à l'égard de son territoire un plan d'urbanisme conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et de le transmettre à la municipalité régionale de comté de La Haute-Yamaska.

Québec, le 6 mars 1991

Le sous-ministre adjoint,
NORMAND BOLDUK

2440

Avis divers**CENTRE CHRÉTIEN DE LA MAURICIE INC.**

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., c. C-71, a. 15), il a accordé des lettres patentes, en date du 1991 02 21 constituant en corporation, régie par la Loi sur les corporations religieuses, les membres actuels de « CENTRE CHRÉTIEN DE LA MAURICIE INC. » déjà constituée en corporation le 1989 12 14 en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est limité à 2 000 000,00 \$.

Le siège social de la corporation est situé au 1276, rue Sainte-Julie, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
2740-7170

71933

Commission scolaire Seigneurie*Rachat d'obligations*

Prenez avis que conformément aux procédures adoptées, la Commission scolaire Seigneurie rachètera le 1^{er} mai 1991 un montant de 179 000 \$ d'obligations à même les obligations échéant le 1^{er} mai 1994 de l'émission d'obligations originale de 2 955 000 \$ émise par la Commission scolaire régionale Papineau datée du 1^{er} mai 1979 et portant un taux d'intérêt de 9½ % l'an, payable semi-annuellement les 1^{er} mai et 1^{er} novembre de chaque année.

Les numéros des titres ainsi rachetés par voie de tirage au sort sont les suivants:

Dénominations de 25 000 \$:

A020, A025.

Dénominations de 1 000 \$:

M1413, M1440, M1441, M1471, M1472, M1473, M1503, M1516, M1532, M1555, M1557, M1559, M1560, M1561, M1562, M1563, M1564, M1565, M1574, M1575, M1576, M1586, M1595, M1597, M1598, M1599, M1604, M1610, M1612, M1616, M1641, M1642, M1654, M1655, M1661, M1674, M1699, M1703, M1706, M1709, M1711, M1712, M1713, M1714, M1715, M1716, M1717, M1718, M1719, M1720, M1722, M1723, M1731, M1732, M1739, M1740, M1765, M1790, M1798, M1802, M1803, M1805, M1806, M1807, M1808, M1809, M1810, M1812, M1813, M1814,

M1815, M1817, M1819, M1821, M1822, M1823, M1825, M1827, M1829, M1831, M1832, M1840, M1841, M1844, M1846, M1847, M1849, M1855, M1861, M1865, M1866, M1868, M1879, M1880, M1881, M1882, M1883, M1884, M1885, M1890, M1891, M1892, M1895, M1902, M1930, M1931, M1932, M1933, M1934, M1942, M1944, M1947, M1963, M1964, M1969, M1983, M1984, M1986, M1988, M1989, M1990, M1998, M2000, M2003, M2005, M2006, M2007, M2008, M2021.

Les obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1^{er} mai 1991 et devront être présentées pour remboursement.

Papineauville, le 12 mars 1991

Le directeur général,
MARC ANCTIL

71874

CONGRÉGATION DES TÉMOINS DE JÉHOVAH — GATINEAU OUEST

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., c. C-71, a. 15), il a accordé des lettres patentes, en date du 1991 02 21 constituant en corporation, régie par la Loi sur les corporations religieuses, les membres actuels de « CONGRÉGATION DES TÉMOINS DE JÉHOVAH — GATINEAU OUEST » déjà constituée en corporation le 1987 01 13 en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est limité à 1 000 000,00 \$.

Le siège social de la corporation est situé au 36, rue Lotbinière, Gatineau, district judiciaire de Hull.

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
2428-0117

71930

CONGRÉGATION DES TÉMOINS DE JÉHOVAH DE BEAUHARNOIS

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., c. C-71, a. 15), il a accordé des lettres patentes, en date du 1991 02 21 constituant en corporation, régie par la Loi sur les corporations religieuses, les membres actuels de « CONGRÉGATION DES TÉMOINS DE JÉHOVAH DE BEAUHARNOIS » déjà constituée en corporation le 1987 08 26 en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est limité à 1 000 000,00 \$.

Le siège social de la corporation est situé à Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
2537-9207

71931

CONGRÉGATION DES TÉMOINS DE JÉHOVAH DE MASCOUCHE

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., c.

C-71, a. 15), il a accordé des lettres patentes, en date du 1991 02 21 constituant en corporation, régie par la Loi sur les corporations religieuses, les membres actuels de « CONGRÉGATION DES TÉMOINS DE JÉHOVAH DE MASCOUCHE » déjà constituée en corporation le 1987 08 26 en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est limité à 1 000 000,00 \$.

Le siège social de la corporation est situé au 2013, rue Brompton, Mascouche, district judiciaire de Joliette.

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
2537-9173

71932

CONGRÉGATION MONTRÉAL-LASALLE DES TÉMOINS DE JÉHOVAH

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., c. C-71, a. 15), il a accordé des lettres patentes, en date du 1991 02 21 constituant en corporation, régie par la Loi sur les corporations religieuses, les membres actuels de « CONGRÉGATION MONTRÉAL-LASALLE DES TÉMOINS DE JÉHOVAH » déjà constituée en corporation le 1988 02 10 en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est limité à 1 000 000,00 \$.

Le siège social de la corporation est situé au 1292, Lloyd-George, Verdun, district judiciaire de Montréal.

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
2544-8267

71928

Église évangélique de Thurso

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., c. C-71, a. 15), il a accordé des lettres patentes, en date du 1990 10 15 constituant en corporation, régie par la Loi sur les corporations religieuses, les membres actuels de « ÉGLISE ÉVANGÉLIQUE DE THURSO » déjà constituée en corporation le 1988 04 18 en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est limité à 500 000,00 \$.

Le siège social de la corporation est situé à Thurso, district judiciaire de Hull.

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
2549-9096

71824

La compagnie du chemin de fer de Québec Central Avis aux détenteurs de titres

L'assemblée générale annuelle des détenteurs de titres de la compagnie du chemin de fer de Québec Central se tiendra à la gare Windsor, Montréal (Québec), Canada, dans la salle de conférence, bureau 155, le mercredi 17 avril 1991, à onze heures

du matin pour présenter les états financiers, élire deux administrateurs représentant les détenteurs de titres de la compagnie jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle, nommer le vérificateur de la compagnie et examiner toutes les questions dont elle pourra être saisie.

Montréal, le 21 février 1991

Par ordre du Conseil
Le secrétaire,
P. BERNADET

71494-9-4

La Corporation de Ste-Marie de Montfort

Prenez avis, par la présente, qu'à compter de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*, La Corporation de Ste-Marie de Montfort constituée en vertu de la Loi sur les évêques catholiques romains, sera dissoute et ceci conformément à l'article 19, dernier paragraphe de la Loi sur les évêques catholiques romains.

Saint-Jérôme, le 25 septembre 1990

L'évêque de Saint-Jérôme,
CHARLES VALOIS

71860

LES RÉSIDENCES MAISON BLANCHE 02 INC.

Prenez avis qu'une assemblée générale des administrateurs provisoires de l'entreprise LES RÉSIDENCES MAISON BLANCHE 02 INC. sera tenue à 9 h le 10 avril 1991, au 16, rue Bossé Ouest, Chicoutimi, Québec, G7J 1K8, pour les fins d'adopter les résolutions d'organisation et les règlements généraux de la corporation, de procéder à l'admission des membres, ainsi que pour traiter toute autre affaire qui pourrait être dûment soulevée lors de cette assemblée, telle, non limitativement, l'élection des administrateurs.

Chicoutimi, le 13 mars 1991

L'administrateur provisoire,
RENAUD TREMBLAY

71956

Manoir d'Estérel

Prenez avis, par la présente, qu'à compter de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*, la corporation Manoir d'Estérel constituée en vertu de la Loi sur les évêques catholiques romains, sera dissoute et ceci conformément à l'article 19, dernier paragraphe de la Loi sur les évêques catholiques romains.

Saint-Jérôme, le 25 septembre 1990

L'évêque de Saint-Jérôme,
CHARLES VALOIS

71861

Succession Antoine George Massabki

Avis est, par les présentes, donné que The Royal Institution for the Advancement of Learning, situé au 845, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, QC, étant le seul légataire universel d'Antoine George Massabki, en son vivant domicilié au 3460, rue Peel, Montréal, Québec, et décédé à l'hôpital Royal Victoria, situé en ladite ville de Montréal, QC, le 7 juillet 1990, laissant un testament d'après le mode dérivé de la loi d'Angleterre et codicille, a accepté la succession dudit Antoine George Massabki, sous bénéfice d'inventaire, aux termes d'un acte exécuté devant Joseph Tutino, notaire, 630, boulevard René-Lévesque ouest,

bureau 1620, Montréal, QC, daté le 5 mars 1991, enregistré à Montréal le 6 mars 1991, sous le numéro 4365505.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant ledit notaire, le 5 mars 1991 et peut être consulté à son bureau, à l'adresse ci-dessus.

Après deux mois du présent avis, les bénéficiaires paieront les créanciers à mesure qu'ils se présenteront, selon la loi.

Montréal, le 7 mars 1991

Le procureur,

71857

JOSEPH TUTINO, notaire

Succession Clarisse Rodrigue

Prenez avis que dame Marie-Anne Rodrigue, retraitée, demeurant au 405, route 271, Saint-Éphrem, comté de Beauce, QC, G0M 1R0, a accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession de feu dame Clarisse Rodrigue, décédée au Centre Hospitalier Robert-Giffard, Québec, le 20 août 1990; ladite acceptation suivant acte reçu devant Hermann Mathieu, notaire, pratiquant à Saint-Éphrem, district de Beauce, QC, le 4 février 1991 sous le numéro 10891 de ses minutes, enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Québec sous le numéro 1404269.

Saint-Éphrem, le 4 mars 1991

Le procureur,

71869

HERMANN MATHIEU, notaire

Succession Florent Bussièrès

Avis public, est par les présentes, donné que Martin Bussièrès, Johanne Bussièrès, Daniel Bussièrès et Sylvie Bussièrès, personnellement et en sa qualité de tutrice à Éric Bussièrès, ont tous accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession de leur père Florent Bussièrès, en son vivant domicilié à Saint-Jean-Chrysostome, le tout suivant acte reçu le 17 octobre 1989 devant Nathalie Leblond, notaire, 1084, De l'Église, C.P. 243, Saint-Jean-Chrysostome, et dont copie a été enregistrée à Lévis le 18 octobre 1989 sous le numéro 337034.

Saint-Jean-Chrysostome, le 1^{er} février 1990

Le procureur,

71855

NATHALIE LEBLOND

Succession John Malcolm Scott

Avis public est, par les présentes, donné que dame Manon Lacasse, nommée tutrice à ses enfants mineurs Malcolm Ian Scott et Donovan James Scott a accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession de son époux John Malcolm Scott, en son vivant domicilié à Breakeyville, le tout suivant acte reçu le 13 février 1991 devant Nathalie Leblond, notaire au 1084, rue de l'Église, Saint-Jean-Chrysostome, Québec, G6Z 2L5, et dont copie a été enregistrée au bureau d'enregistrement de Lévis le 13 février 1991 sous le numéro 352122.

Breakeyville, le 28 février 1991

Le procureur,

71854

MANON LACASSE

Succession Michel Paradis

Avis est donné que madame Chantal Paradis, tutrice *ad hoc* à l'enfant mineur de feu Michel Paradis, en son vivant demeurant

au 1160, des Lis à Fleurimont, et décédé à Sherbrooke, le 21 septembre 1990, en laissant un testament olographe, en date du 21 septembre 1990 et vérifié par la Cour supérieure du district de Saint-François le 17 octobre 1990, et portant le numéro 450-14-000331-908, aux termes duquel testament il légua l'universalité de tous ses biens meubles et immeubles à sa fille Corrine Paradis, dûment nommée à cette charge aux termes d'un jugement rendu le 30 janvier 1991 par la Cour supérieure du district de Saint-François, portant le numéro 450-14-000051-910, a accepté, sous bénéfice d'inventaire, pour et au nom de l'enfant mineur, la succession dudit Michel Paradis, aux termes d'un acte reçu devant Florianne Perras, notaire, le 18 février 1991 et enregistré à Sherbrooke, le 20 février 1991 sous le numéro 397041.

Un inventaire des biens du défunt pourra être consulté au bureau de Florianne Perras, notaire, à l'adresse susdite.

Après deux mois du présent avis, le bénéficiaire paiera les créanciers à mesure qu'ils se présenteront, selon la loi.

Fleurimont, le 1^{er} mars 1991

Le procureur,

71858

FLORIANNE PERRAS, notaire

Succession Paul Roy

Conformément à l'article 676 du Code civil du Bas-Canada, soyez avisés que madame Nicole Paradis, en sa qualité de curatrice aux biens et à la personne de madame Jeanne Paradis, a accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession de feu Paul Roy, tel qu'il appert d'un acte signé devant Pierre Beaudet, notaire à Québec, le 22 janvier 1991, sa minute 5614 et dont copie a été enregistrée dans la division d'enregistrement de Québec, le 6 mars 1991, sous le numéro 1405562.

L'adresse de Me Pierre Beaudet est située au 880, chemin Sainte-Foy, local 750, Québec, province de Québec, G1S 2L1.

Sainte-Foy, le 6 mars 1991

Le procureur,

71859

PIERRE BEAUDET, notaire

Succession Rita Gariépy

Avis est, par les présentes, donné que Louise Benoit, ès qualités de tutrice à l'enfant mineur Gilles Benoit, domicilié au 415, Rue Principale, Baie-du-Febvre, province de Québec, J0G 1A0, qui est légataire de sa mère Rita Gariépy, en son vivant domiciliée au 415, Rue Principale, Baie-du-Febvre, province de Québec, J0G 1A0, décédée le 17 décembre 1990, sans laisser de testament, a accepté, sous bénéfice d'inventaire, pour et au nom du mineur, ladite succession, aux termes d'un acte reçu devant Guy Gélinas, notaire, 27 de l'Église, à Baie-du-Febvre, J0G 1A0, le 28 février 1991, dont copie a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Nicolet, le quatre (4) mars mil neuf cent quatre-vingt-onze (1991), sous le numéro 120527.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant Guy Gélinas, notaire au 27 de l'Église, à Baie-du-Febvre, J0G 1A0.

Baie-du-Febvre, le 5 mars 1991

Le procureur,

71856

GUY GÉLINAS, notaire

Succession Simonne Marquis

Prenez avis que dame Gaétane Potvin, agissant comme tutrice de Yan Marquis, laquelle nommée à ce poste par jugement de la Cour supérieure du district d'Alma, rendu le 20 février 1985, dossier no 160-14-000014-855, a accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession de feu dame Simonne Marquis, aux termes d'un acte reçu devant Régis Brassard, notaire, le 21 février 1991, et enregistré au bureau d'enregistrement de Québec, sous le numéro 1404916 en date du 28 février 1991.

La susdite tutrice ayant été autorisée à accepter, sous bénéfice d'inventaire, par une ordonnance de la Cour supérieure du district d'Alma, rendue le 31 août 1990, dossier no 160-14-000029-903.

Métabetchouan, le 6 mars 1991

Le procureur,
RÉGIS BRASSARD, notaire

71871

**Caisses d'épargne et de crédit —
Loi sur les****Caisse d'économie Alpha**

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4.1), il a délivré à « Caisse d'économie Alpha » un certificat de modification des statuts, daté du 6 mars 1991, lui permettant de modifier l'endroit où se trouve son siège social qui est présentement « Montréal, Québec, dans le district électoral de Westmount » pour qu'il devienne « Montréal, dans le district judiciaire de Montréal » et lui permettant de modifier son groupe qui est actuellement « Les employés, les pensionnés et les retraités, et leur conjoint, des entreprises, sociétés et institutions suivantes: Coca-Cola Ltée, Centre de Réadaptation Lucie-Bruneau, Laboratoires Abbott Limitée, Les Entreprises J. René Ouimet Ltée, Hôpital la Visitation, Caisse d'économie Alpha » pour devenir « les employés, les pensionnés et les retraités, et leurs conjoints, des entreprises, sociétés et institutions suivantes: Coca-Cola Ltée, Aliments Coca-Cola Canada Inc., Les Brevages T.C.C. Ltée., Embouteillage T.C.C. Ltée., Centre de Réadaptation Lucie-Bruneau, Laboratoires Abbott Limitée, Caisse d'économie Alpha, Les Boissons Gazeuses T.C.C. Ltée ».

Québec, le 6 mars 1991

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD

71942

Caisse d'économie des Cantons

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4.1), il a délivré à « Caisse d'économie des Cantons » un certificat de modification des statuts, daté du 6 mars 1991, lui permettant de modifier l'endroit où se trouve son siège social qui est présentement « Sherbrooke — circonscription électorale de Saint-François » pour qu'il devienne « Sherbrooke, dans le district judiciaire de Saint-François » et lui permettant de modifier son groupe qui est actuellement « les employés, retraités et conjoints des corporations, institutions et sociétés suivantes: — Hôtel-Dieu de Sherbrooke; — Hôpital St-Vincent-de-Paul de Sherbrooke; — Centre hospitalier Universitaire de Sherbrooke; — Centre hospitalier d'Youville; — Hôpi-

tal La Providence de Magog; — Centre des Services Sociaux de l'Estrie; — Le Foyer St-Joseph de Sherbrooke; — Le Centre résidentiel de l'Estrie Inc.; — La Maison Blanche de North Hatley Inc.; Centre local de Services communautaires du Val St-François; — Centre local de Services communautaires Alfred-Desrochers; — Centre local de Services communautaires Gaston-Lessard; — Centre local de Services Communautaires SOC; — La Commission scolaire catholique de Sherbrooke; — La Commission scolaire de l'Asbesterie; — La Commission scolaire de Coaticook; — La Commission scolaire du Lac Mégantic; — La Commission scolaire La Sapinière; — La Commission scolaire de Magog; — La Commission scolaire Morillac; — Institut Val-du-Lac Inc.; — Le Relais St-François Inc.; — Collège d'enseignement général et professionnel de Sherbrooke; — Université de Sherbrooke; — Collège du Mont Ste-Anne; — Cascades East-Angus Inc.; — Corp. Sherwood-Drolet Ltée; — Vitrerie Dufour Ltée; — Gaston Côté Inc.; — Les laboratoires Shermont Inc.; — Carrières Hébert Inc.; — S.W. Hooper & Cie Ltée; — Ébénisterie Bon Accueil Inc.; — La Société des pâtes et papiers Kruger Limitée; — Foyer de Bromptonville Inc.; — Les employés municipaux de Bromptonville; — Les estampages I.S.E. Inc.; — Intro-Pak Inc.; J.E. Bergeron & Fils Limitée; — Les industries F.P. Inc.; — Les Midinettes Enr.; — J.B. Goodhue Inc.; — Caisse d'économie des Cantons » pour devenir « les employés, retraités et conjoints, des corporations, institutions et sociétés suivantes: — Hôtel-Dieu de Sherbrooke; — Hôpital St-Vincent-de-Paul de Sherbrooke; — Centre hospitalier Universitaire de Sherbrooke; — La corporation de l'hôpital d'Youville de Sherbrooke; — Hôpital La Providence de Magog; — Centre des Services Sociaux de l'Estrie; — Le Foyer St-Joseph de Sherbrooke; — La Résidence de l'Estrie de Sherbrooke Inc.; — La Maison Blanche de North Hatley Inc.; Centre local de Services communautaires du Val St-François; — Centre local de Services communautaires Alfred-Desrochers; — Centre local de Services communautaires Gaston-Lessard; — Centre local de Services Communautaires SOC; — La Commission scolaire catholique de Sherbrooke; — La Commission scolaire de l'Asbesterie; — La Commission scolaire de Coaticook; — La Commission scolaire du Lac Mégantic; — La Commission scolaire La Sapinière; — La Commission scolaire de Magog; — La Commission scolaire Morillac; — Institut Val-du-Lac Inc.; — Le Relais St-François Inc.; — Collège d'enseignement général et professionnel de Sherbrooke; — Université de Sherbrooke; — Collège du Mont Ste-Anne; — Cascades East-Angus Inc.; — Corp. Sherwood-Drolet Ltée; — La Vitrerie Dufour Ltée; — Gaston Côté Inc.; — Les laboratoires Shermont Inc.; — Sintra Inc.; — S.W. Hooper & Cie Ltée; Ébénisterie Bon Accueil Inc.; — Kruger Inc.; — Foyer de Bromptonville Inc.; — La Ville de Bromptonville; — Les estampes I.S.E. Inc.; — Intro-Pak Inc.; J.E. Bergeron & Fils Limitée; — Les industries F.P. Inc.; — 1841-2551 Québec Inc.; — 169575 Canada Inc.; — Caisse d'économie des Cantons; — Paré & Tanguay; — Lessard, Maillette, avocats; — Viandes Giroux Inc. »

Québec, le 6 mars 1991

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD

71948

Caisse d'économie des Employés des Postes

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4.1), il a délivré à « Caisse d'économie des

Employés des Postes » un certificat de modification des statuts, daté du 6 mars 1991, lui permettant de modifier l'endroit où se trouve son siège social qui est présentement « La ville de Saint-Laurent » pour qu'il devienne « Montréal, dans le district judiciaire de Montréal » et lui permettant de modifier son groupe qui est actuellement « Les Postiers de Montréal de la Cité de Montréal », pour devenir « les employés et retraités de la Société canadienne des Postes de la province de Québec. »

Québec, le 6 mars 1991

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD

71936

Caisse d'Économie des employés municipaux de Drummondville

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4.1), il a délivré à « Caisse d'Économie des employés municipaux de Drummondville » un certificat de modification des statuts, daté du 6 mars 1991, lui permettant de modifier l'endroit où se trouve son siège social qui est présentement « Drummondville, Québec — district électoral de Drummond » pour qu'il devienne « Drummondville dans le district judiciaire de Drummond » et lui permettant de modifier son groupe qui est actuellement « les employés municipaux de la ville de Drummondville » pour devenir « les employés de: — la Ville de Drummondville; — l'Office Municipal d'Habitation de Drummondville; — la Corporation du Centre culturel de Drummondville inc.; — la Cité des Loisirs (C.L.) inc.; — le Festival mondial de folklore Drummond inc. »

Québec, le 6 mars 1991

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD

71938

CAISSE D'ÉCONOMIE DES EMPLOYÉS Q.N.S.

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4.1), il a délivré à « CAISSE D'ÉCONOMIE DES EMPLOYÉS Q.N.S. » un certificat de modification des statuts, daté du 6 mars 1991, lui permettant de modifier l'endroit où se trouve son siège social qui est présentement « Baie-Comeau, dans le district électoral de Saguenay » pour qu'il devienne « Baie-Comeau, dans le district judiciaire de Baie-Comeau » et lui permettant de modifier son groupe qui est actuellement « les employés de la Compagnie de Papier Q.N.S. Limitée, les employés municipaux de la Ville de Baie-Comeau, les employés de l'Hôpital Général de Baie-Comeau Inc., les employés municipaux de Ville de Hauterive, les employés de la Commission de Formation Professionnelle de la Main-d'Oeuvre de la Région de la Côte-Nord, les employés de Tremblay, Bérubé & Associés, C.A., les employés de la Taverne Aux Amis Inc., les employés du Collège Régional de la Côte Nord, les employés de The Baie Comeau Community Association Inc., les employés de la Cantine Vézina Eng. », pour devenir « les employés de: — Compagnie de papier Québec et Ontario Ltée; — Ville de Baie-Comeau; — Scieries des Outardes; — Centre Hospitalier Régional Baie-Comeau ».

Québec, le 6 mars 1991

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD

71941

Caisse d'Économie des policiers & pompiers des Trois-Rivières

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4.1), il a délivré à la « Caisse d'Économie des policiers & pompiers des Trois-Rivières » un certificat de modification des statuts, daté du 6 mars 1991, lui permettant de modifier l'endroit où se trouve son siège social qui est présentement « Trois-Rivières, Québec, district électoral de Trois-Rivières » pour qu'il devienne « Trois-Rivières, dans le district judiciaire de Trois-Rivières » et lui permettant de modifier son groupe qui est actuellement « Tous les employés du département des policiers et pompiers de Trois-Rivières et leurs familles » pour devenir « Tous les policiers et pompiers actifs, préretraités et retraités du département de la Sécurité publique de la Ville de Trois-Rivières. »

Québec, le 6 mars 1991

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD

71947

Caisse d'économie Deux-Montagnes

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4.1), il a délivré à « Caisse d'économie Deux-Montagnes » un certificat de modification des statuts, daté du 6 mars 1991, lui permettant de modifier l'endroit où se trouve son siège social qui est présentement « la ville de Saint-Eustache, Québec, dans le district électoral de Deux-Montagnes » pour qu'il devienne « dans le district judiciaire de Terrebonne » et lui permettant de modifier son groupe qui est actuellement « Les enseignants et les employés des commissions scolaires faisant partie de la Commission scolaire régionale Deux-Montagnes ainsi que les enseignants et les employés de la Commission scolaire régionale Deux-Montagnes », pour devenir « Les enseignants, les employés et les employés retraités des commissions scolaires faisant partie de la Commission scolaire régionale Blainville — Deux-Montagnes ainsi que les enseignants et les employés de la Commission scolaire régionale Blainville — Deux-Montagnes. »

Québec, le 6 mars 1991

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD

71940

Caisse d'économie du groupe Alcan (Arvida)

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4.1), il a délivré à « Caisse d'économie du groupe Alcan (Arvida) » un certificat de modification des statuts, daté du 6 mars 1991, lui permettant de modifier l'endroit où se trouve son siège social qui est présentement « Jonquière — circonscription électorale de Jonquière » pour qu'il devienne « Jonquière, dans le district judiciaire de Chicoutimi » et lui permettant de modifier son groupe qui est actuellement « les employés et leur conjoint, les retraités et leur conjoint de la

Société d'électrolyse et de chimie Alcan limitée, soit: — Aluminium Canada limitée; — Compagnie de chemin de fer Roberval Saguenay; — Recherche et développement de l'Alcan limitée; — Saguenay maritimes limitée ainsi que les employés des entreprises ou sociétés suivantes: — La Compagnie Price limitée papeterie Kénogami; — Transport Brazeau inc.; — Tremblay Express Limitée; — Les déménagements Tremblay Express limitée; — Garage René Harvey inc.; — Hôtel Kénogami incorporée; — La commission scolaire les deux rives (excluant les enseignants); — Papiers NSC incorporée; — Ville de Jonquière » pour devenir « les employés (es) et leur conjoint, les retraités et leur conjoint de: — La Société d'Électrolyse et De Chimie Alcan Limitée; — Abitibi-Price Inc.; — Cascades (Jonquière) Inc.; — La Ville De Jonquière; — Transport Cabano Expéditex Inc. ».

Québec, le 6 mars 1991

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

71944

Caisse d'économie Laurentienne

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4.1), il a délivré à « Caisse d'économie Laurentienne » un certificat de modification des statuts, daté du 6 mars 1991, lui permettant de modifier l'endroit où se trouve son siège social qui est présentement « Mont-Rolland, Québec, dans le district électoral de Terrebonne » pour qu'il devienne « Sainte-Agathe-des-Monts, dans le district judiciaire de Terrebonne » et lui permettant de modifier son groupe qui est actuellement « Les Employés de la Commission scolaire des Laurentides, de la Commission scolaire régionale Dollard-des-Ormeaux, la Commission scolaire de St-Jérôme, de la Commission scolaire du Long-Sault, de l'Hôpital d'Argenteuil (Lachute), Hôtel-Dieu de St-Jérôme, du centre hospitalier Laurentien (Ste-Agathe) », pour devenir « les employés, les retraités ainsi que les syndicats des corporations, sociétés, institutions et organismes suivants: — La Commission scolaire des Laurentides; — La Commission scolaire Régionale Dollard-des-Ormeaux; — La Commission scolaire Saint-Jérôme; — La Commission scolaire du long Sault; — L'Hôpital d'Argenteuil; — Hôtel-Dieu de St-Jérôme; — Centre hospitalier Laurentien; — Caisse d'économie Laurentienne ».

Québec, le 6 mars 1991

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

71937

Caisse d'Économie Louis Hippolyte Lafontaine

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4.1), il a délivré à la « Caisse d'Économie Louis Hippolyte Lafontaine » un certificat de modification des statuts, daté du 6 mars 1991, lui permettant de modifier l'endroit où se trouve son siège social qui est présentement « Saint-Jean-de-Dieu, dans le district de Bourget » pour qu'il devienne « Montréal, dans le district judiciaire de Montréal » et lui permettant de modifier son groupe qui est actuellement « — les employés de la Corporation de l'Hôpital Pasteur, — les employés de l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu, — les employés de Delisle Yogourt Ltée-Delisle Yogourt Ltd, — les employés de l'Institut National de Recherches Scientifiques Santé » pour devenir « Les

employés et retraités de: — Hôpital Louis H. Lafontaine, — Hôpital Rivière-des-Prairies, — Caisse d'Économie Louis Hippolyte Lafontaine ».

Québec, le 6 mars 1991

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

71943

Caisse d'économie Northern et sa version Northern Credit Union

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4.1), il a délivré à « Caisse d'économie Northern et sa version Northern Credit Union » un certificat de modification des statuts, daté du 6 mars 1991, lui permettant de modifier l'endroit où se trouve son siège social qui est présentement « 1800, Centre, municipalité de Montréal dans la circonscription électorale de Sainte-Anne » pour qu'il devienne « Montréal, dans le district judiciaire de Montréal » et lui permettant de modifier son groupe qui est actuellement « les employés, retraités et leur conjoint, des corporations, sociétés et institutions suivantes: — Sherwin-Williams Canada Inc., Northern Télécom Canada Ltée/Ltd et ses filiales, Cleyn & Tinker Inc., C. & T. Paton Inc., Mount-Royal Hotel Inc., D. Donnelly Transport Inc., Cafas Inc., Canada Wire and Cable Ltd, Crown Cork Seal Company Limited, Dominion Electric Protection Co., Caisse d'économie Northern » pour devenir « les employés et leur conjoint, retraités et leur conjoint, des corporations, sociétés et institutions suivantes: Northern Telecom Canada/Ltée et ses filiales — Cleyn & Tinker Inc. et ses filiales — Cafas Inc. — 5555794 Ontario Inc. — Crown Cork & Seal Canada Inc. — Compagnie de protection électrique Dominion — Caisse d'économie Northern et sa version Northern Credit Union — Fonction Publique Fédérale (Québec) ».

Québec, le 6 mars 1991

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

71935

Caisse d'Économie Shawinigan

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4.1), il a délivré à la « Caisse d'Économie Shawinigan » un certificat de modification des statuts, daté du 6 mars 1991, lui permettant de modifier l'endroit où se trouve son siège social qui est présentement « Shawinigan, Québec, dans le district électoral de Saint-Maurice » pour qu'il devienne « Shawinigan, dans le district judiciaire de Saint-Maurice » et lui permettant de modifier son groupe qui est actuellement « les employés de Consolidated Paper Corporation Limited (Belgo Division) et leurs familles » pour devenir « les employés, les retraités et leur famille de Stone-Consolidated Inc. (Division Belgo fabrication) ».

Québec, le 6 mars 1991

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

71939

La Caisse d'économie Aciers Atlas

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4.1), il a délivré à « La caisse d'économie Aciers Atlas » un certificat de modification des statuts, daté du 6 mars 1991, lui permettant de modifier l'endroit où se trouve son siège social qui est présentement « Sorel, Québec, dans le district électoral de Richelieu » pour qu'il devienne « Tracy, dans le district judiciaire de Richelieu » et lui permettant de modifier son groupe qui est actuellement « Les employés de Atlas Steels Company, Division de Rio Algom Mines Limited » pour devenir « Les employés de Aciers Inoxidables Atlas, Division de Sammi Atlas Inc. ».

Québec, le 6 mars 1991

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

71934

LA CAISSE D'ÉCONOMIE DES POLICIERS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4.1), il a délivré à « LA CAISSE D'ÉCONOMIE DES POLICIERS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL » un certificat de modification des statuts, daté du 6 mars 1991, lui permettant de modifier l'endroit où se trouve son siège social qui est présentement « Montréal — Cité St-Jacques » pour qu'il devienne « Montréal, dans le district judiciaire de Montréal » et lui permettant de modifier son groupe qui est actuellement « Parmi les policiers (ières) à l'emploi de la C.U.M., lesquels (les) devront appartenir à la Fraternité des Policiers de la C.U.M., qu'ils soient syndiqués ou non et parmi les policiers (ières) devenus (es) retraités, lequel (les) devront appartenir à la Fraternité des Policiers de la C.U.M. » pour devenir « Les policiers à l'emploi du service de Police de la Communauté Urbaine de Montréal, les policiers retraités et les conjoints survivants de ceux-ci ».

Québec, le 6 mars 1991

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

71946

LA CAISSE D'ÉCONOMIE DU LAC ST-LOUIS

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4.1), il a délivré à « LA CAISSE D'ÉCONOMIE DU LAC ST-LOUIS » un certificat de modification des statuts, daté du 6 mars 1991, lui permettant de modifier l'endroit où se trouve son siège social qui est présentement « Lachine — district électoral de Jacques-Cartier » pour qu'il devienne « Lachine dans le district judiciaire de Montréal » et lui permettant de modifier son groupe qui est actuellement « — La Commission Scolaire du Sault-St-Louis; — La Commission Scolaire Baldwin-Cartier » pour devenir « Les employés, les préretraités et les retraités de: — La Commission Scolaire du Sault-St-Louis; — La Commission Scolaire Baldwin-Cartier ».

Québec, le 6 mars 1991

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

71945

Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil — Loi sur le**Accordés****Francis Turbide**

Par le certificat numéro 91-72 du 21 février 1991, le ministre de la Justice a effectué le changement d'indication de sexe et de prénom de Marie Antoinette Aline Françoise Turbide, née le 8 octobre 1963, en celui de Francis.

Sainte-Foy, le 28 février 1991

*Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU*

2447

Ghislaine Marie Paule Boissonneault

Par le certificat numéro 91-67 du 21 février 1991, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Ghislaine Marie Paule Ramsay, née le 27 mars 1953, en celui de Ghislaine Marie Paule Boissonneault.

Sainte-Foy, le 28 février 1991

*Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU*

2447

Janick Claudette Marie Belleau

Par le certificat numéro 91-66 du 21 février 1991, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Jeannine Claudette Marie Belleau, née le 28 juillet 1946, en celui de Janick Claudette Marie Belleau.

Sainte-Foy, le 28 février 1991

*Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU*

2447

Kathleen Susan Lloyd-Charland

Par le certificat numéro 91-69 du 21 février 1991, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Kathleen Susan Lloyd, née le 20 février 1964, en celui de Kathleen Susan Lloyd-Charland.

Sainte-Foy, le 28 février 1991

*Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU*

2447

Marie Alice France Boulianne

Par le certificat numéro 91-71 du 21 février 1991, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Alice Francine Boulianne, née le 17 décembre 1954, en celui de Marie Alice France Boulianne.

Sainte-Foy, le 28 février 1991

2447 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Blanche Louise-Anouk Ouellet

Par le certificat numéro 91-73 du 21 février 1991, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie-Blanche-Louise Ouellet, née le 5 mars 1960, en celui de Marie Blanche Louise-Anouk Ouellet.

Sainte-Foy, le 28 février 1991

2447 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Hélène Lyse Dominique Daoust

Par le certificat numéro 91-65 du 21 février 1991, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Hélène Lyse Daoust, née le 13 mars 1955, en celui de Marie Hélène Lyse Dominique Daoust.

Sainte-Foy, le 28 février 1991

2447 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Josée Isabelle Coquelicot Ayotte

Par le certificat numéro 91-68 du 21 février 1991, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie-Josée-Isabelle-Coquelicot Milette, née le 2 mai 1971, en celui de Marie Josée Isabelle Coquelicot Ayotte.

Sainte-Foy, le 28 février 1991

2447 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Yvonne Alexina Micheline Chassé

Par le certificat numéro 91-70 du 21 février 1991, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Yvonne Alexina Chassé, née le 9 mai 1955, en celui de Marie Yvonne Alexina Micheline Chassé.

Sainte-Foy, le 28 février 1991

2447 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Mary Yolande Racine

Par le certificat numéro 91-64 du 21 février 1991, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marielle Yolande Racine, née le 21 septembre 1936, en celui de Mary Yolande Racine.

Sainte-Foy, le 28 février 1991

2447 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil — Loi sur le

Demandes

Alphonsine Bourgeois

Prenez avis que Alphonsine Bourgeois, domiciliée au 971, rue Doucet, Sept-Îles, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Lyne Bourgeois.

Sept-Îles, le 4 mars 1991

71849-12-2

La requérante,
ALPHONSINE BOURGEOIS

Arthée Levesque

Prenez avis que Arthée Levesque, domicilié au 1285, Avenue Bourg Royal, Charlesbourg, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Hartey Levesque.

Charlesbourg, le 10 mars 1991

71909-12-2

Le requérant,
ARTHÉE LEVESQUE

Bertrand Dufour

Prenez avis que Bertrand Dufour, domicilié au 496, Chartrand, Terrebonne, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Denis Bertrand Tuffé.

Terrebonne, le 28 février 1991

71778-11-2

Le requérant,
BERTRAND DUFOUR

Carole Laflamme

Prenez avis que Carole Laflamme, domiciliée au 8257, Arthur-Buies, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Carole Beaupré.

Montréal, le 28 février 1991

71876-12-2

La requérante,
CAROLE LAFLAMME

Danielle Robert

Prenez avis que Danielle Robert, domiciliée au 2182, Desmar-teau, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Danièle Robert.

Montréal, le 9 mars 1991

71911-12-2

La requérante,
DANIELLE ROBERT

Debra Lee Cowell

Prenez avis que Debra Lee Cowell, domiciliée au 514, place de Beaucaire, Laval-des-Rapides, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en

celui de Debra Lee Taylor.
Montréal, le 5 mars 1991

71925-12-2

Les procureurs de la requérante,
COLBY, RIOUX & DEMERS

Doris Blouin

Prenez avis que Doris Blouin, domiciliée au 1615, rue Sherbrooke, appartement 101, Magog, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Josée Faucher.

Magog, le 5 mars 1991

71878-12-2

Les procureurs de la requérante,
GAUTHIER, BERGERON & FARIBAUT

Doudou Bouhadana

Prenez avis que Doudou Bouhadana, domicilié au 32, Sunnydale, Dollard-des-Ormeaux, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de David Bouhadana.

Dollard-des-Ormeaux, le 28 février 1991

71758-11-2

Le requérant,
DOUDOU BOUHADANA

Éric Vézina

Prenez avis que Éric Vézina, domicilié au 2279, rue McGill, Longueuil, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Éric Berry.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Longueuil, le 31 janvier 1991

71906-12-2

Le procureur du requérant,
CHARLES BEAUDOIN, notaire

Francine Tremblay

Prenez avis que Francine Tremblay, domiciliée au 4086, Hôtel-de-Ville, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Francine Tremblay Quesnel.

Montréal, le 1^{er} mars 1991

71782-11-2

La requérante,
FRANCINE TREMBLAY

Francis Boisvert

Prenez avis que Francis Boisvert, domicilié au 281, 5^e Rue, Louiseville, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Francis Noël.

Louiseville, le 7 mars 1991

71905-12-2

Le procureur du requérant,
MICHEL MASSON, notaire

Franck Paquet

Prenez avis que Franck Paquet, domicilié au 1503, Pierre-Cornelle, Sainte-Foy, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Franck Gauthier Paquet.

Sainte-Foy, le 4 mars 1991

71850-12-2

Le requérant,
FRANCK PAQUET

Georgette Contant

Prenez avis que Georgette Contant, domiciliée au 310, rue Montarville, Longueuil, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Catherine Contant.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Montréal, le 25 février 1991

71720-11-2

Les procureurs de la requérante,
BOUDRIAS, PANET-RAYMOND, GÉLINAS

Han-Pen Lyliane Mong-Gine

Prenez avis que Han-Pen Lyliane Mong-Gine, domiciliée au 2475, appartement 2, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Lyl Mong-Gine.

Montréal, le 25 février 1991

71732-11-2

La requérante,
HAN-PEN LYLIANE MONG-GINE

Howard Thomas Mac Dougall

Prenez avis que Howard Thomas Mac Dougall, domicilié au 39, rue Galt, Valleyfield, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Howard Thomas Sullivan.

Salaberry-de-Valleyfield, le 14 novembre 1990

71853-12-2

Le procureur du requérant,
ODETTE PERRON

Huguette Francoeur Béland

Prenez avis que Huguette Francoeur Béland, domiciliée au 7600, 85^e Avenue, Grand-Mère, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jolane Francoeur Béland.

Grand-Mère, le 25 février 1991

71813-11-2

La requérante,
HUGUETTE FRANCOEUR BÉLAND

James, Patrick Chevrier

Prenez avis que James, Patrick Chevrier, domicilié au 358, 3^e Avenue, Lac L'Heureux, Saint-Colomban, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de James Beauvais.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Saint-Jérôme, le 26 février 1991

71718-11-2

Les procureurs du requérant,
SAULNIER, TRÉPANIÉ & ASSOCIÉS

Janice Glendine Holder

Prenez avis que Janice Glendine Holder, domiciliée au 2322, rue Préville, LaSalle, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Janice Glendine Holder-Phillips.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

LaSalle, le 1^{er} mars 1991

71949-12-2

La requérante,
JANICE GLENDINE HOLDER

Jean-Philippe Crépeault dit Crépeau

Prenez avis que Jean-Philippe Crépeault, domicilié au 657, boulevard Décarie, Saint-Laurent, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jean-Philippe Crépeau.

Montréal, le 28 février 1991

71781-11-2

Le procureur du requérant,
RONALD-E. LAVIOLETTE, notaire

Jegarajah Xavier Emmanuel Athmasaran

Prenez avis que Jegarajah Xavier Emmanuel Athmasaran, domicilié au 1501, Jarry, appartement 119, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jegarajah Emmanuel.

Montréal, le 25 février 1991

71719-11-2

Le procureur du requérant,
MICHEL PILON, avocat

Johanne Ouellet

Prenez avis que Johanne Ouellet, domiciliée au 3550, Jeanne-Mance, appartement 2412, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joelle J. Ouellet.

Montréal, le 27 février 1991

71756-11-2

La requérante,
JOHANNE OUELLET

Joseph Raymond Réal Mongrain

Prenez avis que Joseph Raymond Réal Mongrain, domicilié au 674, 6^e Avenue, Grand-Mère, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Raymond Réal Joncas.

Shawinigan, le 28 février 1991

71848-12-2

Les procureurs du requérant,
MASSICOTTE DESSUREAULT
HENRI & BROUILLETTE

Joseph Roger Ernest Desaulniers

Prenez avis que Joseph Roger Ernest Desaulniers, domicilié au 89, rue Leduc, Coteau-du-Lac, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Roger Ernest Martel.

Saint-Timothée, le 5 mars 1991

71877-12-2

Le procureur du requérant,
NORMAND BRUNET, notaire

Joseph Serge Michel Lalancette

Prenez avis que Joseph Serge Michel Lalancette, domicilié au 2230, Edmond Guillet, C.P. 843, Marieville, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Serge Michel Gaudreault.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Marieville, le 21 février 1991

71755-11-2

Le requérant,
JOSEPH SERGE MICHEL LALANCETTE

Marie Bernadette Clairette Martel

Prenez avis que Marie Bernadette Clairette Martel, domiciliée au 4386, des Peupliers, Shipshaw, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Bernadette Claire Martel.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Jonquière, le 7 mars 1991

71907-12-2

Les procureurs de la requérante,
FILLION, DUROCHER & GRAVEL

Marie Francine Geneviève Goulet

Prenez avis que Marie Francine Geneviève Goulet, domiciliée au 555, boulevard Sainte-Adèle, C.P. 993, Sainte-Adèle, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Geneviève France Gilbert.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Sainte-Adèle, le 7 mars 1991

71926-12-2

La requérante,
MARIE FRANCINE GENEVIÈVE GOULET

Marie Françoise Huguette Corriveau dite Mariette C. Poisson

Prenez avis que Marie Françoise Huguette Corriveau dite Mariette C. Poisson, no 1, Lac-Mégantic, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Mariette Françoise Huguette Corriveau.

Lac-Mégantic, le 5 mars 1991

71759-11-2

La requérante,
MARIE FRANÇOISE HUGUETTE CORRIVEAULT

Marie Lucienne Bernardine Métivier

Prenez avis que Marie Lucienne Bernardine Métivier, domiciliée au 1060, avenue du Parc, Québec, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Lucille Bernardine Métivier.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Québec, le 8 mars 1991

La requérante,

71910-12-2 MARIE LUCIENNE BERNARDINE MÉTIVIER

Marie Thérèse Francine Cordeau

Prenez avis que Marie Thérèse Francine Cordeau, domiciliée au 80, Berlioz, appartement 401, Île-des-Soeurs, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Thérèse Francine Nancie Cordeau.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Montréal, le 6 mars 1991

La requérante,

71927-12-2 MARIE THÉRÈSE FRANCINE CORDEAU

Mario Carrier

Prenez avis que Mario Carrier, domicilié au 27, rue Sévigny, appartement 2, Saint-Appolinaire, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Mario Couture.

Thetford Mines, le 5 mars 1991

Le procureur du requérant,
LAURENT LESSARD

71851-12-2

Mario Ladébauche

Prenez avis que Mario Ladébauche, domicilié au 36, rue Millier, appartement 5, Sorel, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Mario Joubert.

Sorel, le 22 février 1991

La procureure du requérant,
ANNIE FRANCOEUR, *avocate*

71757-11-2

Michelle Dumas

Prenez avis que Michelle Dumas, domiciliée au 217, Saint-Pierre, Saint-Constant, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Michelle Grant.

Saint-Constant, le 27 février 1991

La requérante,
MICHELLE DUMAS

71783-11-2

Rita Côté

Prenez avis que Rita Côté, domiciliée au 4111, rue Notre-Dame, appartement 207, Chomedey, s'adressera au ministre de la

Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie, Madeleine, Rita, Nancy Côté.

Montréal, le 24 janvier 1991

Le procureur de la requérante,
JACQUES GRAVEL, *notaire*

71912-12-2

Shun Yiu Chan

Prenez avis que Shun Yiu Chan, domiciliée au 3057, rue Jean-Bouillet, Saint-Laurent, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Karen Shun Yiu Chan.

Montréal, le 26 février 1991

Le procureur de la requérante,
RICHARD HAMELIN, *notaire*

71731-11-2

Thi Hong Mai Tran

Prenez avis que Thi Hong Mai Tran, domiciliée au 4785, rue Bouchette, appartement 16, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Hong Mai Phan.

Montréal, le 6 mars 1991

Le procureur de la requérante,
MY TRAM DUONG, *avocate*

71908-12-2

Yury Oratovsky

Prenez avis que Yury Oratovsky, domicilié au 3578, Aylmer, appartement 9, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Uri Ortov.

Montréal, le 13 décembre 1990

Le procureur du requérant,
ERIKA TEESDALE, *notaire*

71754-11-2

Yvette Delisle

Prenez avis que Yvette Delisle, domiciliée au 153, boulevard Smith Nord, Thetford Mines, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Huguette Delisle.

Thetford Mines, le 7 mars 1991

La requérante,
YVETTE DELISLE

71868-12-2

Code de procédure civile (Article 139)

Canada — Province de Québec
Tribunal de la jeunesse — District de Drummond
No 405-43-000001-918
Code: AZ 4043

André St-Cyr,

Ordonnance

Par ordre de la Cour:

M. Paul-André Lefebvre, père de l'enfant mineur Yannick Marcoux est, par les présentes, requis de comparaître, dans un délai de trente (30) jours de cette publication, personnellement ou par l'entremise de ses procureurs.

Une copie de la requête pour ordonnance de placement (art. 615 ss C.C.Q. et 813.3 C.P.C.) a été laissée au greffe du Tribunal de la jeunesse, du district de Drummond, à son intention.

De plus, prenez avis qu'à défaut par vous de signifier ou déposer votre comparution ou contestation dans lesdits délais, le requérant-adoptant procédera à obtenir jugement par défaut conforme aux conclusions qu'il sollicite dans ladite requête pour ordonnance de placement.

Drummondville, le 7 mars 1991

Les procureurs du requérant-adoptant,

71852 CLAIR, LAPLANTE, CÔTÉ, CORRIVEAU & ASSOCIÉS

Canada — Province de Québec
Cour du Québec — District de Terrebonne
No 700-02-451-915

Ville de Boisbriand, partie demanderesse, contre JACOB CHUANG, partie défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Jacob Chuang de comparaître au greffe de cette Cour situé au 400, rue Laviolette, Saint-Jérôme, salle S-S-05, dans les 30 jours de la date de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie d'un bref d'assignation a été remise au greffe à l'intention de Jacob Chuang.

Saint-Jérôme, le 8 mars 1991

Le greffier adjoint,
ROLLANDE ETHIER

71873

Compagnies (Partie IA) — Loi sur les

Délivrance d'un certificat de constitution

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de constitution à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2851-0543		
2851-0543 QUÉBEC INC.	1991 01 28	Saint-François
2851-0550		
2851-0550 QUÉBEC INC.	1991 01 28	Saint-François
2851-3562		
2851-3562 QUÉBEC INC.	1991 02 22	Chicoutimi
2851-3570		
2851-3570 QUÉBEC INC.	1991 02 22	Trois-Rivières
2851-3596		
2851-3596 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Québec
2851-3604		
2851-3604 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Québec
2851-3612		
2851-3612 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Terrebonne
2851-3638		
2851-3638 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Québec
2851-4461		
2851-4461 QUÉBEC INC.	1991 02 19	Québec
2851-4883		
2851-4883 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Québec
2851-5476		
2851-5476 QUÉBEC INC.	1991 02 21	Baie-Comeau
2851-5484		
2851-5484 QUÉBEC INC.	1991 02 21	Baie-Comeau
2851-5716		
2851-5716 QUÉBEC INC.	1991 02 22	Gaspé
2851-5740		
2851-5740 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Iberville
2851-5757		
2851-5757 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Mégantic
2851-5765		
2851-5765 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Alma
2851-6029		
2851-6029 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Saint-François
2851-6037		
2851-6037 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Saint-François
2851-6078		
2851-6078 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Rimouski
2851-6128		
2851-6128 QUÉBEC INC.	1991 02 28	Laval
2851-6136		
2851-6136 QUÉBEC INC.	1991 02 28	Saint-François
2851-6284		
2851-6284 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Terrebonne

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2851-6326 2851-6326 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Terrebonne
2851-6409 2851-6409 QUÉBEC INC.	1991 02 27	Roberval
2851-6425 2851-6425 QUÉBEC INC.	1991 02 28	Saint-Hyacinthe
2851-6433 2851-6433 QUÉBEC INC.	1991 02 21	Roberval
2851-6441 2851-6441 QUÉBEC INC.	1991 02 22	Alma
2851-6656 2851-6656 QUÉBEC INC.	1991 02 21	Saint-François
2851-6664 2851-6664 QUÉBEC INC.	1991 02 21	Saint-François
2851-6672 2851-6672 QUÉBEC INC.	1991 02 21	Saint-François
2851-6680 2851-6680 QUÉBEC INC.	1991 02 21	Saint-François
2851-6698 2851-6698 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Chicoutimi
2851-6755 2851-6755 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Terrebonne
2851-6771 2851-6771 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Saint-François
2851-6839 2851-6839 QUÉBEC INC.	1991 02 28	Trois-Rivières
2851-7035 2851-7035 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Rimouski
2851-7118 2851-7118 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Kamouraska
2851-7126 2851-7126 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Kamouraska
2851-7134 2851-7134 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Kamouraska
2851-7290 2851-7290 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Québec
2851-7357 2851-7357 QUÉBEC INC.	1991 02 27	Québec
2851-7381 2851-7381 QUÉBEC INC.	1991 02 27	Québec
2851-9023 2851-9023 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Terrebonne
2851-9049 2851-9049 QUÉBEC INC.	1991 02 27	Québec
2851-9056 2851-9056 QUÉBEC INC.	1991 02 27	Québec
2851-9072 2851-9072 QUÉBEC INC.	1991 02 27	Québec
2851-9122 2851-9122 QUÉBEC INC.	1991 02 27	Québec
2851-9148 2851-9148 QUÉBEC INC.	1991 02 27	Rouyn-Noranda

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2851-9163 2851-9163 QUÉBEC INC.	1991 02 28	Québec
2853-4378 2853-4378 QUÉBEC INC.	1991 02 21	Labelle
2853-4386 2853-4386 QUÉBEC INC.	1991 02 21	Laval
2853-4527 2853-4527 QUÉBEC INC.	1991 02 21	Labelle
2853-4535 2853-4535 QUÉBEC INC.	1991 02 21	Abitibi
2853-4550 2853-4550 QUÉBEC INC.	1991 02 22	Saint-François
2853-4568 2853-4568 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-4576 2853-4576 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Laval
2853-4584 2853-4584 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Joliette
2853-4642 2853-4642 QUÉBEC INC.	1991 02 21	Montréal
2853-4667 2853-4667 QUÉBEC INC.	1991 02 21	Montréal
2853-4675 2853-4675 QUÉBEC INC.	1991 02 21	Montréal
2853-4774 2853-4774 QUÉBEC INC.	1991 02 22	Beauharnois
2853-4790 2853-4790 QUÉBEC INC.	1991 02 22	Montréal
2853-4873 2853-4873 QUÉBEC INC.	1991 02 21	Chicoutimi
2853-4881 2853-4881 QUÉBEC INC.	1991 02 21	Rimouski
2853-4956 2853-4956 QUÉBEC INC.	1991 02 21	Longueuil
2853-4980 2853-4980 QUÉBEC INC.	1991 02 22	Montréal
2853-4998 2853-4998 QUÉBEC INC.	1991 02 22	Montréal
2853-5011 2853-5011 QUÉBEC INC.	1991 02 22	Trois-Rivières
2853-5037 2853-5037 QUÉBEC INC.	1991 02 22	Terrebonne
2853-5045 2853-5045 QUÉBEC INC.	1991 02 22	Montréal
2853-5060 2853-5060 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-5094 2853-5094 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Bonaventure
2853-5110 2853-5110 QUÉBEC INC.	1991 02 21	Québec
2853-5128 2853-5128 QUÉBEC INC.	1991 02 21	Rimouski

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Distric judiciaire
2853-5136		
2853-5136 QUÉBEC INC.	1991 02 21	Abitibi
2853-5185		
2853-5185 QUÉBEC INC.	1991 02 21	Abitibi
2853-5201		
2853-5201 QUÉBEC INC.	1991 02 21	Longueuil
2853-5227		
2853-5227 QUÉBEC INC.	1991 02 21	Laval
2853-5235		
2853-5235 QUÉBEC INC.	1991 03 01	Laval
2853-5243		
2853-5243 QUÉBEC INC.	1991 02 22	Terrebonne
2853-5268		
2853-5268 QUÉBEC INC.	1991 02 22	Longueuil
2853-5292		
2853-5292 QUÉBEC INC.	1991 02 22	Montréal
2853-5318		
2853-5318 QUÉBEC INC.	1991 02 22	Chicoutimi
2853-5326		
2853-5326 QUÉBEC INC.	1991 02 22	Bedford
2853-5367		
2853-5367 QUÉBEC INC.	1991 02 22	Saint-François
2853-5383		
2853-5383 QUÉBEC INC.	1991 02 22	Laval
2853-5391		
2853-5391 QUÉBEC INC.	1991 02 22	Montréal
2853-5425		
2853-5425 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Saint-Hyacinthe
2853-5433		
2853-5433 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Iberville
2853-5441		
2853-5441 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Rimouski
2853-5466		
2853-5466 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-5474		
2853-5474 QUÉBEC INC.	1991 02 22	Montréal
2853-5516		
2853-5516 QUÉBEC INC.	1991 02 22	Montréal
2853-5532		
2853-5532 QUÉBEC INC.	1991 02 22	Montréal
2853-5540		
2853-5540 QUÉBEC INC.	1991 02 22	Montréal
2853-5557		
2853-5557 QUÉBEC INC.	1991 02 22	Montréal
2853-5565		
2853-5565 QUÉBEC INC.	1991 02 22	Montréal
2853-5607		
2853-5607 QUÉBEC INC.	1991 02 22	Terrebonne
2853-5623		
2853-5623 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-5649		
2853-5649 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2853-5656		
2853-5656 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-5664		
2853-5664 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-5672		
2853-5672 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-5680		
2853-5680 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-5698		
2853-5698 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-5706		
2853-5706 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Iberville
2853-5730		
2853-5730 QUÉBEC INC.	1991 02 28	Montréal
2853-5805		
2853-5805 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-5813		
2853-5813 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-5821		
2853-5821 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Longueuil
2853-5839		
2853-5839 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Longueuil
2853-5904		
2853-5904 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Chicoutimi
2853-5912		
2853-5912 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-5953		
2853-5953 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Rimouski
2853-5961		
2853-5961 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Rimouski
2853-5995		
2853-5995 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Longueuil
2853-6027		
2853-6027 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-6035		
2853-6035 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-6043		
2853-6043 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-6076		
2853-6076 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-6084		
2853-6084 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-6092		
2853-6092 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Richelieu
2853-6100		
2853-6100 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-6134		
2853-6134 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Montréal
2853-6159		
2853-6159 QUÉBEC INC.	1991 26	Montréal
2853-6209		
2853-6209 QUÉBEC INC.	26	Longueuil

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2853-6233		
2853-6233 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Laval
2853-6274		
2853-6274 QUÉBEC INC.	1991 02 27	Terrebonne
2853-6282		
2853-6282 QUÉBEC INC.	1991 02 27	Saint-François
2853-6308		
2853-6308 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-6316		
2853-6316 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-6324		
2853-6324 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-6332		
2853-6332 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-6340		
2853-6340 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-6357		
2853-6357 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-6365		
2853-6365 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-6373		
2853-6373 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-6381		
2853-6381 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Terrebonne
2853-6506		
2853-6506 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-6514		
2853-6514 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-6522		
2853-6522 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-6530		
2853-6530 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-6555		
2853-6555 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Longueuil
2853-6563		
2853-6563 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-6571		
2853-6571 QUÉBEC INC.	1991 02 25	Montréal
2853-6597		
2853-6597 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Montréal
2853-6621		
2853-6621 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Montréal
2853-6639		
2853-6639 QUÉBEC INC.	1991 02 27	Montréal
2853-6662		
2853-6662 QUÉBEC INC.	1991 02 27	Joliette
2853-6696		
2853-6696 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Roberval
2853-6704		
2853-6704 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Joliette
2853-6712		
2853-6712 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2853-6720 2853-6720 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Saint-François
2853-6738 2853-6738 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Chicoutimi
2853-6746 2853-6746 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Abitibi
2853-6753 2853-6753 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Terrebonne
2853-6761 2853-6761 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Saint-François
2853-6779 2853-6779 QUÉBEC INC.	1991 02 27	Laval
2853-6787 2853-6787 QUÉBEC INC.	1991 02 27	Laval
2853-6795 2853-6795 QUÉBEC INC.	1991 02 27	Laval
2853-6829 2853-6829 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Terrebonne
2853-6852 2853-6852 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Terrebonne
2853-6860 2853-6860 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Longueuil
2853-6878 2853-6878 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Montréal
2853-6886 2853-6886 QUÉBEC INC.	1991 03 01	Terrebonne
2853-6928 2853-6928 QUÉBEC INC.	1991 02 28	Longueuil
2853-6944 2853-6944 QUÉBEC INC.	1991 02 27	Montréal
2853-6951 2853-6951 QUÉBEC INC.	1991 02 28	Longueuil
2853-6977 2853-6977 QUÉBEC INC.	1991 02 27	Montréal
2853-7017 2853-7017 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Montréal
2853-7025 2853-7025 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Montréal
2853-7033 2853-7033 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Montréal
2853-7041 2853-7041 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Montréal
2853-7066 2853-7066 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Terrebonne
2853-7074 2853-7074 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Longueuil
2853-7082 2853-7082 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Laval
2853-7116 2853-7116 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Longueuil
2853-7173 2853-7173 QUÉBEC INC.	1991 02 27	Laval

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	· District judiciaire
2853-7181 2853-7181 QUÉBEC INC.	1991 02 27	Montréal
2853-7223 2853-7223 QUÉBEC INC.	1991 02 27	Montréal
2853-7231 2853-7231 QUÉBEC INC.	1991 02 27	Laval
2853-7272 2853-7272 QUÉBEC INC.	1991 02 27	Beauharnois
2853-7439 2853-7439 QUÉBEC INC.	1991 02 27	Montréal
2851-6276 ACCOMMODATION DES EAUX FRAÎCHES INC.	1991 03 01	Québec
2851-9130 LES AFFÛTEURS DU NORD-OUEST INC.	1991 02 27	Rouyn-Noranda
2853-6837 AGENCE DE SÉCURITÉ SAUVEGARDE INC. SAFEGUARD SECURITY AGENCY INC.	1991 02 26	Terrebonne
2853-4907 AGENCE LISE VERDON INC.	1991 02 21	Montréal
2851-6334 AGENDA DES INFIRMIÈRES INC.	1991 02 26	Saint-Hyacinthe
2851-7340 LES ALARMES DU FJORD INC.	1991 02 27	Chicoutimi
2853-7165 LES ALIMENTS MAGHREB INC.	1991 02 27	Montréal
2853-5193 AMÉNAGEMENTS A. PELLETIER INC.	1991 02 21	Longueuil
2853-6126 ARSENAULT LEBLOND INC.	1991 02 25	Longueuil
2851-7431 ART-CONCEPT ROUSSEAU VIVEIROS INC.	1991 02 28	Québec
2853-7140 ATELIER BENOÎT BILODEAU INC.	1991 02 27	Chicoutimi
2853-7090 L'AUBERGE DU GARDE FORESTIER INC.	1991 02 26	Témiscamingue
2853-5979 A.D.C.A.S. PIÈCES D'AUTO INC.	1991 02 25	Montréal
2853-5300 BAR LE COUP DE COUDE INC.	1991 02 21	Arthabaska
2853-6548 BAR NIKITA INC.	1991 02 25	Montréal
2853-5870 BING BANG BOUM CRÉATIONS INC.	1991 02 25	Montréal
2851-7332 BIOLIGNE RIMOUSKI INC.	1991 03 04	Rimouski
2853-5375 AU BOUQUET DE PROVENCE INC.	1991 02 22	Montréal
2853-6670 BOUTIQUE DE GOLF JOHN MURRAY INC.	1991 02 27	Longueuil
2853-6811 CAFÉ CABRIOLET INC.	1991 02 26	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2853-6688 CAFÉ NOIR ST-LAURENT INC.	1991 02 27	Montréal
2853-5946 LES CAFÉS SERANO INC.	1991 02 25	Montréal
2851-7076 CARRELAGE A. BOIVIN INC.	1991 02 26	Québec
2853-7199 CARROSSERIE CUCITI INC.	1991 02 27	Montréal
2851-6110 LA CAVE À TAPIS INC.	1991 02 27	Beauce
2853-6654 CDS DÉVELOPPEMENT INC.	1991 02 26	Montréal
2853-5938 CENTRE DE LA SURJETEUSE C. R. INC.	1991 02 25	Joliette
2853-6191 CENTRE DE LIQUIDATION J.C. VALADE INC.	1991 02 26	Joliette
2853-5896 CENTRE DES VIANDES ILE-PERROT (1991) INC.	1991 02 26	Beauharnois
2853-7264 CENTRE INTERNATIONAL DE VALVE INC.	1991 02 27	Chicoutimi
2853-5755 CENTRE SPORTIF 795 TASCHEREAU INC.	1991 02 25	Longueuil
2853-4725 CERAMPRO INC.	1991 02 21	Laval
2851-7100 LES CHAISES SUR BILLES DERAY INC.	1991 02 26	Frontenac
2851-3588 LE CHEF DU COUVRE-PLANCHER INC.	1991 03 01	Québec
2853-5615 CIRCULATEC INC.	1991 02 22	Terrebonne
2853-6142 CLUB DE PLONGÉE DU PARC OLYMPIQUE INC.	1991 02 26	Montréal
2851-7316 COFFRAGES D.B. FONDATIONS INC.	1991 02 25	Saint-Maurice
2853-5482 LES COFFRAGES ROBERT FRANCOEUR LTÉE	1991 02 22	Terrebonne
2853-5086 COMMUNICATIONS GILLES PAGÉ INC.	1991 02 25	Joliette
2851-7399 COMPAGNIE DE RECHERCHES PHYTODATA INC.	1991 02 27	Saint-Hyacinthe
2851-6821 CONCEPT MRS INC.	1991 02 27	Arthabaska
2851-4834 CONFECTION MONA J.M. INC.	1991 02 21	Bedford
2851-5500 CONSTRUCTION FRANÇOIS LUPIEN INC.	1991 02 21	Drummond
2851-7043 CONSTRUCTION GEN-EX INC.	1991 02 26	Québec
2853-7249 LES CONSTRUCTIONS DANIEL DAVIAU INC.	1991 02 27	Saint-Hyacinthe

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2851-6482 LES CONSTRUCTIONS POLYVATECH INC.	1991 02 22	Chicoutimi
2853-6803 CONSULTANT EN VENTES ET PROMOTION, M. ALARY INC.	1991 02 26	Laval
2853-7330 CONSULTANTS AHB CANGULF INC. <i>AHB CANGULF CONSULTING INC.</i>	1991 02 27	Montréal
2851-2200 LES CONSULTANTS JEAN PELLETIER INC.	1991 02 14	Trois-Rivières
2851-6300 LES CONTRÔLES INDUSTRIELS J.R. INC.	1991 02 26	Trois-Rivières
2853-6241 COUVREURS VALMONT INC.	1991 02 26	Montréal
2851-7001 DAO COM INC.	1991 02 22	Québec
2853-7009 DÉCO-REFLET INC.	1991 02 26	Joliette
2853-5987 DELICATIV INC.	1991 02 25	Montréal
2851-4842 DELSER INC.	1991 02 21	Longueuil
2851-3620 DÉMÉNAGEMENT DE LA CAPITALE INC.	1991 02 26	Québec
2853-6589 DENISE GAUTHIER ET ASSOCIÉS INC.	1991 02 26	Laval
2853-7108 DÉPANNEUR P.A. DANY INC.	1991 03 01	Iberville
2853-5151 DÉPANNEUR P.A. PRIMEAU INC.	1991 02 21	Beauharnois
2853-7124 DESICHEM INC.	1991 02 26	Montréal
2853-5763 DISTRIBUTION CHARLES OUELLET INC.	1991 02 25	Bedford
2851-3299 DISTRIBUTION DRUMMEX INC. <i>DRUMMEX DISTRIBUTION INC.</i>	1991 02 15	Arthabaska
2853-6902 DISTRIBUTION I.C.H. INC.	1991 02 26	Joliette
2851-7084 LES DISTRIBUTIONS ALIMENTAIRES J.L. VENNE INC.	1991 02 26	Québec
2851-5807 ENTREPRENEUR FORESTIER R.T.D.M. INC.	1991 02 25	Joliette
2853-5102 LES ENTREPRISES CHLODREY INC.	1991 02 21	Témiscamingue
2851-4867 ENTREPRISES DE TRANSFERT D'EMBRYONS E.T.E. INC.	1991 02 25	Québec
2853-4972 LES ENTREPRISES DU GRAND MOULIN INC.	1991 02 21	Terrebonne
2851-4743 LES ENTREPRISES GARRY MURPHY INC.	1991 02 25	Beauce

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2851-9114 LES ENTREPRISES SYLMO (1991) INC.	1991 03 01	Québec
2851-4826 LES ENTREPRISES S. Y. LAG INC.	1991 02 22	Québec
2851-6003 ENVIRO EXPERTS INC.	1991 02 25	Joliette
2851-3448 ESTAMPES GRAVEL INC.	1991 02 20	Québec
2853-4949 EXCAVATION D. PLOUFFE INC.	1991 02 22	Bedford
2853-7280 E. C. T. I. EURO-CANADIENNE DE TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES INC.	1991 02 26	Montréal
2851-9510 FERME DENIS CARRIER INC.	1991 02 27	Frontenac
2853-7314 FERME FAMIPAGE INC.	1991 02 27	Beauharnois
2853-6183 FERME GIROUARD & FILS INC.	1991 02 26	Beauharnois
2851-6730 FERME JUNIQUE INC.	1991 02 25	Roberval
2853-4659 FERME M.J.B. INC.	1991 02 21	Saint-Hyacinthe
2851-6268 FERME RENÉ FISET & FILS INC.	1991 02 25	Montmagny
2853-6068 FRUITS DE MER DAIWA INC. DAIWA SEAFOOD INC.	1991 02 25	Montréal
2853-4840 GARDERIE 440 INC.	1991 02 21	Montréal
2851-9080 GÉRANCE DE PROJETS MALI INC.	1991 02 27	Québec
2851-4958 GESTION A. COUTURE (NO 1) LTÉE	1991 02 25	Beauce
2851-4966 GESTION A. COUTURE (NO 2) LTÉE	1991 02 25	Beauce
2851-4974 GESTION A. COUTURE (NO 3) LTÉE	1991 02 25	Beauce
2851-4982 GESTION A. COUTURE (NO 4) LTÉE	1991 02 25	Beauce
2851-4990 GESTION A. COUTURE (NO 5) LTÉE	1991 02 25	Beauce
2851-7282 GESTION A. COUTURE (NO 6) LTÉE	1991 02 25	Beauce
2853-6894 GESTION BMSC INC.	1991 02 26	Montréal
2851-8009 GESTION B.E.L. PORCS LTÉE	1991 02 25	Beauce
2853-4964 GESTION CHARLAND-LESSARD INC.	1991 02 22	Terrebonne
2853-4683 GESTION COMINTRA INC.	1991 03 01	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2853-6407 GESTION DENIS GOULET INC.	1991 02 26	Longueuil
2851-5997 GESTION DUGAT INC.	1991 02 22	Rimouski
2851-4685 GESTION FINANCIÈRE PIERRE LEMIEUX INC.	1991 02 25	Rimouski
2853-5771 GESTION G. MARTINEAU INC.	1991 02 25	Saint-François
2853-6647 GESTION JACQUELINE DAJAN INC.	1991 02 27	Longueuil
2851-4784 GESTION LEBLANC ET BRASSARD INC.	1991 02 25	Québec
2853-4709 GESTION L.N.S.J. INC.	1991 02 21	Montréal
2851-6383 GESTION PROJET DE CONSTRUCTION B.E.N. INC.	1991 02 26	Québec
2853-5144 GESTION SEICA INC.	1991 02 21	Montréal
2853-4857 GESTION TÉTRAÈDRE INC.	1991 02 20	Montréal
2851-9155 GESTION YVES DUBOIS INC.	1991 02 27	Charlevoix
2853-5920 LES GESTIONS AYMAN INC.	1991 02 25	Montréal
2853-4758 GESTIONS LUX INC.	1991 02 21	Longueuil
2851-6508 GESTIONS MILLE-DEUX INC.	1991 02 22	Charlevoix
2853-4931 GESTIONS NOMUR INC.	1991 02 21	Terrebonne
2853-5722 LE GROUPE CONSEIL S.S.C. INC.	1991 02 25	Montréal
2851-6474 GROUPE J.L.F. (SANTÉ) INC.	1991 02 22	Beauharnois
2853-7157 GROUPE MINIER D'ASBESTOS-ESTRIE INC.	1991 02 27	Saint-François
2853-5458 GROUPE M. AYMAN INC.	1991 02 25	Longueuil
2853-5714 LE GROUPE PUBLI-LUCRUM LTÉE PUBLI-LUCRUM GROUP LTD.	1991 02 25	Montréal
2851-9098 GUY PAQUET ARTISTE-PEINTRE INC.	1991 02 27	Québec
2851-7886 G-6 GESTION SYSTÉMATISATION INC.	1991 02 28	Québec
2851-5526 HABITATIONS HAMELIN (S.H.) INC.	1991 02 19	Trois-Rivières
2853-6225 HAMEAU SOURCE DES BOIS INC.	1991 02 27	Laval

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2853-5342 HELIA SERVICES COMMERCIAUX & MERCANTILES INC. <i>HELIA COMMERCIAL TRADING & SERVICES INC.</i>	1991 02 22	Montréal
2853-4519 LES IMMEUBLES DU GRAND AIR INC.	1991 02 20	Saint-Hyacinthe
2853-5219 LES IMMEUBLES GABY L. BÉLANGER INC.	1991 02 21	Montréal
2853-7058 IMMEUBLES JACQUELINE & RÉAL GAUTHIER INC.	1991 02 26	Terrebonne
2853-5847 IMMEUBLES JEAN-PIERRE SIMARD INC.	1991 02 25	Richelieu
2853-4394 IMPEX-DI INC.	1991 02 20	Laval
2853-6969 INDUSTRIES POSTALES G.B. INC.	1991 02 27	Longueuil
2851-9031 INGESPLAN INC.	1991 02 26	Québec
2853-6217 INNOVAPLAN INC.	1991 02 26	Montréal
2853-5631 LES INSTALLATIONS GERVAIS OUELLET INC.	1991 02 25	Montréal
2853-5599 INTERNET TECHNOLOGIE INC. <i>INTERNET TECHNOLOGY INC.</i>	1991 02 25	Montréal
2853-5748 INVENTAIRE MCB INC.	1991 02 25	Montréal
2853-5359 LES INVESTISSEMENTS COPEL INC.	1991 02 22	Montréal
2851-7449 LES INVESTISSEMENTS HARP (1991) INC. <i>HARP INVESTMENTS (1991) INC.</i>	1991 02 28	Bedford
2853-5078 LES INVESTISSEMENTS PAUL RACINE INC.	1991 02 25	Laval
2853-5789 LES INVESTISSEMENTS TREMBLAY ET GAGNÉ INC.	1991 02 25	Montréal
2853-4766 JACK BRACKEN INC.	1991 02 21	Montréal
2853-5581 JEAN-PIERRE DALPÉ MAÎTRE-VITRIER INC.	1991 02 22	Montréal
2853-5797 JULES GAGNÉ MÉTAL INC.	1991 02 25	Montréal
2851-7308 JULIEN CÔTÉ & FILS (1991) INC.	1991 06 30	Montréal
2853-4543 J. M. LEBLANC DESIGN INC.	1991 02 22	Beauharnois
2851-6359 KINANTHROPOMETRIX INC.	1991 02 26	Trois-Rivières
2851-4776 LES LABORATOIRES BBHN INC.	1991 02 25	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2853-6266 LAVER-FORÊT INC.	1991 02 27	Témiscamingue
2853-5284 LAVOKIKA 2000 INC.	1991 02 22	Bedford
2853-5417 LIBRAIRIE UNGAVA INC.	1991 02 25	Abitibi
2853-5052 LIMO G.L. INC.	1991 02 22	Montréal
2851-8355 LES LIMOUSINES DYNASTIE INC.	1991 02 27	Québec
2853-4592 LOGISAN TECHNOLOGIE INC.	1991 02 25	Saint-Hyacinthe
2851-3646 LES MAISONS SAVOYARDES INC.	1991 02 26	Québec
2853-4782 MANUFACTURIER SAFIE INC. SAFIE MANUFACTURING INC.	1991 02 22	Montréal
2851-7423 MARANI INTERNATIONAL INC.	1991 02 28	Québec
2853-4717 MAULE CONSTRUCTION INC.	1991 02 21	Laval
2853-6167 LE MONTRÉAL CLUB P.V.M. INC.	1991 02 26	Longueuil
2853-6175 OPTIPAR INC.	1991 02 26	Montréal
2853-7322 LES PAPIERS RECYCLÉS TAÏGA (1991) INC.	1991 02 26	Montréal
2853-7298 PARE-BRISE S.M. INC.	1991 02 26	Montréal
2853-5573 PAULIAN, SYSTÈME D'AIR INC.	1991 02 22	Montréal
2853-4741 PEINTURE RÉGAL INC. REGAL PAINT INC.	1991 02 21	Laval
2853-5888 LES PEINTURES ROGER DOUCET INC.	1991 02 26	Terrebonne
2853-6001 PEINTURES & PRODUITS INDUSTRIELS DANIEL & PIERRE INC.	1991 02 25	Saint-Maurice
2853-5508 PERFORMANCE MARKETING G.P. INC.	1991 02 22	Joliette
2853-6845 PERFORMANCE PLUS M. 1991 INC.	1991 02 26	Alma
2853-5862 PÉTROLES BEMEE INC. BEMEE PETROLEUM INC.	1991 02 25	Abitibi
2851-6763 LES PÉTROLES BLR INC.	1991 02 26	Saint-François
2851-6813 LES PÉTROLES G L S INC.	1991 02 27	Beauce
2853-6258 LES PÉTROLES SOULANGES INC.	1991 02 27	Beauharnois

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2851-7407 PLACEMENTS P.V.P. LTÉE	1991 02 27	Saint-François
2853-5409 PLANCHERS L. BÉDARD INC.	1991 02 25	Montréal
2851-6532 PLOMBERIE DU BAS DU FLEUVE INC.	1991 02 26	Rimouski
2853-5177 POG BILLARD INC.	1991 02 21	Laval
2853-6050 LES PORTES SO-VAL INC.	1991 02 25	Terrebonne
2851-4891 PRODUCTION A. COUTURE (NO 1) LTÉE	1991 02 25	Beauce
2851-4909 PRODUCTION A. COUTURE (NO 2) LTÉE	1991 02 25	Beauce
2851-4917 PRODUCTION A. COUTURE (NO 3) LTÉE	1991 02 25	Beauce
2851-4925 PRODUCTION A. COUTURE (NO 4) LTÉE	1991 02 25	Beauce
2851-4933 PRODUCTION A. COUTURE (NO 5) LTÉE	1991 02 25	Beauce
2851-4941 PRODUCTION A. COUTURE (NO 6) LTÉE	1991 02 25	Beauce
2851-8017 PRODUCTION B.E.L. PORCS LTÉE	1991 02 25	Beauce
2851-6557 PRODUCTION RENÉ LAIT INC.	1991 02 25	Beauce
2853-4915 LES PRODUCTIONS CANDIDE INC.	1991 02 21	Gaspé
2853-5854 LES PRODUCTIONS EYKO INC.	1991 02 25	Montréal
2853-5490 PRODUCTIONS JEAN L'ITALIEN INC.	1991 02 22	Longueuil
2853-7306 LES PRODUCTIONS JEAN-RENÉ OUELLET INC.	1991 02 26	Montréal
2853-6019 LES PRODUITS MANUFACTURIERS LMI INC.	1991 02 25	Joliette
2853-5524 PRO-SPORT & MARINE INC.	1991 02 22	Témiscamingue
2853-7256 QUALITAIR INC.	1991 02 27	Longueuil
2853-4691 QUEBECTECH SERVICE INFORMATIQUE INC.	1991 02 21	Montréal
2851-6011 RÉAL CROTEAU ÉLECTRIQUE INC.	1991 02 25	Arthabaska
2851-6417 RÉGÉNÉRATION-NATURE J.B. INC.	1991 02 28	Saint-Hyacinthe
2853-5003 RÉNOVATION APL INC.	1991 02 22	Longueuil
2853-6936 RÉSIDENTE LE BERCAIL INC.	1991 02 27	Terrebonne
2851-6342 SERMO CONSTRUCTION INC.	1991 02 26	Frontenac

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2853-7132 SERVICE SANITAIRE D.P. INC.	1991 02 27	Terrebonne
2853-6118 SERVICES FINANCIERS FREDMAR INC.	1991 02 26	Longueuil
2851-6490 SERVICES MÉCANIQUES H. LANDRY INC.	1991 02 22	Montréal
2853-5276 SOCIÉTÉ DE RECHERCHE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE SORES INC.	1991 02 22	Montréal
2853-5250 LA SOCIÉTÉ IMPORT-EXPORT ALAIN F. PAQUETTE INC.	1991 02 22	Montréal
2851-4875 SOLLICITATION INC.	1991 02 25	Québec
2853-6423 SOUCY, LÉVEILLÉ & ASSOCIÉS INC.	1991 02 26	Laval
2853-4923 SOVICANA INC.	1991 02 21	Montréal
2851-6748 SPÉCIALITÉS MÉTALLIQUES J.P.D. INC.	1991 02 25	Saint-Hyacinthe
2853-5029 STRUCTURE S.P.L. INC.	1991 02 22	Terrebonne
2851-7373 SUPERMARCHÉ LAROCHE (1991) INC.	1991 02 27	Québec
2853-6399 SYSTÈME INTÉRIEUR SÉLECT INC.	1991 02 26	Laval
2853-4733 TAPIS ORIENTAL BASHIR LTÉE BASHIR ORIENTAL CARPETS LTD.	1991 02 21	Laval
2853-5334 TESSI ARTISANAT MEXICAIN INTERNATIONAL INC. TESSI MEXICAN HANDICRAFT INTERNATIONAL INC.	1991 02 22	Montréal
2853-6605 TRANSPORT MARTIN FORGET INC.	1991 02 25	Joliette
2853-6910 TRANSPORT M. N. C. INC.	1991 02 27	Montréal
2851-9007 TRANSPORT RONOR INC.	1991 03 01	Québec
2851-9106 TRANSPORT R. G. P. INC.	1991 02 27	Québec
2851-7019 VANICON INC.	1991 02 25	Québec
2853-6415 VEGEBEC INC.	1991 02 26	Montréal
2853-6431 VIATEL INC.	1991 02 27	Terrebonne
2853-4865 VITRERIE TRUCHON (1991) INC.	1991 02 21	Longueuil

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2853-6613 ZEUS INVESTISSEMENTS INC.	1991 02 25	Montréal <i>L'Inspecteur général des institutions financières, JEAN-MARIE BOUCHARD</i>
2416		

Délivrance d'un certificat de continuation

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de continuation à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1634-5134 ACADÉMIE D'ESTHÉTIQUE JESSICA JOURDAN INC.	1979 03 12	1991 01 11	
1479-7880 LES AGENCES DE MANNEQUINS ORLANDO GALETTA INC.	1977 07 21	1991 02 26	
1480-5253 ASSURANCES JEAN LACHAPPELLE (1975) INC.	1975 10 23	1991 02 25	
1337-9821 CENTRE D'ALIGNEMENT ET SUSPENSION BERNARD LTÉE	1973 08 17	1991 02 27	
1185-5012 LA GANTERIE B.C.L. LTÉE	1964 05 05	1991 02 25	
1135-5864 GARAGE LÉO LAURIN LTÉE	1954 09 15	1991 02 26	
1356-7474 GÉRARD CHICOINE LTÉE	1974 05 17	1991 02 21	
1253-7221 GESTION A. LAFONTAINE INC.	1965 07 22	1991 02 22	
1367-8834 GUY FOURNIER & ASSOCIÉS INC.	1974 04 23	1991 02 21	
1336-8790 LES INDUSTRIES GUILDO DESCHÊNES LTÉE	1972 12 04	1991 02 22	supprimant la version: <i>GUILDO DESCHÊNES INDUSTRIES LTD.</i>
1269-3198 J. ROBITAILLE AUTO INC.	1970 12 04	1991 02 21	DRUMMOND INFO PLUS INC.
1156-3350 LÉGARÉ CONSTRUCTION INC.	1961 12 21	1991 02 22	ADEMCO CONSULTANTS INC.
1478-1850 LES LOCATIONS B.S. INC.	1977 05 30	1991 02 21	
1348-6162 MAISON BARRETT (VALLEYFIELD) INC.	1972 08 30	1991 02 15	
1111-0087 PAUL SALVAS INC.	1965 06 17	1991 02 22	

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1123-8615 PIÈCES D'AUTO B.S. INC.	1968 04 10	1991 02 22	1123-8615 QUÉBEC INC.
1238-2990 PLACEMENTS ROBERT BERNARD, LTÉE	1967 12 20	1991 02 27	
1162-8047 PLOMBERIE FARNHAM INC.	1961 12 06	1991 02 25	
1150-9718 LES PNEUS ROBERT BERNARD LTÉE	1957 07 19	1991 02 27	
1463-7045 QUINCAILLERIE JEAN HÉBERT INC.	1975 12 17	1991 02 22	
1226-3836 RÉNALD GÉNIER INC.	1971 12 20	1991 02 21	LES CLÔTURES OUTAOUAIS INC.
1207-2146 ROMUALD BARRETTE INC.	1971 01 25	1991 02 22	
1172-5512 SIMPSON & WILLIAMS AUTOMOBILES LTD.	1960 04 26	1991 02 26	SIMPSON CHEVROLET OLDSMOBILE INC.
1628-8516 LES SOUDURES B.R. INC.	1978 08 07	1991 02 25	MECANOX B.R. INC.
1203-4757 ST-PAUL BANDAG, INC.	1970 11 13	1991 02 27	
1473-1764 LES VERGERS BOUCHER & FRÈRES INC.	1977 01 14	1991 02 21	

*L'Inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

2417

Délivrance d'un certificat de fusion

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de fusion à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2851-6292 ALIMENTATION BEAUCEVILLE DE LERY INC.	SUPER MARCHÉ MAUFORT INC. ALIMENTATION BEAUCEVILLE DE LERY INC.	1991 02 25	Beauce
2851-6102 AMÉNAGEMENT FORESTIER LAKEFIELD INC.	AMÉNAGEMENT FORESTIER LAKEFIELD INC. DATA SCRIPT INC. LES INVESTISSEMENTS M.G.M. LTÉE	1991 02 28	Terrebonne
2851-7365 AVITAIR INC.	AVITAIR INC. PLACEMENTS AVITAIR INC.	1991 02 27	Québec
2851-8025 CAMP DE VACANCES INTERNATIONAL ALTITUDE 2001 INC.	ALTITUDE 2001 INC. CENTRE DE SÉJOURS LINGUISTIQUE ET CULTUREL C.S.L.C. DE MONTRÉAL INC.	1991 02 27	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2851-8314 EXPRESS GIRARD TRANSPORT INC.	GILLES GIRARD VOITURIER INC. NIL GIRARD TRANSPORT LTÉE	1991 03 01	Chicoutimi
2851-7142 LES IMMEUBLES BEAUPRÉ (1991) INC.	LES IMMEUBLES BEAUPRÉ INC. 2851-4206 QUÉBEC INC.	1991 02 26	Québec
2851-6706 LES PRODUITS DE MARQUE LIBERTÉ INC. LIBERTY BRAND PRODUCTS INC.	LES PRODUITS DE MARQUE LIBERTÉ INC. 2757-9887 QUÉBEC INC.	1991 02 21	Longueuil
2851-5492 SERVICE CORPORATIF PME RIVIÈRE-DU-LOUP INC.	SERVICE CORPORATIF PME RIVIÈRE-DU-LOUP INC. UNIQUARTO LTÉE	1991 03 31	Kamouraska
2851-9015 TRANSPORT P. MODERNE LTÉE	2846-4196 QUÉBEC INC. TRANSPORT PÉTROLIER MODERNE INC.	1991 03 01	Québec

*L'Inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

2418

Délivrance d'un certificat de modification

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de modification à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2149-5841 2149-5841 QUÉBEC INC.	1982 12 29	1991 02 26	du capital-actions
2421-3605 2421-3605 QUÉBEC INC.	1986 10 20	1991 02 26	du district: Joliette
2531-2398 2531-2398 QUÉBEC INC.	1987 10 02	1991 02 18	du district: Laval
2627-3565 2627-3565 QUÉBEC INC.	1988 10 17	1991 02 25	de la dénomination sociale: OPTIQUE DE LANAUDIÈRE (1991) INC.
2628-7318 2628-7318 QUÉBEC INC.	1988 10 03	1991 02 27	de la dénomination sociale: RE/MAX LONGUEUIL - P.ST-M. INC.
2635-4647 2635-4647 QUÉBEC INC.	1989 01 05	1991 02 22	de la dénomination sociale: PIÈCES D'AUTO B.S. (1991) INC.
2643-4761 2643-4761 QUÉBEC INC.	1989 04 26	1991 02 25	de la dénomination sociale: GESTION PIERRE & CHARLES (1991) INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2735-4828 2735-4828 QUÉBEC INC.	1989 08 14	1991 02 21	de la dénomination sociale: AMÉNAGEMENT FORESTIER SYLVAIN ARÈS INC.
2738-5475 2738-5475 QUÉBEC INC.	1989 09 12	1991 02 26	1) du district: Laval 2) du capital-actions 3) des dispositions
2738-5566 2738-5566 QUÉBEC INC.	1989 09 13	1991 03 13	de la dénomination sociale: MICHEL CLOUTIER PHOTOGRAPHE INC.
2739-2463 2739-2463 QUÉBEC INC.	1989 09 28	1991 02 25	du district: Abitibi
2743-7466 2743-7466 QUÉBEC INC.	1990 01 18	1991 02 19	de la dénomination sociale: GESTION D.M.J.C. INC.
2750-4513 2750-4513 QUÉBEC INC.	1990 03 21	1991 02 21	du capital-actions
2757-9333 2757-9333 QUÉBEC INC.	1990 06 18	1991 01 24	du district: Longueuil
2759-9893 2759-9893 QUÉBEC INC.	1990 07 11	1991 02 26	de la dénomination sociale: RÉNOVATIONS DAMITEC INC.
2760-3174 2760-3174 QUÉBEC INC.	1990 07 20	1991 02 26	du district: Longueuil
2841-0397 2841-0397 QUÉBEC INC.	1990 10 12	1991 01 23	des dispositions
2842-1188 2842-1188 QUÉBEC INC.	1990 08 28	1991 02 25	de la dénomination sociale: CARROSSERIES SOREL LTÉE
2842-2269 2842-2269 QUÉBEC INC.	1990 08 31	1991 02 26	du district: Abitibi
2842-8886 2842-8886 QUÉBEC INC.	1990 10 22	1991 02 25	du district: Saint-Hyacinthe
2846-3263 2846-3263 QUÉBEC INC.	1990 12 14	1991 02 22	1) du capital-actions 2) des dispositions
2847-2090 2847-2090 QUÉBEC INC.	1990 11 27	1991 02 26	de la dénomination sociale: APPELEZ MON AGENT (AMA) INC.
2847-3841 2847-3841 QUÉBEC INC.	1990 12 15	1991 02 22	du district: Saint-Hyacinthe
2847-5671 2847-5671 QUÉBEC INC.	1990 12 15	1991 02 25	1) de la dénomination sociale: SOCIÉTÉ DE GESTION NATHALIE JODOIN INC. 2) du district: Montréal
2847-9269 2847-9269 QUÉBEC INC.	1990 12 28	1991 02 25	de la dénomination sociale: CLERMONT GIRARD & ASSOCIÉS INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2848-0432 2848-0432 QUÉBEC INC.	1990 12 17	1991 02 26	de la dénomination sociale: LA CAPITALE, MAÎTRE COURTIER INC.
2849-2213 2849-2213 QUÉBEC INC.	1990 12 28	1991 02 25	du district: Richelieu
2849-3625 2849-3625 QUÉBEC INC.	1991 01 23	1991 02 26	1) de la dénomination sociale: CUISINE M.C.M. INC. 2) du district: Longueuil
2850-1583 2850-1583 QUÉBEC INC.	1991 01 10	1991 02 25	du capital-actions
2850-5188 2850-5188 QUÉBEC INC.	1991 01 14	1991 02 26	de la dénomination sociale: LES VIANDES C.D.S. INC.
2850-7804 2850-7804 QUÉBEC INC.	1991 01 24	1991 02 22	de la dénomination sociale: GERRY PEARSON & ASSOCIÉS (1991) INC.
2851-1590 2851-1590 QUÉBEC INC.	1991 02 08	1991 02 25	du capital-actions
1864-0342 ADIGRAPH INC.	1982 12 07	1991 02 19	du capital-actions
1365-4744 ARTICLES DE CUIR J.E. FOURNIER LTÉE	1975 05 21	1991 02 25	de la dénomination sociale: 1365-4744 QUÉBEC INC.
2851-0345 ASSURANCES BRUNET & PEARSON INC.	1991 02 01	1991 02 22	de la dénomination sociale: ASSURANCE BRUNET, PEARSON INC.
1370-8722 ASSURANCES SENAY, WADDELL, LASCELLES & ASS. INC.	1975 01 03	1991 02 21	de la dénomination sociale: ASSURANCES SENAY, LASCELLES, PIETROVITO INC.
2754-4972 AU PETIT BERGER (1990) INC.	1990 05 22	1991 02 26	du capital-actions
2840-6627 AVITAIR (1990) INC.	1990 09 26	1991 02 22	de la dénomination sociale: 2840-6627 QUÉBEC INC.
2527-5330 BOURG ST-BERNARD INC.	1987 06 17	1991 02 25	de la dénomination sociale: DÉVELOPPEMENTS TOURISTIQUES G.L.M. INC.
1854-6457 CARREFOUR CHEVROLET OLDSMOBILE ET CAMIONS CHEVROLET INC.	1982 02 04	1991 02 25	1) de la dénomination sociale: CARREFOUR LABELLE INC. 2) du district: Terrebonne
2755-0946 CENTRE INDUSTRIEL MANUFACTURIER D'APPUI À LA CONFECTION INC.	1990 06 14	1991 02 25	de la dénomination sociale: CONFECTION TROPICALE INC.
1311-8799 CHAUSSURES CITÉ INC.	1958 08 04	1991 02 25	de la dénomination sociale: 1311-8799 QUÉBEC INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2552-2285 CLINIQUE DE L'OEIL SANDRA BERNARD INC.	1988 03 29	1991 02 21	1) du capital-actions 2) des dispositions
2526-5976 CLINIQUE D'OPTOMÉTRIE LAFONTAINE INC.	1987 06 02	1991 01 29	1) du capital-actions 2) des dispositions
2529-9595 COFFRAGES R. R. COUPAL INC.	1987 09 02	1991 02 26	1) de la dénomination sociale: COFFRAGES COUPAL INC. 2) du district: Longueuil
2311-2105 LA COMPAGNIE DE GESTION C.D.R.N. INC.	1984 10 12	1991 02 26	1) du district: Saint-Hyacinthe 2) du capital-actions
2744-7077 CONFORT-HABITAT R.F. INC.	1989 12 12	1991 02 27	de la dénomination sociale: MAISONS EN KITS PRESMAT INC.
1472-2813 CONSTRUCTION FERGON INC.	1976 12 13	1991 02 26	du district: Longueuil
1476-3148 LES CONSTRUCTIONS GEORGES DESROCHERS INC.	1977 04 06	1991 02 26	de la dénomination sociale: GESTION GEORGES DESROCHERS INC.
2846-4063 CORPORATION FINANCIÈRE MICROTEC INC.	1990 12 17	1991 02 26	1) du capital-actions 2) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 15
1198-1602 CYRILLE LAROCHELLE INC.	1970 01 30	1991 02 25	du capital-actions
2312-2088 DÉPANAGO INC.	1984 11 10	1991 02 25	de la dénomination sociale: LE CENTRE ORTHOPÉDIQUE LANGELIER DÉPANAGO INC.
1856-6711 DISTRIBUTIONS TTI INC.	1982 04 05	1991 02 28	du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 9
1860-9362 DUFOR CHEVROLET OLDSMOBILE INC.	1982 09 09	1991 02 26	du capital-actions
1170-0507 ÉDIFICE LUCIEN PERRON INC.	1960 09 27	1991 02 27	du capital-actions
2635-9059 LES ENTREPRISES ANTI-POLLUTION LIBER INC.	1989 01 11	1991 02 26	du district: Saint-Hyacinthe
2526-2353 LES ENTREPRISES DU SOMMET BLEU (1987) INC.	1987 05 26	1991 02 27	de la dénomination sociale: DUFRESNE MED/ARB INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1117-5320 LES ENTREPRISES LAURENTIEN ÉLECTRIQUE INC.	1950 05 25	1991 02 25	1) du capital-actions 2) des dispositions 3) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 10
2623-0177 LES ENTRETIENS SAISONNIERS R.C. INC.	1988 07 11	1991 02 27	de la dénomination sociale: 2623-0177 QUÉBEC INC.
2155-5214 ÉQUIPEMENT DE BUREAU DRUMMOND (1983) INC.	1983 05 18	1991 02 25	du capital-actions
2413-2821 FERME RENÉ LAIT INC.	1986 03 06	1991 02 27	du capital-actions
1347-0919 FOURRURES G. LEFEBVRE INC.	1973 11 13	1991 02 21	1) du capital-actions 2) des dispositions
1638-0479 LE GARAGE A. TASCHEREAU INC.	1979 08 06	1991 02 15	1) du capital-actions 2) des dispositions
2552-1568 GESTECH LADUBER INC.	1988 05 18	1991 02 22	1) du capital-actions 2) des dispositions
2310-8350 GESTION JEAN-GUY BELZILE INC.	1984 10 02	1991 02 22	du capital-actions
2553-2805 GESTION KHOURY & HADDAD INC.	1988 05 27	1991 02 25	de la dénomination sociale: ANATOLIA IMPORT-EXPORT INC.
2161-1728 GESTION MARCEL MONGRAIN INC.	1983 10 13	1991 02 26	1) du capital-actions 2) des dispositions
2740-1108 GESTION NADIR INC.	1989 11 20	1991 02 26	de la dénomination sociale: GESTION GÉRALD DREW INC.
2310-3807 GESTION PIERRE CHOLETTE INC.	1984 09 21	1991 02 25	du district: Longueuil
2542-4839 GESTION RAYMAR INC.	1987 12 23	1991 02 22	du capital-actions
2533-2578 GESTION Y. ET J. OUELLETTE INC.	1987 11 25	1991 02 22	1) de la dénomination sociale: GESTION M.J. OUELLETTE INC. 2) du district: Terrebonne
2437-0249 GROUPE FERSON INC.	1986 10 01	1991 02 26	du district: Longueuil
2748-2900 GROUPE FINANCIER CASAVANT INC.	1990 02 05	1991 02 28	de la dénomination sociale: 2748-2900 QUÉBEC INC.
2733-7062 G.S. GEOSTRUCTURES INC.	1989 07 11	1991 02 25	de la dénomination sociale: T.V. GEOSTRUCTURES INC.
2736-3605 L'HUILERIE QUÉBÉCOISE INC.	19const.)	1991 02 25	du capital-actions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2168-6191 LES IMMEUBLES ROLAND PLOURDE INC.	1984 04 09	1991 02 22	de la dénomination sociale: LE GROUPE IMMOBILIER DE MONTREAL INC.
2745-0345 INSTA-MARKETING INC.	1989 12 13	1991 02 28	de la dénomination sociale: 2745-0345 QUÉBEC INC.
2529-8084 LES ISOLATIONS CARON INC.	1987 08 28	1991 02 26	du capital-actions
1214-7047 JACQUES GIRARD AUTOMOBILES INC.	1971 10 08	1991 02 27	de la dénomination sociale: 1214-7047 QUÉBEC INC.
2158-1376 LES JARDINIERS DU DELFLAND INC.	1983 08 08	1991 02 04	de la dénomination sociale: DELFLAND INC.
2533-0127 J.R. MÉCANIQUE LTÉE	1987 11 19	1991 02 11	du capital-actions
1146-7081 L. A. MIRON & FILS LTÉE	1964 12 17	1991 02 25	du capital-actions
2415-4866 MARIE-ELLE GRANBY INC.	1986 04 14	1991 02 21	de la dénomination sociale: AGENCE DANIEL LALIBERTÉ INC.
2848-5019 MICHEL NADEAU CONSEILLER EN ADMINISTRATION INC.	1990 12 27	1991 02 21	du capital-actions
2435-5505 MODE RIGHT-STUFF INC.	1986 04 09	1991 02 25	du capital-actions
2639-2118 MONSIEUR MACHINERIE (1989) INC.	1989 02 16	1991 02 25	de la dénomination sociale: 2639-2118 QUÉBEC INC.
2745-3109 MONTICOCHON INC.	1989 12 19	1991 02 21	de la dénomination sociale: LES CONSTRUCTIONS TÉTRIS INC.
1853-4735 NAUTI-PLAISANCE INC.	1981 12 17	1991 02 22	de la dénomination sociale: CLUB DE YACHT LAC CHAMPLAIN INC. YACHT CLUB LAC CHAMPLAIN INC.
2328-9952 PAPETERIE MAROY INC.	1985 10 21	1991 01 31	du capital-actions
2646-5054 PAPIERS TAIGA INC.	1989 05 24	1991 02 28	de la dénomination sociale: 2646-5054 QUÉBEC INC.
1462-3250 PISCINE ET CAMPING G. CARON INC.	1975 10 30	1991 02 22	1) de la dénomination sociale: PISCITRIUM INC. 2) du district: Trois-Rivières
2423-5210 PLACEMENTS ALAIN TREMBLAY INC.	1986 10 30	1991 02 25	1) du capital-actions 2) des dispositions
2423-3843 PLACEMENTS JOHN BURROWES INC.	1986 10 28	1991 02 25	1) du capital-actions 2) des dispositions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1642-0721 PLACEMENTS LA LAURENTIENNE (SERVICES FINANCIERS) INC.	1981 01 26	1991 03 01	de la dénomination sociale: PLACEMENTS LA LAURENTIENNE (VALEURS MOBILIÈRES) INC.
1863-9476 PLACEMENTS RENÉ SAMSON INC.	1982 12 07	1991 02 25	du capital-actions
2423-3850 PLACEMENTS ROBERT BURROWES INC.	1986 10 28	1991 02 25	1) du capital-actions 2) des dispositions
2420-7276 PLANILAC INC.	1986 10 01	1991 02 26	1) de la dénomination sociale: CIMATECH CONSULTANTS INC. 2) du district: Chicoutimi
2750-5155 POLY-RESSOURCES (QUÉBEC) INC.	1990 03 20	1991 02 26	de la dénomination sociale: COMMUNICATION GLOBUS INC.
1846-5773 LES PRODUITS PÉTROLIERS MERTIAL VINCENT & FILS INC.	1981 05 21	1991 02 12	de la dénomination sociale: 1846-5773 QUÉBEC INC.
2846-1283 RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT NORMICO INC.	1990 12 05	1991 02 25	du capital-actions
1339-4184 RELIURE GALA INC.	1973 08 17	1991 02 22	de la dénomination sociale: GROUPE GALA INC.
2645-8521 RESTAURANT-BAR LUGANO INC.	1989 05 08	1991 02 26	de la dénomination sociale: 2645-8521 QUÉBEC INC.
2309-9773 RE/MAX LAC ST-JEAN INC.	1984 09 11	1991 02 01	du district: Roberval
1192-1665 ROGER SOREL TAPIS INC.	1968 07 12	1991 02 26	du capital-actions
1137-7660 SALON SIX SOULIERS INC.	1965 06 23	1991 02 25	de la dénomination sociale: 1137-7660 QUÉBEC INC.
2757-4946 SERVICES D'ENTRETIEN MR PROPRE G.G. INC.	1990 06 05	1991 02 27	de la dénomination sociale: GABRIEL GERVAIS DESIGN INC.
2627-4274 LES SERVICES IMMOBILIERS ORACLE INC.	1988 10 20	1991 02 25	de la dénomination sociale: 2627-4274 QUÉBEC INC.
2637-6087 SOCIÉTÉ GESTION BIARRITZ LTÉE	1989 03 01	1991 02 26	1) du capital-actions 2) des dispositions
1313-3251 SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE JOLLY INC.	1957 01 30	1991 01 24	du capital-actions
2737-6706 SOUVENIR WASAN INC.	1989 08 22	1991 02 27	de la dénomination sociale: SOUVENIR 3-M INC. 3-M SOUVENIR INC.
1847-9907 SPECTAVISION INC.	1981 06 25	1991 02 21	du nombre des administrateurs: minimum: 3 maximum: 15

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2620-0576 SUPERMARCHÉ LAROCHE INC.	1988 06 22	1991 02 27	de la dénomination sociale: 2620-0576 QUÉBEC INC.
2547-6896 SUPPORT PLUS INC.	1988 03 24	1991 02 27	du capital-actions
2325-6944 TECHNIBURO INC.	1985 08 19	1991 02 25	1) de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES FARLEM INC. 2) du district: Beauharnois
1286-3544 TOURS AMÉRICANADA INTERNATIONAL INC.	1968 12 03	1991 02 25	du capital-actions
2732-7857 TRANSPORTS B. CÔTÉ INC.	1989 06 15	1991 02 25	de la dénomination sociale: GESTIONS GADUBO INC.
2626-3517 VACANCE CANADA C.S.L.C. INC.	1988 09 08	1991 02 26	1) de la dénomination sociale: VACANCES CANADA 4 SAISONS INC. 2) du district: Montréal

*L'Inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

2419

Compagnie (Partie III) — Loi sur les

Lettres patentes

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes constituant en corporation chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2851-4701 ALPHA LES ÉCORES	1991 02 25	6080, boulevard Lévesque, Laval
2851-4750 LES AMIS DE LA MUSIQUE SYMPHONIQUE À QUÉBEC	1991 02 25	2073, rue Branly, Sainte-Foy
2850-6533 ASSOCIATION DES CÔTIERS DE LA BASSE CÔTE-NORD INC. COASTERS ASSOCIATION OF THE LOWER NORTH SHORE INC.	1991 02 26	Rivière Sainte-Augustine
2850-6525 L'ASSOCIATION DES DESCENDANTS DE PIERRE HUDON DIT BEAULIEU INC.	1991 02 26	1545, Place Thérèse, Brossard
2851-5773 ASSOCIATION DES ÉLEVEURS DE CERVIDÉS DU QUÉBEC INC.	1991 02 26	2895, de la Promenade, Sainte-Foy
2851-5781 L'ASSOCIATION DES ÉLEVEURS DE CHEVAUX MINIATURES DU QUÉBEC (A.E.C.M.Q.) INC.	1991 02 26	4143, rue Jean-Talon est, Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2850-8703 ASSOCIATION DES POMPIERS VOLONTAIRES DE VILLE DE BÉCANCOUR	1991 02 28	3360, boulevard Bécancour, Gentilly
2851-6060 ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES RIVERAINS (QUÉBEC) DU LAC TÉMISCAMINGUE	1991 02 26	22, Notre-Dame nord, Ville-Marie
2851-4727 ASSOCIATION DES RESPONSABLES EN SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL, SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	1991 02 25	66, boulevard René-Lévesque est, Montréal
2851-6516 ASSOCIATION DES SPORTS DE BALLE À MONTRÉAL (1991) INC.	1991 02 26	5555, 15 ^e Avenue, bureau 204, Montréal
2851-6649 CLAVIVENT	1991 02 25	7536, Chabot, bureau 4, Montréal
2851-5724 CLUB AÉROMARINE DU CUIVRE	1991 02 25	4, avenue des Trembles, Evain
2851-7415 CLUB ALPIN «OPTI-SKI»	1991 02 28	295, route Bellevue, Sainte-Anne-des-Monts
2851-6458 CLUB DE KARATÉ DE SAINT-JÉRÔME INC.	1991 02 25	Saint-Jérôme
2851-6524 CLUB DE SOCCER CONCORDE DE LAVAL	1991 02 26	20, Anse à Beaufils, Laval
2851-4719 CLUB DE TIR À L'ARC ARCTIQUE DE DESBIENS	1991 02 25	Desbiens
2851-7159 CLUB JEUNESSE AU-BOUT DE STONEHAM INC.	1991 02 28	601, 1 ^{re} Avenue, Stoneham
2850-5386 CLUB SOCIAL DES POMPIERS DE VANIER	1991 02 25	85, avenue Plante, Vanier
2851-6722 CLUB SOCIAL GOHIER PONTIAC BUICK INC.	1991 02 26	3333, Jarry est, Montréal
2851-6466 COMITÉ DE FORMATION ET DE DÉVELOPPEMENT V.V.B.	1991 02 25	2709, boulevard McDuff, Beaucanton
2851-3000 COMITÉ DE SURVIE DE TOURELLE INC.	1991 02 28	Tourelle
2851-4735 LE COMITÉ EAU SECOURS DE MARSOUI	1991 02 25	3, de la Rivière, Marsoui
2851-6714 COMITÉ MUSIQUE MAISONNEUVE INC.	1991 02 26	3800, rue Sherbrooke est, Montréal
2841-1528 COMITÉ POUR LA DÉFENSE DES SOINS PROLONGÉS AU SAGUENAY	1991 02 25	3621, rue de l'Église, Jonquière

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2851-8330 COMITÉ «COUP DE MAIN AUX AÎNÉS» DU TÉMISCOUATA	1991 02 28	783, 7 ^e Rue, Dégelis
2851-4859 C.O.F.F.R.E.T. CENTRE D'ORIENTATION ET DE FORMATION FAVORISANT LES RELATIONS ETHNIQUES TRADITIONNELLES	1991 02 25	720, 8 ^e Avenue, Saint-Antoine-des-Laurentides
2851-6540 ENVIRONNEMENT COWANSVILLE	1991 02 28	2048, Rang Saint-Joseph, Cowansville
2851-6052 FÉDÉRATION DES SOCIÉTÉS D'HISTOIRE DU LAC-SAINT-JEAN	1991 02 26	54, St-Joseph sud, Alma
2851-4768 FESTIVAL CULTUREL CÔTE-NORD	1991 02 25	625, boulevard Lafèche, Baie-Comeau
2851-8322 FONDATION CLARA BOURGEOIS	1991 02 28	720, 8 ^e Avenue, Saint-Antoine des Laurentides
2851-1970 FONDATION DE L'HÔPITAL CHAMPLAIN DE VERDUN	1991 02 26	1350, avenue Leclair, Verdun
2851-6367 FONDS DESJARDINS D'AIDE AUX JEUNES ENTREPRENEURS RURAUX DES BOIS-FRANCS	1991 02 28	Saint-Albert de Warwick
2851-7027 FONDS D'AIDE AUX VICTIMES DE L'INSALUBRITÉ DE L'AIR (F.A.V.I.A.)	1991 02 26	1601, avenue de Lorimier, Montréal
2851-8348 LE FONDS D'EXCELLENCE DE LA POLYVALENTE DE L'ÉRABLIÈRE INC.	1991 02 28	500, rue Cannes, Gatineau
2851-6094 GONDWANA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE	1991 02 28	Rouyn-Noranda
2851-6045 JEUNE CHAMBRE D'AFFAIRES DE L'OUTAOUAIS	1991 02 26	Hull
2851-5690 LOISIRS N.D.M.	1991 02 27	1948, chemin Notre-Dame-de-la- Merci, Notre-Dame-de-la-Merci
2851-0030 MAISON ENTRE-DEUX DE CABANO	1991 02 25	Cabano
2851-3828 MANOIR DE L'ÉTOILE INC.	1991 02 25	568, Le Royer, Saint-Lambert
2851-8041 MUSILLUSION INC.	1991 02 28	95, Blainville est, Ste-Thérèse
2851-6805 LES PIERRES SCULPTABLES DU QUÉBEC INC.	1991 02 28	221, Rang Rosalie, Saint-Césaire
2851-7068 PRÉVENTION SUICIDE DE LA RIVE DE BAIE-COMEAU	1991 02 26	691, rue Jalbert, Baie-Comeau

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2851-6631 PROGRAMME-MOTIVATION-SANTÉ DE ROBERVAL	1991 02 25	Roberval
2851-6789 RÉSEAU CANADIEN DES ÉTUDIANTS ET DES JEUNES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL	1991 02 27	0A1, Pavillon de Koninck, université Laval, Québec
2851-2598 SERVICE DE GARDE «GARDERIE DE LA MODE»	1991 02 27	9275, rue Clark, bureau 200, Montréal
2850-6517 SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'UQAM	1991 02 26	Montréal
2851-6318 SOCIÉTÉ DE GÉNÉALOGIE DE LA BEAUCE	1991 02 28	63, rue Saint-Jean, Saint-Benoit Labre
2851-5799 SOCIÉTÉ DE GESTION AGRO-FORESTIÈRE D'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1991 02 26	49, rue Principale sud, Guigues
2851-6375 SOCIÉTÉ D'HORTICULTURE ET D'ÉCOLOGIE DES CANTONS-UNIS	1991 02 28	595, 1 ^{re} Avenue, Stoneham
2851-5732 SOCIÉTÉ D'HORTICULTURE ET D'ÉCOLOGIE DE SAINT-DONAT	1991 02 25	43, chemin Bois Dormant, Saint-Donat
2853-0491 LE THÉÂTRE DANGER PUBLIC	1991 02 25	3845, Henri-Julien, Montréal
2420		<i>L'Inspecteur général des institutions financières, JEAN-MARIE BOUCHARD</i>

Lettres patentes supplémentaires

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes supplémentaires à chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modifications
1860-5436 CENTRE COMMUNAUTAIRE SUD-ASIATIQUE	1982 08 27	1991 02 26	1) de la dénomination sociale: CENTRE COMMUNAUTAIRE DES FEMMES SUD-ASIATIQUE 2) des objets
1461-8854 CLUB RICHELIEU ST-JEAN DE DIEU INC.	1975 09 08	1991 02 26	1) de la dénomination sociale: CLUB JOHANNOIS DE ST-JEAN DE DIEU INC. 2) des objets
2751-4082 CONFÉRENCE DES PRÊTRES ITALIENS DU DIOCÈSE DE MONTRÉAL INC.	1990 04 18	1991 02 28	1) des objets 2) des dispositions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modifications
1840-0523 FESTIVAL INTERNATIONAL DE LANAUDIÈRE INC.	1980 11 03	1991 02 25	1) de la valeur des biens immobiliers 2) des dispositions
1855-6456 FONDATION JACINTHE LÉVESQUE, SCLÉROSE EN PLAQUES, SECTION KRTB	1982 03 09	1991 02 26	de la dénomination sociale: FONDATION DE LA SCLÉROSE EN PLAQUES DU K.R.T.B. INC.
1859-1180 MOUVEMENT ACTION CHÔMAGE LONGUEUIL INC.	1982 06 29	1991 02 25	des objets
2166-7878 LES PRODUCTIONS RECTO/VERSO DE MATANE INC.	1984 04 26	1991 02 25	1) de la dénomination sociale: LES PRODUCTIONS RECTO-VERSO QUÉBEC INC. 2) des objets
1628-9662 RECYCLOVESTO INC.	1978 08 10	1991 02 28	des objets
1150-0196 THE TECUMSEH GOLF AND CURLING CLUB	1960 04 02	1991 02 26	1) de la dénomination sociale: CLUB DE GOLF ET CURLING TECUMSEH INC. 2) de la valeur des biens immobiliers

*L'Inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Compagnie (Divers) — Loi sur les

Changement de dénomination sociale (Article 21)

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a approuvé les règlements de changement de dénomination sociale de la corporation suivante:

Ancienne dénomination sociale et sa version	Nouvelle dénomination sociale et sa version	Date de constitution
2327-2966 MANOIR ROSEMÈRE INC.	MANOIR HUBERT MAISONNEUVE (1991) INC.	1986 02 28
2422		<i>L'Inspecteur général des institutions financières,</i> JEAN-MARIE BOUCHARD

Changement de siège social (Article 87)

Avis est donné que chacune des corporations ci-après indiquées a changé son siège social de la façon suivante:

Dénomination sociale	Date de constitution	Nouvelle adresse du siège social
1353-1298 AGENCES DE VENTE ARBER INC.	1968 01 10	5700, Rembrandt, app. 704, Côte Saint-Luc
2174-0287 ASSOCIATION DES ENTREPRENEURS EN ARBORICULTURE DU QUÉBEC INC.	1984 09 07	3112, Francis Hughes, Laval
2730-8105 CLUB DE RANDONNÉES À CHEVAL DE LA MAURICIE INC.	1989 06 08	50, chemin Bellevue, Saint-Boniface
1118-6624 CONSTRUCTION BEER LTÉE	1960 09 12	8955, boulevard Henri-Bourassa ouest, Saint-Laurent
1371-3086 ÉCHANGE DE MEUBLES ACTION LTÉE	1975 02 12	5581, rue Paré, Mont-Royal
2746-2456 L'ENSEMBLE DE CUIVRES PHILHARMONIA	1990 02 09	943, rue Cherrier, bureau 2, Montréal
2731-8872 GARDERIE ET POUPONNIÈRE LES BÉCASSEUX	1989 07 25	7665, Claire Fauteux, Montréal
1508-6994 GAZ PROPANE ST-PHILIPPE LTÉE	1977 11 17	430, Ernest Rochette, Laprairie
1370-8524 MAISON BARRETT (VICTORAVILLE) INC.	1974 12 30	600, rue Pierre Caisse, Saint-Jean-sur-Richelieu
1257-0297 MONTMARTRE ENTERPRISES INC.	1956 02 29	67, Glenmore Road, Hampstead
2758-5587 PUBLICATIONS DE LA MÉTROPOLE LTÉE	1990 08 03	8540, Aldéric-Beaulac, Montréal
2166-5468 SEIGNEURIE DU VENTADOUR	1984 03 06	47, Adjutor Rivard, Saint-David

Dénomination sociale	Date de constitution	Nouvelle adresse du siège social
1285-4410 SUPER AUTO SERVICES LTD.	1953 06 17	67, Glenmore Road, Hampstead
1634-7932 TRANSPORT MONT-CHATEL INC.	1979 03 21	79, rue de l'Orchidée, Loretteville
1352-5035 TRANSPORT ROWLEY INC.	1974 01 23	79, rue de l'Orchidée, Loretteville
2423		

L'Inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

Changement du domicile légal – Établissement où (Article 32)

Avis est donné que chacune des corporations ci-après indiquées a établi son domicile légal ou l'a changé de la façon suivante:

Dénomination sociale	Date de constitution	Domicile légal
1324-8208 L'AIGUILLON LTÉE	1962 07 26	6986, rue Champagneur, app. 1, Montréal
2157-1831 ASSOCIATION DES MOTOCYCLISTES VOYAGEURS DE CHIBOUGAMAU INC.	1983 08 31	3ue Rue, Chibougamau
2541-1901 LE CENTRE COMMUNAUTAIRE JEUNESSE DE SAINT-LÉONARD INC.	1987 12 15	7560, boulevard Lacordaire, Saint-Léonard
2542-0670 CENTRE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE DU GRAND-PLATEAU	1987 12 15	914, Rachel est, Montréal
1475-5888 LES CHEVALIERS DE COLOMB DU CONSEIL SACRÉ-COEUR, NO: 6836	1977 03 26	65, rue Lavoie, Sacré-Coeur
1646-0875 LES CHEVALIERS DE COLOMB DU CONSEIL ST-FÉLIX DE KINGSEY, NUMÉRO 7619	1980 08 02	6105, rue Principale, Saint-Félix de Kingsey
2431-8511 LE CHOEUR SYMPHONIQUE DE SHERBROOKE	1987 04 10	14, rue Alexandre, Sherbrooke
2167-1987 CLUB RICHELIEU MILLE-ÎLES INC.	1984 03 15	219, boulevard Curé Labelle, Sainte-Rose, Laval
2754-0707 COALITION ARC-EN-CIEL DU QUÉBEC	1990 05 04	3700, Saint-Dominique, bureau 7, Montréal
2757-3419 COMITÉ DE LA PARADE FIERTÉ GAIE ET LESBIENNE	1990 06 07	1263, Beaudry, Montréal
2162-3244 COMITÉ DES CITOYENS DU VILLAGE DES RAPIDES DE LASALLE	1984 03 06	7644, Edouard, Lasalle

Dénomination sociale	Date de constitution	Domicile légal
2840-4408 COMITÉ ORGANISATEUR DE LA FINALE DES JEUX DU QUÉBEC À LAVAL, ÉTÉ 1991 INC.	1990 09 19	2, Place Laval, bureau 460, Laval
2431-5723 CONFRÉRIE DE LA LIBRAIRIE ANCIENNE DU QUÉBEC	1987 04 07	1425, Plessis, Montréal
2167-1177 CORPORATION GARDERIE MAIMONIDE (1984) VILLE ST-LAURENT	1984 05 10	1900, rue Bourdon, Saint-Laurent
1859-6593 LES ÉVÉNEMENTS ARTISTIQUES BÊTES-À-COEUR	1982 07 15	1815, boulevard St-Joseph est, app. 5, Montréal
2754-3826 FONDATION ROYAL-ROUSSILLON POUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE	1990 06 08	203, Saint-Roch, Saint-Constant
1471-9488 GARDERIE AMBCAL	1977 10 26	4770, Pierre Lauzon, Pierrefonds
1462-9687 GARDERIE DU VILLAGE INC.	1976 01 14	985, de la Rivière, Cap-Rouge
2736-7523 GARDERIE LA GRIMACE INC.	1989 10 04	1060, Conroy, Québec
1195-0052 G. B. MIDWIND LTÉE	1970 03 10	8270, rue Pie IX, Montréal
1354-7625 HOULE & MORIN INC.	1974 03 13	2, rue Bourbeau, Victoriaville
2310-6735 MAILLON DES HAÏTIENS D'ANJOU	1985 02 13	6551, Azilda, Anjou
2311-1396 LA PORTE OUVERTE (INTERVENANT EN FORMATION DE BASE)	1984 12 06	439, du Séminaire nord, Saint-Jean-sur-Richelieu
2167-4270 REGROUPEMENT DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DU QUÉBEC - SECTION OUTAOUAIS	1984 06 26	7, rue Dumas, Hull
2751-7044 REGROUPEMENT PROVINCIAL DES ENTREPRENEURS EN VRAC (R.P.E.V.) INC.	1990 04 25	79, boulevard Saint-Cyrille est, bureau 400, Québec
1628-0927 LES SERVICES D'INFORMATIONS C.D.M.W. INC.	1978 07 12	500, Place d'Armes, bur. 2401, Montréal
1475-9997 SOCIÉTÉ CONSEIL MERCER LIMITÉE	1977 03 28	600, de Maisonneuve ouest, bureau 1100, Montréal
2326-4245 SPORT MONTRÉAL E BENFICA	1985 09 26	5369, boulevard Saint-Laurent, bureau 201, Montréal

Dénomination sociale	Date de constitution	Domicile légal
1645-6667 V.E.S.A. 40 INC.	1980 06 25	2765, chemin Hemming, Drummondville

2425

*L'Inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Changement du nombre d'administrateurs (Article 87)

Avis est donné que chacune des corporations ci-après indiquées a modifié le nombre de ses administrateurs de la façon suivante:

Dénomination sociale	Date de constitution	Nouveau nombre d'administrateurs
1196-0085 AIR BELLEVUE INC.	1970 05 06	4
1258-0056 ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS MBA DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES INC.	1971 04 27	12
2843-3670 CENTRE D'ARCHIVES DU SÉMINAIRE DE SAINT-HYACINTHE INC.	1990 11 13	5
1246-5837 LA CINÉMATHÈQUE QUÉBÉCOISE	1963 04 18	15
2312-7848 LE CLUB D'AGE D'OR FALARDIEN	1985 01 29	7
2417-6786 LA C.L.E.F., CENTRE LANAUDIÈRE D'EMPLOI POUR FEMMES	1986 06 20	5
2541-5225 L'ÉCOLE ENTREPRISE FORMETAL INC.	1987 11 25	11
1216-0230 LES ENTREPRISES MONDOR LTÉE	1971 07 27	4
2551-2153 FONDATION DANIEL LAUZON	1988 04 26	9
2627-4217 FONDATION MONTESSORI DE QUÉBEC	1988 10 21	9
2411-5537 GARDERIE COMMUNAUTAIRE DE PINCOURT INC.	1986 02 20	7
1643-6982 GARDERIE LA SAGAMIE	1980 06 13	9
1261-0838 LES LOISIRS DE ST-FRANÇOIS DE MONTMAGNY, INC.	1952 09 08	5
2758-5587 PUBLICATIONS DE LA MÉTROPOLE LTÉE	1990 08 03	3
2311-1719 LE REPÈRE DES MOUSSES INC.	1984 11 15	9
2538-4736 LES RÉSIDENCES KIROUAC	1987 10 23	9

Dénomination sociale	Date de constitution	Nouveau nombre d'administrateurs
2739-6084 SALON QUÉBÉCOIS DU CHEVAL	1989 11 08	5 <i>L'Inspecteur général des institutions financières, JEAN-MARIE BOUCHARD</i>
2426		

Dissolution (Article 28)

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accepté de dissoudre chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
2325-1218 2325-1218 QUÉBEC INC.	1985 08 09	1991 02 27
2329-9902 2329-9902 QUÉBEC INC.	1985 11 06	1991 02 26
2333-1622 2333-1622 QUÉBEC INC.	1986 01 10	1991 02 27
2425-0466 2425-0466 QUÉBEC INC.	1986 12 15	1991 02 26
2426-3832 2426-3832 QUÉBEC INC.	1987 01 26	1991 02 27
2433-3585 2433-3585 QUÉBEC INC.	1987 02 26	1991 02 26
2435-5844 2435-5844 QUÉBEC INC.	1986 04 09	1991 02 26
2437-4878 2437-4878 QUÉBEC INC.	1986 05 29	1991 02 27
2525-5126 2525-5126 QUÉBEC INC.	1987 05 07	1991 02 26
2533-8302 2533-8302 QUÉBEC INC.	1987 12 09	1991 02 27
2533-8310 2533-8310 QUÉBEC INC.	1987 12 09	1991 02 27
2537-9397 2537-9397 QUÉBEC INC.	1987 08 06	1991 02 27
2538-6962 2538-6962 QUÉBEC INC.	1987 08 27	1991 02 26
2633-0308 2633-0308 QUÉBEC INC.	1988 12 14	1991 02 26
2738-7315 2738-7315 QUÉBEC INC.	1989 09 20	1991 02 26
1229-2033 ADÉLARD TREMBLAY & FILS LTÉE	1954 03 09	1991 02 27
2538-9966 AFA DISTRIBUTION INC.	1987 09 21	1991 02 26
2419-1496 AGENCE BEAUTÉ-CONFORT D.C. INC.	1986 08 12	1991 02 27
1109-6369 AIRCO RÉFRIGÉRATION INC.	1987 09 30	1991 02 27

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
1624-5938 ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DU LAC MARCHAND INC.	1978 03 20	1991 02 26
2429-1841 L'ASSOCIATION DES TECHNICIENS EN ÉDUCATION SPÉCIALISÉE DE LA VALLÉE DE LA ROUGE	1987 02 09	1991 02 27
2730-9467 ASSOCIATION POUR LA PROTECTION DU LAC AUX ARAIGNÉES	1989 06 19	1991 02 27
2546-0163 ATELIER DE JOAILLERIE AGAUGEM INC.	1988 03 10	1991 02 27
1463-3481 AURELE LAMBERT & FILS INC.	1975 11 28	1991 02 27
2168-9633 LES AUTEURS-COMPOSITEURS DE LA VALLÉE DU RICHELIEU	1984 04 26	1991 02 26
2740-3179 AUTO KING EST INC.	1989 11 29	1991 02 27
1369-7057 AUTOBUS TRUDEAU INC.	1974 09 19	1991 02 27
2329-3624 AUTOMOBILES FRÉCHETTE ET FOUCAULT INC.	1985 10 25	1991 02 26
2840-7161 A. CÔTÉ & FRÈRES LTÉE	1990 09 29	1991 02 26
2541-7973 A. LAFRENIÈRE ÉQUIPEMENT INC.	1987 12 14	1991 02 27
2427-9523 A.E. BOIVIN INC.	1987 01 01	1991 02 27
2636-6377 BAIGNOIRE LÉRIC INC.	1989 02 01	1991 02 27
2735-7235 BOUCHES À SON	1989 08 23	1991 02 27
2732-5919 CARPENTIER AUTOMOBILES INC.	1989 06 12	1991 02 26
1863-8908 CHALOUPIER LANORAIE INC.	1982 12 02	1991 02 27
2550-1644 CHEZ LOULOU CRÈME CLACÉE INC.	1988.03 08	1991 02 26
1862-3538 CLUB D'ÂGE D'OR HÉRITAGE DU SECTEUR FOURNIER	1982 11 11	1991 02 27
2167-4247 COMITÉ DE CITOYENS DE ST-CASIMIR	1984 04 11	1991 02 26
1110-8115 LA COMPAGNIE DE PRODUITS CHIMIQUES D'OUTREMER LIMITÉE	1946 08 15	1991 02 27
2629-1815 COMPOLITH INC.	1988 10 12	1991 02 26
1176-7779 CONSTRUCTION HERIOT INC.	1960 08 01	1991 02 26
1300-5467 DAMON INVESTMENT CORP.	1959 04 15	1991 02 27

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
1357-3753 DISTRIBUTION LEVIS JEAN LTÉE	1974 06 25	1991 02 26
2326-0359 LES DISTRIBUTIONS W.L.R. INC.	1985 08 26	1991 02 27
1248-7252 ENTREPÔT CONSOLIDATION INC.	1949 11 29	1991 02 27
2428-6106 ENTREPRISE ANDRÉ ET RENÉ PELCHAT INC.	1987 01 30	1991 02 26
1297-2170 LES ENTREPRISES GUEVARO INC.	1972 05 29	1991 02 27
2310-2544 LES ENTREPRISES LELIÈVRE, DUPERRÉ ET CORMIER INC.	1984 09 18	1991 02 27
2524-9152 LES ENTREPRISES PROTÈGE-SOL INC.	1987 04 24	1991 02 27
1331-7425 LA FERME G.A.G. INC.	1973 03 19	1991 02 27
1200-6755 GASTON LEFEBVRE SERVICES INC.	1970 10 26	1991 02 27
2420-6351 GESCO 2000 LAVAL INC.	1986 10 06	1991 02 26
2152-4590 GESTION FRONTENAC INC.	1983 03 09	1991 02 26
2843-2458 GESTION MARCEL VEILLEUX INC.	1990 11 14	1991 02 26
2155-7723 GRANDS MÉNAGES DU VAL ST-FRANÇOIS	1983 09 07	1991 02 26
2539-6441 HOLOMEGIUM INC.	1987 10 06	1991 02 27
2412-9181 IBERTECH INC.	1986 02 28	1991 02 27
1240-3770 IMMEUBLES BOURGEOIS LTÉE	1967 08 03	1991 02 27
1111-2851 LES IMPORTATEURS HOLLANDIA INC.	1968 09 06	1991 02 26
1258-6277 INTERNATIONAL FACTORS CORPORATION	1952 12 11	1991 02 27
1238-0648 I. BENVENISTE INC.	1958 05 01	1991 02 27
2548-7190 JOANNE BRODEUR INC.	1988 02 16	1991 02 27
2631-1118 LACROIX & MATHIEU INC.	1988 12 14	1991 02 26
1478-7303 LAROCHELLE & MORIN LTÉE	1977 06 16	1991 02 27
2413-6327 LOGEMENTS R.V.A. LTÉE	1986 03 11	1991 02 27
2314-7838 LOISIRS PLEIN-AIR LAC ST-CHARLES INC.	1985 02 12	1991 02 27
1206-5074 LUNACOM INC.	1971 03 22	1991 02 27

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
1624-7587 MAGASIN FAU-BERT INC.	1978 03 23	1991 02 26
2159-7547 LA MAISON SOLIDARITÉ DU CAP INC.	1983 09 20	1991 02 26
2736-6624 MARCHE SANTÉ DU QUÉBEC INC.	1989 10 04	1991 02 27
2427-8640 MARIO BÉDARD PHOTOGRAPHE INC.	1986 12 29	1991 02 27
2731-0499 MASSON, OUELLET, SAIA ET ASSOCIÉS INC.	1989 06 20	1991 02 27
2331-9635 MÉCANIQUE J.M. CHOUINARD INC.	1985 12 10	1991 02 26
2545-8571 MULTI-JUS-DISTROBEC INC.	1988 02 29	1991 02 26
1357-3050 MURCARO INC.	1974 06 18	1991 02 27
2744-7952 NUTRI-VIE INC.	1989 12 07	1991 02 27
2739-9351 ODYNO MINIÈRE INC.	1989 11 22	1991 02 27
2160-6850 PÂTISSERIE DE PARIS WESTMOUNT INC.	1983 09 27	1991 02 26
1202-9773 PÂTISSERIE RONALD PIERRE INC.	1966 09 30	1991 02 27
2427-9804 PAVAGE JEAN LECLERC INC.	1987 01 08	1991 02 27
1633-9640 LES PAVAGES PROVENCE INC.	1979 03 16	1991 02 27
1864-6240 PIERROT LES BEIGNES INC.	1982 12 16	1991 02 27
2160-1455 PLACEMENTS BERGERON & CAMIRAND INC.	1983 09 26	1991 02 27
1371-6824 PLACEMENTS GAETAN LACOMBE INC.	1975 03 11	1991 02 26
2420-8860 RINO MICHAUD INC.	1986 10 02	1991 02 27
1864-0185 ROBERT PARENT ÉLECTRIQUE INC.	1982 12 06	1991 02 26
1853-5724 LA SARRE BMR INC.	1981 12 22	1991 02 27
2150-2331 SOCIÉTÉ DE GESTION LÉON DESCHENES INC.	1983 01 12	1991 02 26
2315-9684 STUDIO OLSSON INC.	1985 02 01	1991 02 26
2310-0688 SUPRA-NET (1984) INC.	1984 09 14	1991 02 27
1501-7445 TISSUS ET DRAPERIES CHEZ BENOIT INC.	1976 01 14	1991 02 26
1280-6758 VO-PRAY INC.	1971 11 18	1991 02 26
2542-3468 WILFRID OUELLET & FILS LTÉE	1988 01 01	1991 02 27

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
2735-0982 YVAN CHARPENTIER INC.	1989 08 08	1991 02 26
2427		<i>L'Inspecteur général des institutions financières,</i> JEAN-MARIE BOUCHARD

Lettres patentes - Correction des (Article 12)

L'Inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a autorisé la correction des lettres patentes constituant en corporation:

Dénomination sociale	Date des lettres patentes	Date de correction	Modification
2850-8380 LE CENTRE QUÉBÉCOIS PHILANTHROPIE, INC.	1991 02 06	1991 02 26	la dénomination sociale aurait dû se lire: LE CENTRE QUÉBÉCOIS DE PHILANTHROPIE, INC.
2428			<i>L'Inspecteur général des institutions financières,</i> JEAN-MARIE BOUCHARD

Dissolution — Demandes de**1137-7660 QUÉBEC INC.**

Prenez avis que la compagnie «1137-7660 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 25 février 1991

71892

Les procureurs de la compagnie,
PHILLIPS & VINEBERG

1311-8799 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «1311-8799 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 25 février 1991

71883

Les procureurs de la compagnie,
PHILLIPS & VINEBERG

2425-3395 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2425-3395 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Hyacinthe, le 10 janvier 1991

71882

Le président,
RICHARD DESLANDES

2429-2799 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2429-2799 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Hyacinthe, le 6 mars 1991

71900

Les procureurs de la compagnie,
MORIER CORBEIL ALLARD ET ASSOCIÉS

2435-4391 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2435-4391 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 8 février 1991

71888

L'administrateur,
KAI SHEUNG CHAN

2547-8405 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2547-8405 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Québec, le 28 septembre 1990

71842

Le président,
MARC LAFLAMME

2626-8185 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2626-8185 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 29 juin 1989

71895

Les procureurs de la compagnie,
ADESSKY, POULIN**AMÉNAGEMENT C.E. ST-PAUL INC**

Prenez avis que la compagnie «AMÉNAGEMENT C.E. ST-PAUL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Laval, le 28 février 1991

71847

La présidente,
FRANCINE LAFORCE**ASSOCIATION MONDE ENFANT**

Prenez avis que la compagnie «ASSOCIATION MONDE ENFANT» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Aylmer, le 3 mars 1991

71897

La présidente,
MICHELLE POISSON**CENTRE DE PEINTURE ET TAPISSERIE ST-HUBERT INC.**

Prenez avis que la compagnie «CENTRE DE PEINTURE ET TAPISSERIE ST-HUBERT INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal-Nord, le 18 janvier 1991

71891

Le procureur de la compagnie,
GUYLAINE BLAIS, notaire**CENTRE DE SANTÉ ET DE REPOS DE MONTRÉAL-NORD INC.**

Prenez avis que la compagnie «CENTRE DE SANTÉ ET DE REPOS DE MONTRÉAL-NORD INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 28 février 1991

71896

Pour la compagnie,
MARTIN TURCOTTE**COFFRAGES INDUSTRIELS LIMITÉE
INDUSTRIAL FORM WORK LIMITED**

Prenez avis que la compagnie «COFFRAGES INDUSTRIELS LIMITÉE — INDUSTRIAL FORM WORK LIMITED» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 28 février 1991

71838

Les procureurs de la compagnie,
MENDELSON ROSENZVEIG SHACTER**COMTAPLUS INC.**

Prenez avis que la compagnie «COMTAPLUS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sherbrooke, le 6 mars 1991

71886

Le procureur de la compagnie,
FRANÇOIS ST-ARNAUD, avocat**DELMONT CONSTRUCTION LTÉE**

Prenez avis que la compagnie «DELMONT CONSTRUCTION LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Trois-Rivières, le 7 février 1991

71901

Les procureurs de la compagnie,
BEAUMIER, RICHARD ET ASSOCIÉS**DEMOUY AUTO LTÉE**

Prenez avis que la compagnie «DEMOUY AUTO LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Hemmingford, le 31 décembre 1990

71898

Le président,
MARCEL DEMOUY**ÉCOLE D'AGRICULTURE DE STE-CROIX**

Prenez avis que la corporation «ÉCOLE D'AGRICULTURE DE STE-CROIX» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Foy, le 11 mars 1991

71904

Les procureurs de la corporation,
POTHIER, BÉGIN, avocats**EVACO LTÉE**

Prenez avis que la compagnie «EVACO LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 6 mars 1991

71884

Les procureurs de la compagnie,
DESJARDINS, DELAGE, MOUSSEAU, BÉLANGER**GARAGE ADRIEN DESNOYERS LIMITÉE**

Prenez avis que la compagnie «GARAGE ADRIEN DESNOYERS LIMITÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Repentigny, le 28 février 1991

71845

Le président,
ADRIEN DESNOYERS**GESTION BERNARD FONTAINE INC.**

Prenez avis que la compagnie «GESTION BERNARD FONTAINE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Jean-Chrysostome, le 28 février 1991

71841

Le président,
BERNARD FONTAINE

GESTION CLAUDE FRENETTE INC.

Prenez avis que la compagnie «GESTION CLAUDE FRENETTE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Beloil, le 4 mars 1991

71837

Les procureurs de la compagnie,
DESJARDINS DUCHARME

GESTION NORCLER INC.

Prenez avis que la compagnie «GESTION NORCLER INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Hubert, le 5 mars 1991

71893

Les procureurs de la compagnie,
LAFRENIÈRE, LANGLOIS, avocats

INITIATIVE JEUNESSE NOUVELLE-BEAUCE INC.

Prenez avis que la compagnie «INITIATIVE JEUNESSE NOUVELLE-BEAUCE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Marie de Beauce, le 5 mars 1991

71840

Les procurcurs de la compagnie,
VACHON, VACHON & ASSOCIÉS, notaires

INTRASOL INC.

Prenez avis que la compagnie «INTRASOL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Foy, le 7 mars 1991

71885

Les procureurs de la compagnie,
JOLIN, FOURNIER, MORISSET

L'ASSOCIATION DES CITOYENS DU QUARTIER NOTRE-DAME DE ST-JÉRÔME

Prenez avis que la corporation «L'ASSOCIATION DES CITOYENS DU QUARTIER NOTRE-DAME DE ST-JÉRÔME» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Lafontaine, le 18 février 1991

71844

Le président,
VIATEUR TRÉPANIÉ

LE GROUPE AGRI-LAB INC.

Prenez avis que la compagnie «LE GROUPE AGRI-LAB INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Hyacinthe, le 6 mars 1991

71899

Les procureurs de la compagnie,
MORIER CORBEIL ALLARD ET ASSOCIÉS

LES CONSULTANTS GESTO INC

Prenez avis que la compagnie «LES CONSULTANTS GESTO INC» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Foy, le 28 janvier 1991

2442

Le président,
MICHEL GAGNON

LES ENTREPRISES DE DISTRIBUTION SER-PA INC.

Prenez avis que la compagnie «LES ENTREPRISES DE DISTRIBUTION SER-PA INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Québec, le 6 mars 1991

71843

Les procureurs de la compagnie,
DEBLOIS SAMSON THIVIERGE

LES ENTREPRISES GILLES BOUCHARD OPÉRATEUR INC.

Prenez avis que la compagnie «LES ENTREPRISES GILLES BOUCHARD OPÉRATEUR INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Girardville, le 4 décembre 1990

71890

Le président,
GILLES BOUCHARD

LES IMMEUBLES DELMONT LTÉE

Prenez avis que la compagnie «LES IMMEUBLES DELMONT LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Trois-Rivières, le 7 février 1991

71902

Les procureurs de la compagnie,
BEAUMIER, RICHARD ET ASSOCIÉS

LES MODES LI LAI INC.

Prenez avis que la compagnie «LES MODES LI LAI INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 6 février 1991

71889

L'administrateur,
YING CHUN HUANG

LES PRODUITS CHATEL INC.

Prenez avis que la compagnie «LES PRODUITS CHATEL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 31 janvier 1991

71894

Le procureur de la compagnie,
LYNE BOISVERT, avocate

MIGLIARA & TREMBLAY CONSTRUCTION LTD

Montréal, le 31 octobre 1990

Prenez avis que la compagnie «MIGLIARA & TREMBLAY CONSTRUCTION LTD» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

71881

Le président,
W. FINKBEINER

Montréal, le 28 janvier 1991

71887

Pour la compagnie,
MICHELLE ALLAIRE, C.A.

MOTEL MONTCLAIR (1973) LTÉE

Prenez avis que la compagnie «MOTEL MONTCLAIR (1973) LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Trois-Rivières, le 7 février 1991

71903

Les procureurs de la compagnie,
BEAUMIER, RICHARD ET ASSOCIÉS

OPÉRA-FÊTE INC.

Prenez avis que la compagnie «OPÉRA-FÊTE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 18 février 1991

71846

L'administrateur,
ONIL DUPUIS

RÉCUPÉRATION SACRÉ-COEUR INC.

Prenez avis que la compagnie «RÉCUPÉRATION SACRÉ-COEUR INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sacré-Coeur, le 28 février 1991

71880

Le président,
LOUIS-H. GAUTHIER

RICHE-LIEN STE-MARIE INC.

Prenez avis que la compagnie «RICHE-LIEN STE-MARIE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Marie de Beauce, le 5 mars 1991

71839

Les procureurs de la compagnie,
VACHON, VACHON & ASSOCIÉS, notaires

SERVICES D'INFORMATIQUE MARTEL INC.

Prenez avis que la compagnie «SERVICES D'INFORMATIQUE MARTEL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Pierre, Île d'Orléans, le 28 février 1991

71879

Le président,
YVES MARTEL

ZEBOD INC.

Prenez avis que la compagnie «ZEBOD INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Compagnies étrangères — Loi sur les

Changements

Les compagnies étrangères ci-dessous mentionnées donnent avis des changements suivants:

Nom de la compagnie	Date des changements	Changements
2720-2852 H. & H. RÉGÉNÉRATION DE TERRAINS LTÉE	1991 01 17	de l'agent principal et son adresse à: M. Régent Labonté, 1805, Notre-Dame nord, Thetford Mines de la principale place d'affaires à: 1805, Notre-Dame nord, Thetford Mines
1324-3738 NORTH AMERICAN RARE METALS LTD.	1990 11 30	de l'agent principal à: Me Michel Blouin de la principale place d'affaires à: 2020, rue University, bureau 1527, Montréal
2560-2772 PLACEMENTS ARCA INC.	1991 01 21	de l'agent principal à: M. Pierre-Yves Chatillon, 1245, rue Sherbrooke ouest, bureau 2000, Montréal de la principale place d'affaires à: 1245, rue Sherbrooke ouest, bureau 2000, Montréal
2429		<i>L'Inspecteur général des institutions financières, JEAN-MARIE BOUCHARD</i>

Permis de faire affaires

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé un permis de faire affaires à la corporation suivante:

*Nom de la compagnie **Nom d'emprunt	Date du permis	Nom et adresse de l'agent principal	Adresse du bureau principal
2923-6361 * LAURALCO TROIS-RIVIÈRES, INC.	1991 02 28	M. Pierre B. Meunier, Tour de la Bourse, bureau 3400, 800, Place Victoria, Montréal	Tour de la Bourse, bureau 3400, 800, Place Victoria, Montréal
2430			<i>L'Inspecteur général des institutions financières, JEAN-MARIE BOUCHARD</i>

Compagnies minières — Loi sur les

Avis divers

HLX RESOURCES LIMITED

Autorisation en vertu de la section VI

La compagnie « HLX RESOURCES LIMITED » a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, au Québec, ses actions, stocks, certificats d'actions, obligations et autres valeurs.

Le bureau principal au Québec est au 1, place Ville-Marie, 37^e étage, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle est M. Henri Lanctôt, 1, place Ville-Marie, 37^e étage, Montréal.

Le 1991 02 28

2448

L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
2905-1760

Déclarations des compagnies et sociétés — Loi sur les

Changement dans la nature de leurs affaires

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la société en commandite suivante a changé la nature de ses affaires:

Raison sociale de la société	Modifications apportées à la nature de ses affaires	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BABILLEMENT	EXCLUSIVELY TO ACQUIRING, HOLDING, CAUSING THE PRODUCTION OF AND EXPLOITING MOTION PICTURE FILMS AND TELEVISION PROGRAMS IN ALL MEDIA	1991 01 16

2436

Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU

Changement de leur établissement principal

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont changé l'endroit de leur établissement principal:

Raison sociale de la société	Nouvelle adresse	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BABILLEMENT	1010, rue Sherbrooke Ouest, local 2401, Montréal, QC, H3A 2R7	1991 01 16
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CHEVAUX DE RACE IV	7505, boulevard Taschereau, bureau 111, Brossard, QC, J4T 1A2	1991 01 15

2432

Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU

Dissolution

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la majorité des associés de la société en commandite suivante a consenti à sa dissolution:

Raison sociale de la société	Date de formation	Lieu du principal établissement	Date de dissolution
PORTES ET FENÊTRES LAFLAMME INTERNATIONAL, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1988 03 29	634, 9 ^e Rue Ouest, Thetford Mines, QC	1991 02 28

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Frontenac,
ANNE FORTIN*

2435

Dissolution

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la majorité des associés de chacune des sociétés en commandite suivantes ont consenti à sa dissolution:

Raison sociale de la société	Date de formation	Lieu du principal établissement	Date de dissolution
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE (1989) ATLANTIS NO. 6 ATLANTIS (1989) AND COMPANY LIMITED PARTNERSHIP NO. 6	1989 12 28	1001, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 1400, Montréal, QC, H3A 3C8	1991 01 15
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE D'EXPLORATION MINIÈRE GARDE 1989	1989 10 02	2020, rue University, bureau 1527, Montréal, QC, H3A 2A5	1991 01 16
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE D'EXPLORATION MINIÈRE LIXOR 1989	1989 11 15	2020, rue University, bureau 1527, Montréal, QC, H3A 2A5	1991 01 16

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

2434

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la déclaration de société en commandite suivante a été enregistrée à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 1125 BOULEVARD ST-JOSEPH Drummondville, le 4 mars 1991	1991 02 28	1125, boulevard Saint-Joseph, Drummondville, QC

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure,
district judiciaire de Drummond,
RICHARD SAVOIE*

2438

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les déclarations de sociétés en commandite suivantes ont été enregistrées à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XI	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XIII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XVI	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XV	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XIV	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XVII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XVIII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE IXX	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XX	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXI	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXIII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXIV	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXV	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXVI	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXVII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXVIII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE IXXX	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXX	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXXI	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXXII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXXIII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXXIV	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXXV	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXXVI	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXXVII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XXXVIII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE IXL	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XL	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XLI	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XLII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XLIII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XLIV	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XLV	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XLVI	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XLVII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XLVIII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE IL	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE L	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LI	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LIII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LIV	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LV	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LVI	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LVII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LVIII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE ILX	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LX	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LXI	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LXII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LXIII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LXIV	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LXV	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LXVI	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LXVII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LXVIII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LXIX	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LXX	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LXXI	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LXXII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LXXIII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LXXIV	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LXXV	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LXXVI	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LXXVII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LXXVIII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE ILXXX	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LXXX	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LXXXI	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LXXXII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LXXXIII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LXXXIV	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LXXXV	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LXXXVI	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LXXXVII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE LXXXVIII	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE IXC	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XC	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VIDÉO CUBE XCI	1991 01 09	1717, boulevard St-Martin Ouest, bureau 250, Chomedey, Laval, QC, H7S 1N2

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

2439

Remplacement d'un commandité

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont remplacé un commandité:

Raison sociale de la société	Nouveau commandité	Commandité remplacé	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BABILLEMENT	169694 CANADA INC.	SHALITES INC.	1991 01 16
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CINÉMA INTERNATIONAL I	163017 CANADA INC.	SOCIÉTÉ DE GESTION CINÉMATOGRAPHIQUE (R.G.) INC.	1991 01 16

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

2433

Inspecteur général des institutions financières

Assurances — Loi sur les

LA COMPAGNIE D'ASSURANCE MOTORS

Modification de permis

Avis est donné, par les présentes, que le permis d'assureur de LA COMPAGNIE D'ASSURANCE MOTORS a été modifié et autorise désormais ladite compagnie à pratiquer au Québec les catégories d'assurances suivantes:

- Automobile
- Biens
- Garantie
- Responsabilité
- Bris des machines

Conformément aux exigences du chapitre II, titre IV de la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32), l'assureur a été relevé de son obligation de fournir un cautionnement au Québec.

Le siège social de la compagnie est situé au 3044, West Grand boulevard, Détroit, Michigan, U.S.A. Le représentant principal au Québec est monsieur Gilbert E. Arbour, 7450, boulevard Les Galeries d'Anjou, bureau 520, Montréal, QC, H1M 3M3.

Québec, le 8 mars 1991

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

2444

SELECTA NATIONALE D'ASSURANCES INC.

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32), et de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), il a accordé des lettres patentes supplémentaires, en date du 1991 02 22 à la compagnie « GORE GÉNÉRALE, COMPAGNIE D'ASSURANCE INC. et sa version GORE GENERAL INSURANCE COMPANY INC. » changeant sa dénomination sociale en celle de « SELECTA NATIONALE D'ASSURANCES INC. »

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
2536-5743*

71929

SKANDIA GROUPE, SOCIÉTÉ ANONYME D'ASSURANCES

Délivrance de permis

Avis est donné, par les présentes, que SKANDIA GROUPE, SOCIÉTÉ ANONYME D'ASSURANCES a obtenu un permis d'assureur l'autorisant à pratiquer au Québec les catégories d'assurances suivantes:

- Automobile
- Aviation
- Biens
- Bris des machines
- Garantie
- Responsabilité

L'assureur a été relevé de son obligation de fournir un cautionnement en vertu de l'article 230 de la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32).

Le représentant principal au Québec est monsieur Pierre Sébastien, local 3725, 1, place Ville-Marie, Montréal, QC, H3B 3P4. Le siège social de la compagnie est situé au Sveavagen 44, S-103 50 Stockholm, Sweden.

Québec, le 8 mars 1991

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

2445

Ministères — Avis concernant les

Affaires municipales

Divers

Municipalité de Marchand

Le ministre des Affaires municipales donne avis qu'il a approuvé en date du 6 mars 1991, conformément à l'article 25 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c. O-9), la demande de changement de nom de la municipalité du canton de Marchand en celui de municipalité de Marchand.

*Le ministre des Affaires municipales,
CLAUDE RYAN*

2443

Industrie, du Commerce et de la Technologie

Heures d'affaires

Ville de Masson

Avis d'autorisation

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie donne avis, conformément à l'article 12 de la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, qu'il autorise que le public soit admis en dehors des heures prévues à l'article 2 ainsi que le dimanche et les jours visés par l'article 3, dans les établissements commerciaux situés sur le territoire de la ville de Masson et ce, pour la période du 1^{er} février 1991 au 31 janvier 1992 inclusivement.

Québec, le 22 février 1991

*Le ministre de l'Industrie, du
Commerce et de la Technologie,
GÉRALD TREMBLAY*

2437

Proclamations

[L.S.]
Gouvernement
du Québec

MARTIAL ASSELIN

Proclamation

CONCERNANT la tenue à Montmagny, dans le district judiciaire de Montmagny, des termes et séances de la Cour supérieure de ce district et des juges de ce tribunal

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC PROCLAME CE QUI SUIT:

Les termes et séances de la Cour supérieure du district judiciaire de Montmagny et des juges de ce tribunal sont tenus, au besoin, dans l'édifice connu sous le nom de l'Hôtel de ville, 134, rue Saint-Jean-Baptiste Est, à Montmagny.

RAPPEL:

La présente proclamation fait suite à une recommandation du ministre de la Justice adopté le 20 février 1991, par le décret du gouvernement du Québec numéro 200-91.

En vertu de l'article 52 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16), les termes et séances de la Cour supérieure et de ses juges sont tenus au chef-lieu des différents districts judiciaires du Québec ou à l'endroit qui peut être fixé par l'autorité compétente.

En vertu de l'article 51 de cette loi, le gouvernement peut, par proclamation, ordonner que les termes et séances de la Cour supérieure et des juges de ce tribunal soient aussi tenus dans un endroit du district judiciaire autre que celui où est situé le chef-lieu.

Il y a lieu d'interpréter le terme chef-lieu comme désignant le palais de justice situé au chef-lieu du district judiciaire concerné.

Québec, le 20 février 1991

Le sous-procureur général,
JACQUES CHAMBERLAND

Libro: 509
Folio: 101
2446

[L.S.]
Gouvernement
du Québec

MARTIAL ASSELIN

Proclamation

CONCERNANT les nouvelles conditions d'extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Granby sur le territoire de la municipalité du canton de Granby.

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC PROCLAME CE QUI SUIT:

a compter du trente et unième jour après la publication de la présente proclamation à la *Gazette officielle du Québec*, le territoire de la municipalité du canton de Granby continuera d'être soumis à la juridiction de la Cour municipale établie dans la ville de Granby, comme si les deux municipalités n'en formaient qu'une pour ces fins seulement, suivant de nouvelles conditions.

RAPPEL:

La présente proclamation fait suite à une proposition du ministre des Affaires municipales adoptée le 27 février 1991, par le décret du gouvernement du Québec numéro 213-91.

Par une proclamation publiée à la *Gazette officielle du Québec* numéro 25 du 22 juin 1968, le territoire de la municipalité du canton de Granby a été soumis à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Granby.

Conformément à l'article 2 de la Loi sur les cours municipales (L.R.Q., c. C-72), le Conseil municipal du canton de Granby a adopté le règlement numéro 399-90 à l'effet d'énoncer de nouvelles conditions d'extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Granby sur le territoire de la municipalité du canton de Granby.

Conformément à l'article 4 de cette loi, le Conseil municipal de la ville de Granby, par son règlement numéro 1928-1990, a concouru dans la teneur du règlement adopté par le Conseil municipal du canton de Granby.

Conformément à l'article 7 de cette même loi, le gouvernement a approuvé ces règlements et émet la présente proclamation.

Québec, le 20 février 1991

Le sous-procureur général,
JACQUES CHAMBERLAND

Libro: 509
Folio: 102
2446

Projet de loi d'intérêt privé — Avis de présentation d'un

CORPORATION DE PÊCHE STE-MARGUERITE INC.

Prenez avis que CORPORATION DE PÊCHE STE-MARGUERITE INC. entend s'adresser au Parlement du Québec pour y proposer un projet de loi refondue d'intérêt privé incluant les modifications suivantes à la charte de CORPORATION DE PÊCHE STE-MARGUERITE INC. concernant:

- les pouvoirs de la corporation;
- le capital-actions de la corporation;
- la propriété et le transfert des actions de la corporation;
- l'élection des membres de la corporation;

- e) l'allocation aux membres de la corporation d'un vote par action détenue lors de toutes les assemblées des membres;
- f) et la suppression de la charte de la clause obligeant un membre à être actionnaire de la corporation, une telle exigence étant prévue aux règlements généraux de la corporation.

Toute personne ayant des motifs d'intervenir sur ce projet de loi refondue d'intérêt privé doit en informer le directeur de la législation de l'Assemblée nationale du Québec.

Montréal, le 11 mars 1991

71875

Les procureurs de la corporation,
MCCARTHY TÉTRAULT

Coulonge Construction Inc.

Coulonge Construction Inc. entend présenter devant le Parlement de la province de Québec un projet de loi d'intérêt privé ayant pour objet la reprise d'existence de ladite corporation qui a été dissoute le 29 mars 1975 en vertu des articles 4, 6 et suivants de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies (L.R.Q., c. R-22) pour non production de ses rapports annuels. Ladite corporation avait été constituée par lettres patentes émises le 14 avril 1965.

Toute personne qui aurait des motifs d'intervenir sur ledit projet de loi doit en informer le directeur de la législation de l'Assemblée nationale, édifice Honoré-Mercier, 1025, rue Saint-Augustin, bureau 2.59, Québec, G1A 1A3.

Shawville, le 16 janvier 1991

71865

Le procureur,
ME DONALD LAVALLÉE, C.A.

Ville d'Amos

La ville d'Amos déposera au Parlement du Québec, pour la session du printemps, un projet de loi d'intérêt privé dont l'objet est de déclarer que les copies reconstituées des procès-verbaux des assemblées du conseil municipal de la ville d'Amos tenues entre le 5 janvier 1987 et le 19 décembre 1988 tiendront lieu d'originaux.

Toutes les personnes qui ont des motifs pour intervenir lors de l'étude du projet de loi doivent en informer le directeur de la législation de l'Assemblée nationale. Toute demande doit être faite par écrit à Direction de la législation, Assemblée nationale du Québec, édifice Honoré-Mercier, bureau 2.68, 1025, Saint-Augustin, Québec (Québec), G1A 1A3, Tél.: (418) 643-2840. Une copie du projet de loi peut être consultée par tout intéressé au bureau du greffier.

Amos, le 26 février 1991

71863

Le greffier,
CLAUDE P. BIGUÉ

Ville de Rimouski

Prenez avis que la ville de Rimouski a l'intention de s'adresser au Parlement du Québec pour présenter un projet de loi d'intérêt privé l'autorisant à vendre au gouvernement fédéral les lots 183 partie, 183-4 partie, 184-11 partie et le lot 184-15 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Germain-de-Rimouski.

Ces lots seront vendus pour fins de création d'une réserve navale dans cette municipalité.

Toute personne qui a des motifs d'intervenir sur ce projet de loi doit en informer la direction de la législation de l'Assemblée nationale.

Rimouski, le 7 mars 1991

71864

Le procureur,
CLAUDE-HENRI GENDREAU

Renseignement sur les compagnies — Loi concernant les

Dissolution

La ministre déléguée aux Finances donne avis, en vertu de l'article 8 de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies, que les corporations dont les noms suivent sont annulées à compter de la date de publication du présent avis.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution
1843-7186 1843-7186 QUÉBEC INC.	2094, rue Burma, Jonquière, Chicoutimi	1981 02 27
1845-4207 1845-4207 QUÉBEC INC.	465, rue St-Édouard, Thetford-Mines, Mégantic	1981 04 21
1848-1192 1848-1192 QUÉBEC INC.	375, boulevard Curé- Labelle, Sainte-Rose, Laval	1981 06 30
1848-4097 1848-4097 QUÉBEC INC.	172, rue Ste-Thérèse, Rimouski	1981 07 16
1850-2765 1850-2765 QUÉBEC INC.	4205, boulevard Sir Wilf. Laurier, Saint-Hubert, Chambly	1981 09 11
1851-1816 1851-1816 QUÉBEC INC.	1311, rue Ampère, Boucherville, Chambly	1981 10 07
1851-9975 1851-9975 QUÉBEC INC.	2300 A, route 348, Rawdon, Montcalm	1981 11 05
1853-2093 1853-2093 QUÉBEC INC.	1055, boulevard Auger ouest, Alma (Lac Saint-Jean-Est)	1981 12 10
1853-2705 1853-2705 QUÉBEC INC.	1350, rang St-Georges, Saint-Simon, Bagot	1981 12 14
1856-8378 1856-8378 QUÉBEC INC.	11, rue St-Louis, Saint-Eustache, Deux-Montagnes	1982 04 13
1857-1224 1857-1224 QUÉBEC INC.	3915, rue Gingras, Chomedey, Laval	1982 05 14
1857-1281 1857-1281 QUÉBEC INC.	110, rue Gisèle, Saint-Marc-sur-Richelieu, Verchères	1982 05 19
1857-2388 1857-2388 QUÉBEC INC.	157, rue Père Divet, Sept-Iles, Saguenay	1982 04 21

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution
1858-6982 1858-6982 QUÉBEC INC.	601, rue Wolfe, Mont Saint-Hilaire, Rouville	1982 06 10
1859-9217 1859-9217 QUÉBEC INC.	1155, rue Panama, Ville de Brossard, Laprairie	1982 07 22
1860-2284 1860-2284 QUÉBEC INC.	2050, rue Mansfield, bureau 1500, Montréal	1982 08 03
1862-2654 1862-2654 QUÉBEC INC.	875, boulevard Châteauneuf, Boisbriand, Terrebonne	1982 10 15
1864-9632 1864-9632 QUÉBEC INC.	4553, rue de Lorimier, Montréal	1982 12 22
2150-5136 2150-5136 QUÉBEC INC.	1179, rue Cartier, Québec	1983 01 24
2151-0722 2151-0722 QUÉBEC INC.	615, rue Brock, bureau 102, Drummondville, Drummond	1983 02 02
2151-6521 2151-6521 QUÉBEC INC.	390, avenue Brochu, bureau 205, Sept-îles, Saguenay	1983 02 16
2153-0431 2153-0431 QUÉBEC INC.	1581, rue de Restigouche, Terrebonne	1983 03 22
1645-2252 À LA SALOPETTCETERA... INC.	103-D, rue St-Wilbrod, Hébertville-Station, Lac Saint-jean-Est	1980 06 10
1860-5634 ACTION COMMUNAUTAIRE «BOMECO»	10156, rue St-Hubert, Montréal	1982 11 15
1859-4226 ACTION REGAIN	5907, 5 ^e Avenue, Montréal	1982 07 06
2151-3544 AÉRO CLUB ARC-EN-CIEL	Saint-Lambert-de-Lauzon, Lévis	1983 02 14
1853-5401 LES AFFUTAGES D'OUTILS DE LA HAUTE YAMASKA INC.	1224, rue Denison ouest, Granby, Shefford	1981 12 21
1860-8810 AGRISOIL INC.	786, chemin Herringville, Bury, Compton	1982 08 31

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution
1863-0384 AIDES-MÉNAGÈRES LE PLUMEAU INC.	2365, rue Hampton, bureau 15, Montréal	1982 11 08
1863-0889 ALIMENTATION JACQUES CHAMPAGNE INC.	477, 12 ^e Avenue, Laval-des-Rapides, Laval	1982 11 11
1853-6466 ALIMENTATION LAFLAMME INC.	115, rue Principale, Saint-Raphael, Bellechasse	1981 12 29
1859-0398 ALIMENTATION MOBILE BAIE- COMEAU INC.	27, rue Clarence, Baie-Saint-Paul, Charlevoix-Ouest	1982 06 21
1858-4078 LES ALIMENTS NATURELS BONNE VIE INC.	5094, Côte St-Antoine, Montréal	1982 05 25
2150-2026 LES AMUSEMENTS GROUPEMATIQUE INC.	250, rue Martigny, Repentigny, L'Assomption	1983 01 11
1844-9199 LES AMUSEMENTS MAUVA INC.	184, rue Commerciale, Maniwaki, Gatineau	1981 03 31
1859-5801 ARTS & SCIENCES CORDEAU INC.	740, avenue Atwater, Montréal	1982 07 14
1843-0371 LES AS DE LA MAURICIE INC.	294, rue des Érables, Cap-de-la-Madeleine, Champlain	1981 02 16
1849-3452 ASSOCIATION ACGE	1545, boulevard McManamy, bureau 706, Sherbrooke	1981 08 17
1862-1797 L'ASSOCIATION AMBULANCIÈRE ST-ANDRÉ	Sherbrooke	1982 10 18
1849-5440 ASSOCIATION COVOITURAGE QUÉBEC INC.	85, rue St-Charles ouest, bureau 106, Longueuil, Chambly	1981 08 27
2152-5191 ASSOCIATION CULTURELLE MIKWOBAIT	Odanak, Nicolet	1983 03 10
1861-5021 ASSOCIATION CULTURELLE DES ETOLOAKARNANS «MARKOS MPOTSARIS»	7865, avenue Querbes, Montréal	1982 10 04
1844-2749 ASSOCIATION DANSE CORPS ET AME	557, boulevard Normandie, Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Jean	1981 03 16

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution
2150-3222 ASSOCIATION DE CHASSE ET PÊCHE RIVE-SUD DU LAC ST-PIERRE INC.	315, rue Toussignant, Nicolet	1983 01 17
1851-0651 ASSOCIATION DE COURTIER EN TRANSPORT DU QUÉBEC (A.C.T.Q.)	200, rue St-Jacques, bureau 400, Montréal	1981 10 09
1851-6732 L'ASSOCIATION DE LA FRATERNITÉ DU SECTEUR FOURNIER	16, rue Beriault, Hull	1981 11 02
1848-4444 ASSOCIATION DE SOCCER DE STE-ANNE-DES-MONTS (A.S.S.A.M.)	Sainte-Anne-des-Monts, Gaspé-Ouest	1981 10 20
1646-2764 ASSOCIATION DES RESSORTISSANTS SÉNÉGALAIS AU CANADA, SECTION DE MONTRÉAL	4170, 43 ^e Rue, bureau 5, Montréal	1980 08 04
1840-3865 ASSOCIATION DES ÉLECTROTECHNICIENS DE L'OUTAOUAIS	Hull	1980 11 06
1843-7038 L'ASSOCIATION DES ARTISANS DE LA HAUTE-GATINEAU INC.	Maniwaki, Gatineau	1981 03 03
2151-1035 ASSOCIATION DES BÉNÉVOLES DE LA RÉGION DE L'AMIANTE (ABRA) INC.	Thetford Mines, Mégantic	1983 02 07
1858-5281 ASSOCIATION DES CADRES DE RADIO-QUÉBEC	800, rue Fullum, Montréal	1982 06 11
1856-4393 ASSOCIATION DES CARROSSIERS SEPT-ÎLES, PORT-CARTIER INC.	234, avenue Kegaska, Sept-Îles, Saguenay	1982 03 30
1861-9791 ASSOCIATION DES CHÔMEURS DE ST-CÔME	Saint-Côme, Joliette	1982 10 12
1853-8793 ASSOCIATION DES CORPS DE CLAIRONS LAVAL	1701, rue Lucerne, Vimont, Laval	1982 01 07
1856-7271 L'ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS EN PREMIÈRE ANNÉE DE GÉNIE MÉCANIQUE DE L'UNIVERSITÉ LAVAL	Pavillon Pouliot, Université Laval, Sainte-Foy, Québec	1982 04 08
1842-4838 ASSOCIATION DES FAMILLES D'ACCUEIL ST-HUBERT-LONGUEUIL	855, rue Moquin, Saint-Hubert, Chambly	1981 08 04
1860-1708 ASSOCIATION DES GARAGISTES ET DÉTAILLANTS D'ESSENCE DE FORESTVILLE INC.	Forestville, Saguenay	1982 08 13

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution
1863-1788 ASSOCIATION DES LOCATAIRES DE TERRAINS POUR MAISONS MOBILES (TOMASIN TRAILER PARK) INC.	26, rue Bachand, Saint-Hubert, Chambly	1982 11 16
1842-0620 ASSOCIATION DES MARCHANDS DE PLAZA LAVAL INC.	Québec	1981 01 06
1646-4414 L'ASSOCIATION DES MARONITES DE QUÉBEC (A.M.Q.) INC.	Québec	1980 08 22
1841-5331 L'ASSOCIATION DES PÊCHEURS CÔTIERS NOUVELLE VAGUE	Maria, Bonaventure	1981 03 05
1844-7193 ASSOCIATION DES PERSONNES OBÈSES DE L'OUTAOUAIS	Hull	1981 03 30
1842-5017 ASSOCIATION DES POTIERS DU SAULT SAINT-LOUIS INC.	55, avenue Dupras, bureau 405, LaSalle, Montréal	1981 04 16
1646-3796 L'ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES ET RÉSIDANTS DE PERKINS-SUR- LE-LAC	Val-des-Monts, Papineau	1980 08 18
1850-1825 ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DE SALONS DE COIFFURE POUR DAMES RÉGION DE MONTRÉAL INC.	100, chemin Côte-Vertu, bureau 603, Saint-Laurent, Montréal	1981 09 14
1850-4746 ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DU LAC JASMIN DE CHERTSEY	Chertsey, Montcalm	1981 09 22
1851-6591 L'ASSOCIATION DES RÉSIDENTS DE BARK LAKE ESTATES INC.	630, rue Sherbrooke ouest, bureau 700, Montréal	1981 11 02
1842-7245 ASSOCIATION DES RIVERAINS POUR LA PROTECTION DU LAC PARADIS	Route rurale numéro 4, Mont-Laurier, Labelle	1981 03 03
1856-3627 L'ASSOCIATION DES SPORTIFS- PROPRIÉTAIRES, SECTEUR DES PASSES	1533, rang 6 ouest, Saint-Bruno, Lac Saint-Jean-Est	1982 03 26
1855-9963 ASSOCIATION DU HOCKEY MINEUR KIWANIS DE NORANDA INC.	218, rue Murdoch, Rouyn-Noranda, Témiscamingue	1982 03 12
1861-3695 ASSOCIATION DU PARC NAUTIQUE DU CAP-ROUGE INC.	4155, plage Jacques- Cartier, Cap-Rouge, Québec	1982 09 27
1855-3784 ASSOCIATION ESTRIE-FRANCE INC.	86, rue Wellington nord, bureau 5, Sherbrooke	1982 03 01

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution
2151-5945 ASSOCIATION MONOPARENTALE «RAYON D'ESPOIR» DE LA SARRE	Lasarre, Abitibi	1983 02 22
1863-9823 ASSOCIATION MONOPARENTALE «LES LIBELLULES» DE VILLE- MARIE	1, boulevard Industriel, Ville-Marie, Témiscamingue	1983 03 17
1860-1542 ASSOCIATION MONOPARENTALE DE MALARTIC INC.	Malartic, Abitibi	1982 08 11
1846-6177 L'ASSOCIATION POUR L'ÉDUCATION À LA CONSERVATION EN FORÊT DE LANAUDIÈRE (A.E.C.F. DE LANAUDIÈRE)	51, 7 ^e Avenue, Saint-Ambroise-de- Kildare, Joliette	1981 09 17
2150-7843 ASSOCIATION PROGRESSISTE CONSERVATRICE DU COMTÉ DE SAINT-AURICE	1983, 35 ^e Rue, Shawinigan, Saint-Maurice	1983 03 04
1843-0082 ASSOCIATION RÉGIONALE DE PÉTANQUE DE MONTRÉAL- CONCORDIA	Montréal	1981 02 13
2153-1579 ASSOCIATION RÉGIONALE DE BOXE OLYMPIQUE DE QUÉBEC INC.	403, rue Tenier, Beauport, Québec	1983 09 02
1864-1506 ASSOCIATION SHUDOKAN KENSHUKAI DU QUÉBEC	3300, avenue Van Horne, bureau 102, Montréal	1982 12 13
1851-0800 ASSOCIATION SPORTIVE ITALIENNE DE MONTRÉAL	8913, 8 ^e Avenue, Montréal	1981 10 13
1855-1309 L'ASSOCIATION SPORTIVE DE SAINT-JOGUES INC.	Hope, Bonaventure	1982 02 19
2151-9525 ASSOCIATION SPORTIVE LES CASTORS DE VAL-DES-BOIS	Val-des-Bois, Papineau	1983 02 28
1859-4341 ASSOCIATION TÉMISCAMIENNE DE LOISIRS INC.	Ville-Marie, Témiscamingue	1982 07 07
1860-3241 ASSURANCE DANIEL CAMPEAU LTÉE	779, avenue Ste-Hélène, Longueuil, Chambly	1982 08 20
1863-9658 ATELIER CULTUREL PABLO NÉRUDA	9044, rue Maritain, Saint-Léonard, Montréal	1982 12 08
1860-9560 L'ATELIER S'ANIME	Norberville, Arthabaska	1982 09 10

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution
1841-0423 ATELIERS DU VIEUX-TROIS- RIVIÈRES INC.	856, rue des Ursulines, Trois-Rivières, Saint-Maurice	1980 11 24
1854-3116 L'AUBERGE D'INVERNESS INC.	1792, rue Dublin, Inverness, Mégantic	1982 02 02
1856-7974 BABILLART	Black-Lake, Mégantic	1982 04 14
1845-8588 LES BALLETS JAZZ CINESIS INC.	92, rue Notre-Dame, bureau 202, Repentigny, L'Assomption	1981 05 05
1846-0089 LES BÂTISSSES PARC INC.	9141, boulevard Pie IX, bureau 210, Montréal	1981 05 01
1646-2251 BEAUZON INC.	10809, rue St-Denis, Montréal	1980 07 28
1645-8580 BELAND ET CHEVALIER INC.	1591, rue Lottinville, Saint-Paulin, Maskinongé	1980 07 03
1840-2180 BOBA INC.	452, avenue Broadway, Shawinigan, Saint-Maurice	1980 10 30
1843-3615 BOUTIQUE DE LAINE TINA (1981) INC.	5475, rue Raymond, Pierrefonds, Montréal	1981 02 18
2153-0084 BOUTIQUE JOELLE & NATHAN INC.	510, rue Judith Jasmin, Chicoutimi	1983 03 21
1858-2684 BOUTIQUE MARIE-LYNN (LA TUQUE) INC.	290, rue St-Joseph, La Tuque, Champlain	1982 05 21
2152-2420 BOUTIQUE SYLMA INC.	1401, boulevard Talbot, Chicoutimi	1983 03 03
1843-8747 BUREAU DU TOURISME ET DES CONGRÈS DE SUTTON INC.	29, rue Principale nord, Sutton, Brome	1981 03 05
1859-6940 B.M.X. ÎLE-PERROT INC.	110, boulevard Perrot nord, Île-Perrot, Vaudreuil	1982 07 21
1847-3488 CAFÉ BOJANGLES INC.	1254, rue Mackay, Montréal	1981 06 09
1855-5201 CALORIE-GAIN INC.	3275, avenue Duval, bureau 4, Québec	1982 03 03

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution
1848-4816 CARL CAMPEAU LTÉE	170, rue Normand, Saint-Eustache, Deux-Montagnes	1981 07 10
1844-3416 LES CARROSSES DE ST-JEAN	777, chemin des Patriotes, L'Acadie, Saint-Jean	1981 03 19
1852-6343 LE CARROUSEL STE-BERNADETTE INC.	Rouyn-Noranda, Témiscamingue	1981 11 25
1840-2578 CARTIER SPORT INC.	3640, rue Lanthier, bureau 208, Sainte-Foy, Québec	1980 11 03
1858-2254 CASSE-CROÛTE BEAURIVAGE INC.	L'Étang-du-Nord, Iles-de-la-Madeleine	1982 05 19
1855-4675 CASSE-CROÛTE TI-MOUSSE INC.	1405, rue Bellevue, Ancienne-Lorette, Québec	1982 03 02
1856-4286 CATHOLIQUES UNIS POUR LA FOI (CUF) SECTION MARIE DE L'INCARNATION (QUÉBEC)	Québec	1982 03 30
2151-5200 CENTRE CHRÉTIEN DES ÉRABLES	82, rue d'Orvilliers, Sainte-Anne-de-la-Pérade, Champlain	1983 02 16
1845-1203 CENTRE COMMUNAUTAIRE DE BERTHIER-SUR-MER INC.	Berthier-sur-Mer, Montmagny	1981 04 03
1840-3048 CENTRE DE LOISIRS DE LA PLAINE POUR HANDICAPÉS VISUELS & PHYSIQUES	878, rue Ouellette, La Plaine, L'Assomption	1981 02 06
2152-1513 LE CENTRE DE L'AMITIÉ DE STE-THÉRÈSE DE LISIEUX	1001, boulevard Raymond, Beauport, Québec	1983 03 03
1850-8200 CENTRE DE L'AUTO J.M.B. INC.	1235, rue Notre-Dame nord, Robertsonville, Mégantic	1981 09 28
1856-5663 LE CENTRE DES ATELIERS POPULAIRES D'ARTISANAT DE MCWATTERS	3432, chemin du Vieux Pont ouest, McWatters, Témiscamingue	1982 03 31
1863-8734 LE CENTRE DES GRAINS DE COATICOOK INC.	96, rue Main est, Coaticook, Stanstead	1982 12 02
1862-3322 CENTRE D'AMÉLIORATION SCOLAIRE ET PROFESSIONNEL DE MONTRÉAL	5256A, 6 ^e Avenue, Montréal	1982 10 21

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution
1857-1075 CENTRE D'ESCOMPTE DE LA PISCINE DU QUÉBEC INC.	620, Place Trans-Canada, Longueuil, Chambly	1982 04 30
2152-1190 CENTRE GAIA POUR L'EXPLORATION, LES RENCONTRES ET LA FORMATION	Les Plateaux, L'Anse Saint-Jean, Chicoutimi	1983 03 07
1845-6269 CENTRE KIJOKAN	7, avenue du Parc, Châteauguay	1981 04 13
1841-3302 CENTRE SPORTIF ST-ÉMILE INC.	17, Robert, Saint-Émile, Québec	1980 12 05
1859-5090 LES CHAMPIGNONS DUBÉ INC.	20 A, rue Gérard Ouellet, Saint-Jean-Port-Joli, L'Islet	1982 07 08
1857-9334 CHOEUR GUILLAUME-COUTURE	4546, rue Old Orchard, Montréal	1982 06 10
2149-3259 CIAR.FF INC.	3270, rue de Coubertin, bureau 7, Trois-Rivières-Ouest, Saint-Maurice	1982 12 23
1849-3122 LE CIRCUIT INTER-DANSE QUÉBEC INC.	5787, boulevard Monk, Montréal	1981 09 15
1846-4594 CLÔTURES LA PLAINE INC.	1261, rue Trudel, La Plaine, L'Assomption	1981 05 15
1856-7701 CLUB BEACON DE MONTRÉAL	1030, rue Cherrier, bureau 304, Montréal	1982 04 06
1858-3419 CLUB BEAU-TIR DE BEAUDRY	Beaudry, Témiscamingue	1982 07 14
1846-1699 CLUB DE BASEBALL, LES ROYAUX SENIORS DE DRUMMONDVILLE INC.	1531, boulevard St-Joseph, Drummondville, Drummond	1981 05 06
1852-8216 CLUB DE BUDO DE BOIS DE BOULOGNE	10534, rue St-Urbain, Montréal	1982 01 26
1862-3595 LE CLUB DE CAMIONS DU PONTIAC INC.	Shawville, Pontiac	1982 10 25
1860-9941 CLUB DE CANOT-CAMPING LA 5E SAISON INC.	Causapscal, Matapédia	1982 09 15
1859-8664 CLUB DE HOCKEY JUNIOR C ST-COME INC.	Linière, Beauce	1982 08 02

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution
1840-1067 CLUB DE HOCKEY LES MAROONS DE LACHINE INC.	635, 37 ^e Avenue, Lachine, Montréal	1980 10 24
1857-3683 CLUB DE HOCKEY LES RIVERAINS INC.	Saint-Joseph-de-Beauce	1982 05 03
1863-7785 CLUB DE HOCKEY PEE WEE SECTEUR SUD LAC ST-JEAN INC.	11, rue Mathieu, Métabetchouan, Lac Saint-Jean Est	1982 12 06
1849-3254 LE CLUB DE NATATION LES OTARIES DE BONAVENTURE	Bonaventure	1981 06 02
1857-7544 CLUB DE RANDONNÉE ÉQUESTRE DE LA VALLÉE DE L'OUTAOUAIS	41, chemin Garden, Aylmer, Gatineau	1982 05 18
1855-3354 LE CLUB DE RAQUETTEURS L'OLYMPIQUE DE HULL INC.	44, rue Lesage, Hull	1982 02 25
2152-8344 CLUB DE SOCCER SENIOR DE BEAUPORT	634, avenue Royale, Beauport, Québec	1983 11 04
1860-7200 CLUB DE SOCCER «BLUES»	468, rue Lasalle, Longueuil, Chambly	1982 08 30
1646-5445 CLUB DE TENNIS INC.	Ville-Marie, Témiscamingue	1980 08 01
1856-9095 CLUB DE VOILE AU GRAND LARGUE (1982) INC.	Chicoutimi	1982 04 16
1863-3917 CLUB DE VOILE SAG-LAC	Jonquière, Chicoutimi	1982 11 24
1861-9452 CLUB DES BRAYONS DE QUÉBEC	Québec	1982 10 07
1862-1433 CLUB DES JEUNES ATHLÈTES DE VAL-DAVID	3785, rue Doncaster, Val-David, Terrebonne	1982 10 14
1844-6948 CLUB D'AVIATION PAR AIR DE PARENT INC.	Parent, Champlain	1981 03 26
1842-5090 CLUB D'INITIATION AU MÉDIA DE LA RIVE-SUD DE QUÉBEC	157, rue des Lilas, Lévis-Lauzon	1981 01 22
1862-3769 CLUB ESKIMO DU NORD-OUEST QUÉBÉCOIS INC.	La Corne, Abitibi	1982 10 26
1863-9716 CLUB HOCKEY ST-VITAL DE CLERMONT	Clermont, Abitibi	1982 12 09

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution
1844-7128 CLUB HORS ROUTE 4 X 4 ST-CONSTANT INC.	86, rue Lucerne, Saint-Constant, Laprairie	1981 03 27
1855-8098 CLUB JEUNESSE DE LONGUEUIL	868, rue Fabre, bureau 401, Longueuil, Chambly	1982 03 12
1859-4762 CLUB MOTONEIGISTES CUIVRE & OR INC.	151, avenue du Lac, Rouyn, Témiscamingue	1982 10 13
1860-9552 CLUB OPTIMISTE DE STE-FLORE DE GRAND-MÈRE INC.	Grand-Mère, Champlain	1982 09 10
1851-4984 LE CLUB OPTIMISTE DE WATERVILLE	170, rue Principale sud, Waterville, Compton	1981 10 26
1851-6260 LE CLUB OPTIMISTE D'HÉBERTVILLE- STATION INC.	Hébertville-Station, Lac-Saint-Jean-Est	1981 10 28
1846-8801 CLUB OPTI-PHILA DE VILLE SAINT-LAURENT	1300, boulevard Décarie, bureau 36, Saint-Laurent, Montréal	1981 09 14
1845-1039 CLUB RÉCRÉATIF DU SYNDICAT DES METALLOS ELECTROLUX	2751, route Trans-Canada, Pointe-Claire, Montréal	1981 04 02
1850-1338 CLUB RÉGIONAL VAUDREUIL DE PATINAGE DE VITESSE INC.	21, rue St-Joseph, Vaudreuil	1981 09 09
2152-5548 CLUB ROAD RUNNER MONTREAL INC.	10440, rue Garnier, Montréal	1983 03 11
1855-3826 CLUB SOCIAL DES EMPLOYÉS DE EXPORT	87, rue Brunswick, Dollard-des-Ormeaux, Montréal	1982 03 01
2150-5565 CLUB SPORTIF DÉFI 88 INC.	950, rue Breton, bureau L, Chambly	1983 01 24
1860-5543 CLUB SPORTIF LE BISON INC.	Saint-René, Beauce	1982 08 27
1854-8032 CLUB SPORTIF STE-MARIE	2344, rue Ontario est, Montréal	1982 02 10
1851-4505 LE CLUB VÉLIPLANCHISTES DU LAC ST-FRANÇOIS INC.	48, avenue Grande-Île, Salaberry-de-Valleyfield, Beauharnois	1981 10 21
1858-9879 COLLECTIF DE GYMNASTIQUE DOUCE D'ALMA	810, rue Paré ouest, Alma, Lac-Saint-Jean-Est	1982 07 20

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution
1648-0857 LES COLOMBES	Saint-Germain, Kamouraska	1980 09 15
1847-8701 COMITÉ CULTUREL DE LORRAINE	33, boulevard de Gaule, Lorraine, Terrebonne	1981 06 23
1849-3916 COMITÉ DE CITOYENS DE CHAPEAU INC.	Chapeau, Pontiac	1981 08 20
1856-9061 COMITÉ DE CITOYENS DE ST-GÉRARD MAJELLA	1558, rue des Cèdres, Saint-Gérard-Majella, L'Assomption	1982 04 15
1850-4738 LE COMITÉ DE CITOYENS DU LAC LAPLAINE (CCLL)	736, rue des Alpes, Mascouche, L'Assomption	1981 09 22
1856-2413 LE COMITÉ DE COORDINATION DES FÊTES DU TRICENTENAIRE DE LA BAIE DU FEBVRE INC.	30, rue de l'Église, Baie-du-Febvre, Yamaska	1982 03 23
1860-7572 COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU PONTIAC INC.	Campbell's Bay, Pontiac	1982 09 03
1852-1187 COMITÉ DE LA CULTURE MADELEINIENNE	6695, rue de Montmagny, Montréal	1981 11 05
1859-1032 COMITÉ DE LOISIR CAMPING PARADIS	161, chemin Paradis, Rang Frédéric, Saint-Félix-de-Valois, Joliette	1982 06 15
1845-8018 LE COMITÉ DE LOISIRS LES AMIS DE LA SEIGNEURIE	Terrebonne	1981 04 30
1840-0416 COMITÉ DES BÉNÉVOLES DE BONAVENTURE INC.	Bonaventure	1980 10 20
1862-3926 COMITÉ DES CHÔMEURS ET DES CHÔMEUSES DU SAGUENAY INC.	205, rue Bossé ouest, Chicoutimi	1982 11 11
2151-1670 COMITÉ DES CHÔMEURS S.A.L. DE BLACK LAKE INC.	330, boulevard Frontenac, Black Lake, Mégantic	1983 02 10
1842-7641 COMITÉ DES CITOYENS DE GRAND-REMOUS INC.	Chemin Dorion, Grand-Remous, Gatineau	1981 02 04
1864-3791 COMITÉ DES CITOYENS DU DOMAINE SAMSON ET DES ENVIRONS, C.C.D.S.E.	2141, rue Bélanger, Mascouche, L'Assomption	1982 12 21
1857-5613 COMITÉ DES LOISIRS D'ARUNDEL INC.	Arundel, Argenteuil	1982 05 07
1847-0815 COMITÉ FÊTE NATIONALE LEMOYNE	2205, rue St-Georges, Lemoyne, Chambly	1981 06 03

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution
2152-7916 COMITÉ SANTÉ SÉCURITÉ AGRICOLE RICHMOND-WOTTON	Route rurale numéro 3, Danville, Richmond	1983 03 16
1646-3176 COMITÉ SOCIAL DES EMPLOYÉS DU PALAIS DE JUSTICE DE SEPT-ÎLES	425, boulevard Laure, Sept-Îles, Saguenay	1980 07 30
2151-8790 LA COMPAGNIE QUI SÈME LTÉE	215, rang St-Pierre, Hébertville-Station, Lac Saint-Jean-Est	1983 02 24
1860-8893 CONDITIONNEMENT PHYSIQUE CORPORÉ SANO INC.	4350, chemin Royal, Sainte-Famille, Île d'Orléans, Montmorency 2	1982 09 01
2150-4378 LES CONFECTIONS JENNIFER INC.	8, rue du Moulin, Saint-Chrysostome, Châteauguay	1983 01 19
1850-4159 CONSEIL DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU PLATEAU	Saint-François-d'Assise, Bonaventure	1981 09 17
1853-3307 CONSEIL DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ AGRICOLE DE L'OUTAOUAIS	175, rue Maple, Gatineau, Hull	1981 12 16
1847-0328 CONSEIL RÉGIONAL DE L'AGRO- ALIMENTAIRE DE L'ESTRIE INC.	4300, boulevard Bourque, Rock Forest, Sherbrooke	1981 06 01
1847-1235 CONSERVATION - MEKINAC	101, chemin de la Rivière, Boucher, Champlain	1981 06 08
1861-9247 CONSTRUCTION BOISCHATEL INC.	210, place Philippe Richard, Saint-Jean-De-Boischatel, Montmorency 1	1982 10 14
1857-6769 CONSTRUCTION LIONEL TREMBLAY INC.	561, rue Desrosiers, Saint-Honoré, Chicoutimi	1982 05 04
1859-3046 CONSTRUCTION MONUMENT LTÉE	625, avenue du Président Kennedy, bureau 1009, Montréal	1982 07 02
1852-4231 LES CONSULTANTS G.A.N. INC.	495, De Chantel, Charlesbourg, Québec	1981 11 16
1845-8760 LA CORPORATION DES FÊTES POPULAIRES DE LA MOTTE	La Motte, Abitibi	1981 05 05
1840-3402 LA CORPORATION DU PARC OUESKARINI INC.	Cheneville, Papineau	1980 11 04

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution
2152-7825 CORPORATION MAISON NÉRÉE BEAUCHEMIN	711, rue Ste-Anne, Yamachiche, Saint-Maurice	1983 03 15
1860-4926 LES COUPE-FROID DU QUÉBEC INC.	9, rue De Bretagne, Québec	1982 08 17
1862-1235 COUVRE-TOIT M. GAUTHIER INC.	375, rue Des Ruisseaux, Saint-Louis-De-Pintendre, Lévis	1982 10 21
1863-8452 C.T. PRÉCISION INC.	5137, rue Valery, Saint-Léonard, Montréal	1982 12 01
1859-4135 DANSE-ÉDUCATION-FOLKLORE DU QUÉBEC	4321, rue Bordeaux, Montréal	1982 07 05
1851-4919 DE ZÉRO À CENT ANS ALLSOPP-GAUDRY INC.	18, rue Notre-Dame, Cap-Santé, Portneuf	1981 10 19
1646-0586 LES DÉMÉNAGEMENTS CANNON 2000 INC.	1440, rue Sempie, Québec	1980 07 11
1840-1547 DÉNEIGEMENT G.P. INC.	646, boulevard des Outaouais, Pointe-Fortune, Vaudreuil	1980 10 27
1847-0823 DESORMEAUX EN FÊTE	2900, rue Truteau, bureau 414, Longueuil, Chambly	1981 06 03
2149-9314 LES DÉVELOPPEMENTS IMMOBILIERS J.L.B. INC.	3350, rue La Pérade, bureau 205, Sainte-Foy, Québec	1983 01 11
2150-5730 LES DISCIPLES DE PSI INC.	1808, rue Beaulieu est, Montréal	1983 01 24
1845-9107 LES DISTRIBUTIONS GÉRARD GAGNON INC.	502, rue Onésime Côté, La Baie, Chicoutimi	1981 04 28
1861-0147 LES DISTRIBUTIONS SPORTS, LOISIRS ET PLEIN-AIR QUÉBEC CANADA INC.	28, place Louis Hémon, Blainville, Terrebonne	1982 09 13
1857-4954 EAST PRO PHOTO SCOLAIRE INC.	5459, boulevard Bourque, Rock-Forest, Sherbrooke	1982 04 29
1852-6459 ÉCOLE DE BOXE MARTIALE DU QUÉBEC (E.B.M.Q.)	8825, rue Centrale, LaSalle, Montréal	1981 12 10
1858-1355 ÉCOLE DE MUSIQUE O-CLAIR INC.	Fermont, Saguenay	1982 05 31

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution
1854-7794 ÉCOLE D'ART CULINAIRE ST-LOUIS LTÉE	260, rue des Chênes, Saint-Pierre-de-Sorel, Richelieu	1982 02 08
2152-6868 LES ÉDITIONS NATBEC INC.	2882, chemin des Pins, Notre-Dame-de-la-Merci, Montcalm	1983 03 11
1863-2992 EMBALLAGES MICRO INC.	7645, rue Tyrol, Ville-de-Brossard, Laprairie	1982 11 18
1856-9913 ENTRAIDE CHARLESBOURG	480, 67 ^e Rue Est, Charlesbourg, Québec	1982 04 23
1864-0359 LES ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX COSMATEC INC.	5173, avenue du Parc, Montréal	1982 12 07
1851-1915 ENTREPRISES ANDRÉ LAPOINTE INC.	324, rue Richmond, Chicoutimi	1981 10 07
1843-3458 LES ENTREPRISES BOURDIARD INC.	1360, rue St-Georges, Charlesbourg-Est, Québec	1981 02 18
1846-8611 LES ENTREPRISES DU PASSANT INC.	5354, rue Taillon, Montréal	1981 05 27
1854-3793 LES ENTREPRISES D'ALIMENTATION NANTEL INC.	430 B, rue St-Jacques, Granby, Shefford	1982 01 25
1863-5102 LES ENTREPRISES ILECO INC.	4115, boulevard Ste-Anne, Beauport, Québec	1982 11 26
1850-8655 LES ENTREPRISES JACQUELINE ST-AMOUR INC.	2069, Montée Monette, Vimont, Laval	1981 09 29
1849-7206 LES ENTREPRISES JEAN-GUY DAGENAI INC.	11527, avenue des Violettes, Montréal-Nord	1981 08 21
1857-6421 LES ENTREPRISES JEAN-PAUL & VICTOR TREMBLAY INC.	920, 9 ^e Avenue, Senneterre, Abitibi	1982 05 03
1648-2580 ENTREPRISES LUC PERREAULT INC.	1292, Route de l'Église, Sainte-Foy, Québec	1980 10 09
1856-2660 LES ENTREPRISES PELMAR INC.	315, boulevard Labelle, bureau 6, Rosemère, Terrebonne	1982 03 26
2151-6240 ÉPICERIE SÉLECT LASALLE INC.	446 A, rue Dollard, Lasalle, Montréal	1983 02 16

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution
1840-1505 ÉQUIPEMENTS LOUIS GLADU INC.	5050, rue Pierre Tétreault, Montréal	1980 10 28
2150-7694 ESCOUADE DE SÉCURITÉ NAUTIQUE DU SUD-OUEST INC.	72, rue Ellen, Salaberry-de-Valleyfield, Beauharnois	1983 01 28
1855-6357 LES ESPLANADES FLEURIES INC.	229, rue Fleury ouest, Montréal	1982 03 08
1862-5905 LES ÉTOILES DE NOTRE-DAME-DE- PIERREVILLE	40, rue Principale, Notre-Dame-de- Pierreville, Yamaska	1982 11 01
1849-0359 ÉTUDIANTS AU PROGRAMME EN ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL À L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE E.P.E.P.U.S.	1745, des Milans, Bécancour, Nicolet	1981 08 04
1860-5261 ÉVA-BERT INC.	361, route 122, Saint-Edmond-De-Grantham, Drummond	1982 08 27
1856-9277 LES EXPLORATEURS DE DEUX-MONTAGNES	Deux-Montagnes	1982 04 19
1646-5759 E. SIMARD INC.	971, rue des Cèdres, Terrebonne	1980 09 08
1857-1240 E.J.A. TRANSPORT INC.	5116, rue Jeanne Mance, Montréal	1982 05 18
1853-3570 FÉDÉRATION DES AMATEURS DE SOUQUE À LA CORDE DU QUÉBEC	Route rurale numéro 4, Amos, Abitibi	1981 12 18
1844-2970 FERME 2 M INC.	184, boulevard Nobert, Longueuil, Chambly	1981 04 21
1842-3756 FERME AGRO-FORESTIÈRE DU CANTON TURGEON INC.	Route rurale numéro 1, Sainte-Véronique, Labelle	1981 01 15
1856-3239 FERME BRISSON & MALTAIS INC.	85, rue Principale nord, Sacré-Coeur, Saguenay	1982 03 26
1842-2782 FERME C.L.R. CHABOT & FRÈRES INC.	525, Route 138, Saint-Augustin-de- Desmaures, Portneuf	1981 01 12
1648-1707 LA FERME D'ÉLEVAGE ST-MATHIEU INC.	Rang St-Pierre, Saint-Mathieu, Laprairie	1980 10 06

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution
1840-5217 FERME MARCEL LEBLANC & FILS INC.	396, rue Principale, Saint-Thomas-d'Aquin, Saint-Hyacinthe	1980 11 10
1855-7173 FERME OLIVAR TREMBLAY INC.	32, rang IV, Saint-Hilarion, Charlevoix-ouest	1982 03 11
1848-9104 FERME SGARBI INC.	230, rang de l'Église, Sainte-Angèle-de-Monnoir, Rouville	1981 07 31
1852-4637 FERNAND FAVRON INC.	3650, rue Létourneau, Saint-Hubert, Chambly	1981 11 17
1647-9305 FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM SUPER 8 DU QUÉBEC INC.	Montréal	1980 09 23
1849-5093 FILMAGIE INC.	2872, rue Lemire, Sainte-Foy, Québec	1981 08 24
1863-3420 LES FLÈCHES MASKA INC.	1185, rue Villeneuve ouest, Saint-Hyacinthe	1982 11 17
1856-2850 FLEURISTE ST-NOEL CHABANEL INC.	1090, rue des Cèdres, Terrebonne	1982 03 24
1861-9643 FONDATION MONT ST-HILAIRE INC.	499, rue Fortier, Mont Saint-Hilaire, Rouville	1982 10 08
1860-7630 LA FRATERNITÉ DES POMPIERS VOLONTAIRES DE ROXTON POND INC.	655, rue Québec, Roxton Pond, Shefford	1982 09 03
1851-8530 FRITES BEAUCERONNES INC.	113, 95 ^e Rue Fraser, Beauceville-Est, Beauce	1981 10 29
1842-3491 F. BARIL & ASSOCIÉS INC.	358, rue Preising, Saint-Eustache, Deux-Montagnes	1981 01 14
2152-5647 LA GARDE PAROISSIALE DE POINTE- AU-PIC	Pointe-au-Pic, Charlevoix-Est	1983 03 11
1645-1387 GARDERIE LA BOTTINE SAUTANTE	Québec	1980 07 23
2151-7875 LE GÉNIE SURDOUÉ INC.	Montréal	1983 09 08
1647-8190 GESTION 3 CHAMPAGNE INC.	4905, rue Hervé Biron, Trois-Rivières, Saint-Maurice	1980 10 01

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution
1646-9843 GESTION CHALETS DU MONT INC.	300, rue Dupont, Beaupré, Montmorency	1980 08 06
2151-0581 GESTION CLAUDE HINSE INC.	11919, boulevard St-Germain, Montréal	1983 02 02
1858-8590 GESTION DAN LTÉE	25, rue Montcalm sud, Candiac, Laprairie	1982 06 14
1852-8091 GESTION D.L.R. INC.	4573, rue Adam, Montréal	1981 12 01
1843-7665 GESTION FERMAGE INC.	220, rue Dunant, Trois-Rivières, Saint-Maurice	1981 03 03
1859-9209 GESTION GILLES LESSARD INC.	539, rue Queen, Greenfield Park, Chambly	1982 07 22
1840-5613 GESTION LEPINE & HIVON INC.	271, rue Ste-Anne, Sainte-Anne-de-la-Pérade, Champlain	1980 11 12
1861-4370 GESTION MATHERS INC.	400, rue Hector Lanthier, Saint-Eustache, Deux-Montagnes	1982 09 16
1859-6031 GESTION SERLOU INC.	4050, boulevard du Jardin, Charlesbourg, Québec	1982 07 13
1862-5392 GESTIONS DIFLAN INC.	1684, rue St-Calixte, Plessisville, Mégantic	1982 10 29
1855-5854 GILLES COUTURE & ASS. LTÉE	30, boulevard St-Cyrille est, Québec	1982 03 04
1862-4429 LE GROUPE AMCO INC.	777, rue de la Commune ouest, bureau 300, Montréal	1982 10 20
1860-2995 LE GROUPE CONNEXE INC.	1020, rue Ploermel, Sillery, Québec	1982 08 09
1854-6150 LE GROUPE D'ACTION CIVIQUE DE ST-PATRICE INC.	379, rue des Chutes, Saint-Patrice-de- Beaurivage, Lotbinière	1982 02 05
1858-7402 GROUPE NOURRISON-LAIT, RÉGION 04	447, rue Lacroix, La Tuque, Champlain	1982 06 16

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution
1847-6879 LE GROUPE «OCCASION» DE CHARLEVOIX INC.	102, rue Lapointe, Clermont, Charlevoix-Est	1981 05 01
1863-8742 HOCKEY-BALLE DRUMMOND INC.	212, rue Laurier, Drummondville, Drummond	1982 12 02
1645-8721 IMAGE ET PAYSAGE INC.	1735, chemin Royal, Saint-Jean Île Orléans, Montmorency 2	1980 07 04
1848-0673 LES IMMEUBLES SAURON INC.	5115, avenue Trans Island, bureau 200, Montréal	1981 06 29
1858-4151 INDUSTRIE CAMO INC.	2187, rue Larivière, Montréal	1982 05 26
1846-3893 INFO-GESTRIE INC.	161, rue Principale, Granby, Shefford	1981 05 12
1846-2382 INSTITUT DE RECHERCHE ET D'HISTOIRE FRANCE-NOUVEAU- MONDE	1650, avenue Maisonneuve, Duvernay, Laval	1981 06 25
1842-3087 LES INVESTISSEMENTS CARLETON INC.	1636, boulevard Perron, Carleton, Bonaventure	1981 01 13
1647-5832 LES ISOLATIONS G.P. INC.	2240, rue Lise, Lasalle, Montréal	1980 09 16
1860-7754 LE JARDIN D'ENFANTS L'EAU VIVE INC.	160, rue André Chénier, Sainte-Rose, Laval	1982 09 07
2149-7912 LES JARDINS MANDALA	Route rurale numéro 1, La Patrie, Compton	1983 03 24
1849-1134 JEAN-GUY NADON INC.	321, rue Fabre, Joliette	1981 08 07
1841-2841 JEAN-PIERRE BERTRAND INC.	585, 76 ^e Rue ouest, Charlesbourg, Québec	1980 12 03
1862-2696 JOLIETTE DUPUIS SERVICE INC.	47, rue Riendeau, Saint-Charles-Borromée, Joliette	1982 10 15
1849-5515 JOURNAL LE SEXTANT INC.	Chevery, Saguenay	1981 08 28
1852-0510 JULES JEANSON INC.	1102, route 111 est, Amos, Abitibi	1981 11 06
1859-9902 JURISCONCEPT INC.	1833, rue Sherbrooke est, Montréal	1982 08 03

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution
1858-6578 J. ROBERT DUPUY INC.	246, rue Grand Cap-Sa, Pont-Rouge, Portneuf	1982 06 08
2150-0707 LAVERIE GAUFI INC.	290, rue St-Joseph, La Tuque, Champlain	1983 01 07
2153-1587 LIGUE DE BALLE POUR JEUNES FILLES VILLE DE LE GARDEUR	146, rue de la Place, Le Gardeur, L'Assomption	1983 05 09
1840-3568 LA LIGUE DE BOWLING MONTRÉAL- BARBADES	1309, rue Éthier, Chomedey, Laval	1980 11 05
1647-9859 LIGUE DE HOCKEY FORESTIÈRE D'ABITIBI-OUEST INC.	385, rue du Parc, La Sarre, Abitibi	1980 09 30
1856-5820 LIGUE DE HOCKEY JEUNESSE DES LAURENTIDES	Laurentides, L'Assomption	1982 03 31
1851-6849 LA LIGUE DE HOCKEY LES DYNAMIQUES INC.	Huntingdon	1981 11 03
1860-7911 LIGUE DE HOCKEY LES CHUTES INC.	307, rue Principale, Saint-Etienne-De-Lauzon, Lévis	1982 09 08
1860-7697 LA LIGUE DE HOCKEY LES VIEUX DE MONTRÉAL INC.	435, rue Verreau, Longueuil, Chambly	1982 09 03
1847-8867 LA LIGUE DE QUILLES AMICALE RIVE-SUD INC.	6155, Place de la Savanne, Saint-Hubert, Chambly	1981 06 25
1845-8372 LIGUE DE QUILLES DUGUAY ET FILS	Gatineau, Hull	1981 06 26
2151-1282 LIGUE DE SOCCER SENIOR RICHELIEU-YAMASKA	3580, rue St-Charles, Saint-Hyacinthe	1983 02 09
1646-2822 LIGUE HOCKEYTECH INC.	438, rue Branly, Laval-des-Rapides, Laval	1980 08 04
1856-9632 LIGUE RÉGIONALE DE BALLE RAPIDE MANICOUAGAN INC.	19, rue Alfred-Poulin, Baie-Comeau, Saguenay	1982 04 21
1860-9719 LIGUE THÉRÉSIEENNE DE TOUCH FOOTBALL	252, boulevard Labelle, Sainte-Thérèse, Terrebonne	1982 09 13
1861-0444 LIQUIDATION BENNETT INC.	2110, rue Bennett, Edifice 10, Montréal	1982 09 02

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution
1848-1804 LES LIQUIDATIONS DUCHAT INC.	5564, Basile Patenaude, Montréal	1981 07 03
1646-1741 LES LOISIRS NOCTAMBULES INC.	9061, boulevard Lasalle, Lasalle, Montréal	1980 07 22
1863-2745 LUCIEN VEILLEUX INC.	2225, rue Cousineau, Jonquière, Chicoutimi	1982 11 17
2151-1449 MAISON DANUBE INC.	351, avenue Melville, Westmount, Montréal	1983 02 09
1860-2623 MARCHÉ ST-AMAND INC.	4, rue Arpin, Sorel, Richelieu	1982 08 05
1861-0220 LES MÉNESTRELS DES LOISIRS FAMILIAUX DE ROSEMONT	Montréal	1982 09 22
1647-2482 LES MINI-SYSTÈMES J.P.R. INC.	4515, Montée St-Hubert, Saint-Hubert, Chambly	1980 08 22
1862-3884 MISSION AGAPE INC.	8235, 24 ^e Avenue, bureau 1, Montréal	1982 10 27
1852-5477 LES NETTOYEURS ASSOCIÉS GAGNÉ & TREMBLAY INC.	2952, avenue Lebrun, Montréal	1981 11 23
1857-3378 NETTO-PARCS INC.	2267, rue St-Jean Baptiste, Ancienne-Lorette, Québec	1982 04 22
1851-2103 NOYANDALE FERME INC.	795, route 225, Saint-Georges-de- Clarenceville, Missisquoi	1981 10 08
1858-5612 OBEC TÉLÉMOBILES INC.	80, rue Devault, Hull	1982 06 02
1841-1876 OPÉRA FÊTE INC.	3454, rue St-Denis, Montréal	1980 05 13
1850-9786 L'OPINION DE L'EST SERVICE DE COLLECTE DES DONNÉES INC.	430, rue Jeanne-d'Arc, Salaberry-de-Valleyfield, Beauharnois	1981 10 02
1841-3385 OPTIQUE GRANBY INC.	315, rue Principale, Granby, Shefford	1981 01 06
1645-9158 ORCHESTRE CIVIQUE DE MONTRÉAL	1155, rue Metcalfe, bureau 809, Montréal	1980 07 07

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution
1849-3924 ORGANISATION CENTRALE DES LOISIRS (O.C.D.L.)	Notre-Dame-du-Nord, Témiscamingue	1981 08 20
1646-8241 LE PAREO INC.	26, rue Boucher, Joliette	1980 07 24
1852-6780 PATATRAS	Saint-Hubert, Chambly	1981 12 02
1856-6323 LE PATIN POPULAIRE	67, avenue Laurier, Baie-Comeau, Saguenay	1982 02 11
1857-8369 PÊCHERIES E.L. DUNN INC.	1100, boulevard Cap-des-Rosiers, Gaspé, Gaspé-est	1982 05 06
1861-6680 LES PEINTURES R.V. INC.	1285, boulevard Raymond, Beauport, Québec	1982 09 24
2153-0613 PÉPINIÈRE 440 INC.	8920, rue Pascal-Gagnon, Saint-Léonard, Montréal	1983 03 23
1858-8285 PÉTRO-SUN RÉCYCOM INC.	2290, avenue de la Métropole, Longueuil, Chambly	1982 06 14
1856-8857 PHOTOLAB DES LAURENTIDES (ST-JÉRÔME) INC.	300, rue Bédard, Route rurale numéro 1, B.G. 817, Sainte-Sophie, Terrebonne	1982 04 14
2153-0522 LES PLACEMENTS AVANCE INC.	290, rue Court, Granby, Shefford	1983 03 22
1858-0985 PLACEMENTS DU NORD (1982) INC.	2630, boulevard Ste-Geneviève, Route rurale numéro 6, Chicoutimi	1982 05 18
1856-6745 LES PLACEMENTS E.M.B. INC.	227, Rive Darwin, Verdun, Montréal	1982 04 06
2151-0565 LES PLACEMENTS GENDREAU LTÉE	542, rue de l'Épée, Saint-Jérôme, Terrebonne	1983 02 02
1844-8563 PLACEMENTS LOUISE MONTMINY INC.	895, rue de Boucherville, Drummondville, Drummond	1981 03 30
1863-2299 LES PLACEMENTS MICHELON INC.	7867, rue Durocher, bureau 3, Montréal	1982 11 15

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution
1841-8947 PLACEMENT INC.	141, rue Clément, Saint-Alexis-des-Monts, Maskinongé	1980 12 22
1846-8819 PLOMBERIE, CHAUFFAGE YVON LÉGER INC.	1348, boulevard Ducharme, La Tuque, Champlain	1981 05 27
2151-1373 POINT DE RALLIEMENT DES FEMMES HAITIENNES	Montréal	1983 02 09
1843-6139 POLYCONSEIL INTERNATIONAL INC.	417, rue de la Corderie, Bernières, Lévis	1981 02 25
1648-3968 LES PORCHERIES ST-CONSTANT INC.	700, rue St-Pierre sud, Saint-Constant, Laprairie	1980 10 17
1862-9063 PRODUCTIONS DE L'ESTAMPE LTÉE	1278, rue Panet, Montréal	1982 11 03
1842-9100 LES PRODUCTIONS M.A.S. INC.	353, rang Bord de l'Eau, Saint-Bernard, Dorchester	1981 02 04
1857-3030 PROMASSE INC.	4930, avenue St-Kevin, bureau 7, Montréal	1982 04 30
2152-8591 LES PROMOTIONS L.N.I. INC.	135, rue du Port, bureau 204, Montréal	1983 03 18
1847-2027 QUINCAILLERIE JUBINVILLE INC.	1224, avenue Van Horne, Outremont, Montréal	1981 06 03
1845-0163 RADIO & TÉLÉVISION KING (1981) INC.	4695, avenue Charlevoi, Montréal-Nord	1981 04 06
1854-3314 LES RÉCUPÉRATEURS DU COMTÉ DE GASPÉ INC.	301, boulevard Saint-Majorique, Gaspé, Gaspé-Est	1982 01 22
2153-2577 RECYCLAGE DE CARTONS ST-JEAN INC.	104, rue des Champs, Albanel, Lac St-Jean Ouest	1983 03 25
2151-3452 REGROUPEMENT DES ARTISANES EN TRICOT ET CROCHET DES CANTONS	1265, rue Lalemant, bureau 1, Sherbrooke	1983 02 14
1863-5946 REGROUPEMENT DES ÉTUDIANTS DU CEGEP DE ST-FÉLICIEN	1105, boulevard Hamel, local E-106, Saint-Félicien, Lac Saint-Jean-Ouest	1983 03 22

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution
2151-1480 RELAIS DU PARTAGE	246, rue Principale, Saint-François-de-Sales, Lac Saint-Jean-Ouest	1983 11 07
1852-6004 LA RENCONTRE SAINT-SACREMENT	755, avenue Marguerite Bourgeois, bureau 31, Québec	1981 11 23
1863-3362 RENOUVEAU PLACE RICHELIEU INC.	Lemoynes, Chambly	1982 11 16
1857-8443 LES RÉNOVATIONS VILLE-MARIE LTÉE	7964, rue Foucher, Montréal	1982 05 07
1645-8036 RÉSEAU 35 INC.	34, Place Bourget nord, Joliette	1980 07 02
1857-9615 ROLCHPAT, REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE LOISIRS POUR CITOYENS HANDICAPÉS DE POINTE-AUX-TREMBLES	Montréal	1982 05 25
1647-0346 R.B.N. CARON INC.	574, rue Principale, Saint-Eugène, Lac Saint-Jean-Ouest	1980 08 20
1860-7101 R.L. TAXI INC.	777, rue Duvernay, Longueuil, Chambly	1982 08 23
1845-3696 SALLE DE RÉCEPTION EDELWEISS LTÉE	630, rue Jean-Talon ouest, Montréal	1981 04 15
1854-0997 SANTÉ ET RESSOURCES FUTURISTES LTÉE	1083, rue de Vinci, Saint-Jean-Chrysostôme, Lévis	1982 01 19
1847-7547 SEMAINE DU GRAND GALOP WESTERN LAC-MÉGANTIC INC.	Route rurale 1, Lac Mégantic, Frontenac	1981 06 15
1842-8078 LES SENTINELLES VAL D'OR INC.	435, rue Ayotte, Val D'Or, Abitibi	1981 02 09
1840-9953 SERVICE DE FOSSES SEPTIQUES J.V. INC.	561 A, rue Desbiens, La Tuque, Champlain	1980 11 28
1858-9184 LE SERVICE DE RAMONAGE DE RIMOUSKI INC.	361, rue Ross, Rimouski	1982 06 23
1857-2206 SERVICE INFORMATIQUE CARILLON LTÉE	304, avenue Desmarreau, Laval-des-Rapides, Laval	1982 04 20

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution
1846-3745 SOCIÉTÉ DE GESTION S.S.B. LTÉE	121, rue Cockburn, Drummondville, Drummond	1981 05 12
1840-0838 LA SOCIÉTÉ DE GESTION TOHEM ABENAKIS INC.	Sainte-Claire, Dorchester	1980 10 22
1842-0661 SOCIÉTÉ DE PHOTOGRAPHIE NATURALISTE DU QUÉBEC	10640, rue Parthenais, Montréal	1981 01 05
1843-0934 LA SOCIÉTÉ DE PROMOTION PORTUAIRE DE MONTRÉAL	1080, Côte du Beaver Hall, Montréal	1981 02 20
1862-7828 SOCIÉTÉ DE T'AI CHI CHUAN DU QUÉBEC INC.	2385, bas de la Rivière, Nicolet	1982 11 04
1842-3871 SOCIÉTÉ DES FESTIVALS POPULAIRES DE LA RÉGION DU SAGUENAY-LAC ST-JEAN INC.	Alma, Lac-Saint-Jean-Est	1981 01 12
1850-7483 LA SOCIÉTÉ DES PIONNIERS LTÉE	496, 11 ^e Rue, Québec	1981 09 30
1856-1670 SOPRAM LTÉE	11290, avenue de Bois-de- Boulogne, Montréal	1982 03 22
1855-6118 SOUS-SOL AU GRENIER INC.	8013, boulevard Wilfrid- Pelletier, Anjou, Montréal	1982 03 02
2150-7496 LES SPECTACLES MLE CARIFESTA INC.	Dollard-des-Ormeaux, Montréal	1983 01 27
1848-5771 SPORT LANGLOIS ASBESTOS INC.	557, 1 ^{re} Avenue, Asbestos, Richmond	1981 07 16
1857-8666 STATION DE SERVICE J. GABRIEL INC.	5175, boulevard Robert, Saint-Léonard, Montréal	1982 05 10
1842-1602 SUPERMARCHÉ SUZANNE INC.	468, boulevard du Havre, Salaberry-de-Valleyfield, Beauharnois	1980 12 30
1854-9923 SYMPHONIE DE CUIVRES CONSORTIUM	2262, boulevard Grand, Montréal	1982 03 15
1863-7058 TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE CENTRE MAURICIE INC.	2125, rue St-Jacques, Shawinigan, Saint-Maurice	1982 11 29
1645-2369 LA TABLE D'ÉMERAUDE	Québec	1980 06 10

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution
1845-7614 LE THÉÂTRE DES TROIS PETITS TOURS INC.	1300, avenue Chanoine Morel, Sillery, Québec	1981 04 27
1842-7906 LE THÉÂTRE EN PIÈCES	968, rue Riel, Saint-Vincent-de-Paul, Laval	1981 02 06
1853-9106 THÉÂTRE EXPÉRIMENTAL VOLCAN	100, rue de l'Évêché ouest, Rimouski	1982 01 28
1845-7440 THÉÂTRE LES FUGACES DE CHANDLER INC.	Chandler, Gaspé-Est	1981 10 01
2152-1612 THÉÂTRE «LE RESSAC»	444, rue Latourelle, bureau 2, Québec	1983 09 14
1852-3571 LES TOURBILLONS DE SHAWINIGAN	1538, rue Georges, Shawinigan, Saint-Maurice	1981 11 17
1859-4713 LE TOURNOI DE BASEBALL A.R.C. N. MOUSTIQUE DE JONQUIÈRE	3933, rue St-Pierre, Jonquière, Chicoutimi	1982 07 08
1861-5906 TOURNOI DE HOCKEY INTERMÉDIAIRE DE GUIGUES INC.	Rue Principale, Saint-Bruno-De-Guigues, Témiscamingue	1982 10 01
1864-8451 TRANSPORT BERNARD JULIEN INC.	550, rue Bédard, Sainte-Thècle, Champlain	1982 12 21
1847-1599 TRANSPORT GEORGES GIRARD INC.	3453, rue Agnès, Lac Mégantic, Frontenac	1981 06 01
2152-7254 TRANSPORT GROLEAU ET MATHIEU INC.	95, rue Fraser est, Beauceville, Beauce	1983 03 23
1858-6313 TRANSPORT J.A. STE-MARIE & FILS INC.	2890, rue Quevillon, bureau 303, Saint-Hubert, Chambly	1982 06 07
1855-2984 TRANSPORT ROSAIRE INC.	345, Montée St-Michel, Saint-Michel, Napierville	1982 02 25
2151-9483 TRIHANO	985, rue Bureau, Rouyn-Noranda, Témiscamingue	1983 04 11
1846-5369 VEGETABEC INC.	2270, avenue Nightingale, Dorval, Montréal	1981 05 20
1859-8821 VÉLO CYCLE DE CHÂTEAUGUAY	5, boulevard Youville, Châteauguay	1982 08 03

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution
1862-5707 LES VUES ANIMÉES DE JONQUIÈRE	3901, rue de Lyon, Jonquièrre, Chicoutimi	1982 10 08
1844-9983 V.D. MAINGUY INC.	4440, promenade des Soeurs, Cap-Rouge, Québec	1981 04 03
1844-2905 WILFRID ST-ÉLIEN TAXIS INC.	4470, rue Bouchard, Saint-Hubert, Chambly	1981 04 06
2431		

La ministre déléguée aux Finances,
LOUISE ROBIC

Sociétés de prêts et de placements — Loi sur les

TOYOTA CREDIT CANADA INC.

Avis est, par les présentes, donné que le ministre déléguée aux Finances a accordé le 7^e jour de février 1991 un permis à TOYOTA CREDIT CANADA INC. en vertu de la Loi sur les sociétés de prêts et de placements. L'adresse du bureau principal de la corporation au Québec est au 800, place Victoria, Montréal, H4Z 1C2, district judiciaire de Montréal. L'agent principal de la corporation aux fins de recevoir les significations en toutes actions et procédures exercées contre elle au Québec est Me Pierre de Grandpré, 800, place Victoria, 25^e étage, Montréal, H4Z 1C2.

Montréal, le 6 mars 1991

Les procureurs,
DE GRANDPRÉ, GODIN

71870-12-4

Taux d'intérêt sur les créances du gouvernement

Taux d'intérêt sur les créances de la couronne

Avis est donné que le taux d'intérêt sur les créances de la Couronne, déterminé conformément à l'article 28R2 du Règlement sur l'administration fiscale (R.R.Q., 1981, c. M-31, r. 1) tel que modifié, pour le trimestre débutant le 1^{er} avril 1991 et se terminant le 30 juin 1991 est de 14 %.

Le sous-ministre,
BERNARD ANGERS

2441

Ventes par licitation

Longueuil

Jugement en licitation
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Longueuil
Nos 500-05-005133-903
505-18-000008-912

ANGELINA SAMPOGNA, domiciliée et résidant au 97, rue Mozart, ville et district de Montréal, partie demanderesse, contre LES HÉRITIERS DE FEU GUISEPPE DILULLO, tous ici assignés collectivement au dernier domicile du défunt, soit au 5625, rue Parnasse à Brossard, district judiciaire de Longueuil, province de Québec, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Laprairie, mis en cause.

« Un emplacement ayant front sur la rue Parnasse dans la ville de Brossard, connu et désigné comme étant le lot numéro cent quatre-vingt et un de la subdivision du lot numéro quatre, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine; avec la bâtisse y érigée portant le numéro 5625, rue Parnasse. Sujet à la servitude existant en faveur de Gaz Métropolitain Inc., telle que créée dans l'acte dûment enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Laprairie sous le numéro 101229. Et avec et sujet à une servitude réciproque de droit de vue, telle que créée dans un acte dûment enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Laprairie sous le numéro 102194 et à une servitude de droit de passage telle que créée dans le même acte dûment enregistré à ladite division de Laprairie sous le numéro 102194. Telle que ladite propriété demeure, avec tous ses droits, circonstances et dépendances, sans exception ni réserve de la part du vendeur. »

La mise à prix est fixée à 21 152,50 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Longueuil, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Laprairie, 214, rue Saint-Ignace, La Prairie, QC, le HUITIÈME jour de MAI 1991 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
ÉLIZABETH S. GOBEILLE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Longueuil, le 6 mars 1991

71836

Ventes par shérif

AVIS PUBLIC est, par la présente, donné que les terres et héritages sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs mentionnés plus bas.

Beauce

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Beauce
C.S.B. 350-05-000245-900
S. 350-18-000004-912

CAISSE POPULAIRE DE STE-MARIE DE BEAUCE, 275, avenue Marguerite-Bourgeois, Sainte-Marie, Beauce, partie défenderesse, contre **LES PRODUITS ISOLOFOAM INC.**, 1346, boulevard Vachon Nord, Sainte-Marie, QC, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de Beauce, mis en cause.

« A) Un immeuble connu et désigné comme étant une partie de la subdivision cinquante-neuf du lot originaire numéro six cent soixante-douze (ptie 672-59) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Marie, division d'enregistrement de Beauce. Cette partie du lot 672-59 est bornée et décrite comme suit: vers le nord-ouest par le lot 673-64, mesurant le long de cette limite deux cents pieds (200 pi), vers le nord-est par le lot 672-76, mesurant le long de cette limite cent vingt-six pieds et trois dixièmes (126,3 pi); vers le sud-est par le lot 672-16, mesurant le long de cette limite cent dix pieds et neuf dixièmes (110,9 pi) et par le lot 673-111 (1^{re} Avenue), mesurant le long de cette limite cinquante et un pieds et sept dixièmes (51,7 pi); vers le sud par le lot 672-11 (1^{re} Avenue), mesurant le long de cette limite quarante-sept pieds et un dixième (47,1 pi) le long d'un arc de cercle d'un rayon de trente pieds (30 pi); et vers le sud-est par le chemin public du boulevard Vachon Nord, mesurant le long de cette limite soixante pieds (60 pi). Superficie: ledit immeuble contient vingt et un mille quatre cent quarante pieds carrés (21 440 pi²). »

« B) Un immeuble connu et désigné comme étant la subdivision soixante-seize du lot originaire numéro six cent soixante-douze (672-76) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Marie, division d'enregistrement de Beauce. Superficie: ledit immeuble contient soixante-deux mille cent cinquante pieds carrés (62 150 pi²). »

« C) Un immeuble connu et désigné comme étant la subdivision cent du lot originaire numéro six cent soixante-douze (672-100) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Marie, division d'enregistrement de Beauce. Superficie: ledit immeuble contient cinquante-neuf mille huit cent sept pieds carrés (59 807 pi²). »

Le tout avec bâtisses dessus construites, portant le numéro d'immeuble 1338, boulevard Vachon Nord, Sainte-Marie de Beauce, circonstances et dépendances et servitudes actives et passives. »

« D) Un immeuble connu et désigné comme étant la subdivision cent quarante et un du lot originaire numéro six cent soixante-

treize (673-141) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Marie, division d'enregistrement de Beauce; avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et servitudes actives et passives. La bâtisse érigée sur ledit immeuble porte le numéro d'immeuble 1346, boulevard Vachon Nord à Sainte-Marie de Beauce, province de Québec, G2E 1N4. Avec et y compris l'ameublement, les équipements fixes, l'agencement et autres objets qui sont ou seront sur ou dans l'immeuble et qui sont ou seront considérés immeubles par destination. »

La mise à prix des immeubles « A », « B » et « C » est fixée à 131 678,75 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra payer au shérif de Beauce, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, au moment de l'adjudication.

La mise à prix de l'immeuble « D » est fixée à 361 504,25 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra payer au shérif de Beauce, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Beauce, 111, 107^e Rue de la Station, Beauceville, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL 1991 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
DENYSE B. LESSARD

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Joseph-de-Beauce, le 5 mars 1991

71827

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
C.S.B. 350-05-000260-909
S. 350-18-000001-918

LA CAISSE POPULAIRE DE ST-BENOIT LABRE, corporation légalement constituée en vertu de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit, ayant son siège social au 152, rue Principale, Saint-Benoit-Labre, G0M 1P0, partie demanderesse, contre **RACHEL VEILLEUX**, domiciliée et résidant au 12008, 1^{re} Avenue, Saint-Georges-Est, G5Y 2E1, partie défenderesse.

« Un terrain situé dans la municipalité de Saint-Benoit, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro vingt et un A (ptie 21-A), rang Sept (rg 7), Shenley-Nord, division d'enregistrement de Beauce. Mesures anglaises: mesurant cent vingt-trois pieds (123 pi) de largeur dans ses lignes est et ouest par deux cent quarante-cinq pieds (245 pi) de profondeur des deux (2) autres côtés. Bornes: ce terrain est borné à l'est au chemin public, vers le sud à une partie du lot 20-B, appartenant à monsieur Réginald Boulanger et une partie du lot 20-B, appartenant à monsieur Marcel Doyon et Léo Paul Roy Inc. ou représentants, vers l'ouest et le nord au résidu du lot 21-A, appartenant à monsieur Marcel Doyon et Léo Paul Roy Inc. ou représentants; le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et portant le numéro d'immeuble 540, rang 6, Saint-Benoit-Labre, comté de Beauce, QC. »

La mise à prix est fixée à 9 450,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des

Affaires municipales, que l'adjudicataire devra payer au shérif de Beauce, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Beauce, 111, 107^e Rue de la Station, Beauceville, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL 1991 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
DENYSE B. LESSARD

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Joseph-de-Beauce, le 5 mars 1991

71825

Beauharnois

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Beauharnois
Nos 760-18-00008-913
500-02-010381-907

GILLES ÉMOND, comptable agréé, faisant affaires sous les nom et raison sociale de MAHEU NOISEUX au 2, complexe Desjardins, bureau 2000, Montréal, partie demanderesse, contre MIRAGE YACHTS LTD./1219-4346 QUÉBEC INC., corporation légalement constituée, ayant son bureau principal au 887, boulevard Harwood, Vaudreuil, partie défenderesse.

« I. Un terrain de configuration irrégulière donnant sur le boulevard Harwood à Vaudreuil, comté de Vaudreuil, terrain désigné au cadastre de la paroisse de Saint-Michel-de-Vaudreuil comme faisant partie du lot originaire numéro mille six cent soixante-dix (ptie 1670). Dans le sens de la largeur: sa limite frontale ou sud-est, qui longe le boulevard Harwood, est constituée de deux segments de cent treize pieds et cinquante centièmes (113,50 pi) et cent quinze pieds et soixante-huit centièmes (115,68 pi) respectivement, tandis que sa limite arrière, ou nord-ouest, mesure deux cent vingt-cinq pieds et soixante-neuf centièmes (225,69 pi); dans le sens de la profondeur: sa limite nord-est mesure trois cent soixante-treize pieds et soixante-six centièmes (373,66 pi), et sa limite sud-ouest, trois cent trente-deux pieds (332 pi); sa superficie est de quatre-vingt mille deux cent trente et un pieds carrés (80 231 pi²), le tout en mesures anglaises et plus ou moins. Ce terrain est borné ainsi: sur le devant, au sud-est, par une autre partie du lot numéro 1670, étant le boulevard Harwood; par derrière, au nord-ouest, par une partie du lot numéro 238, appartenant à la Compagnie de chemin de fer Canadien National; sur un côté, au nord-est, par une autre partie du lot numéro 1670; sur l'autre côté, au sud-ouest, par le lot numéro 1670-3.

La partie susdite du lot numéro mille six cent soixante-dix (ptie 1670) est maintenant désignée comme étant la subdivision numéro cinq du lot originaire numéro six cent soixante-dix (1670-5).

Le tout, tel qu'il apparaît sur un plan dressé par Roger Trudeau, arpenteur-géomètre, le deux novembre mil neuf cent soixante-treize (1973), sous le numéro 15-512-1. Copie de ce plan demeure annexée à l'original de l'acte de vente reçu par F. Édouard Belliveau, notaire, le huit novembre mil neuf cent soixante-treize (1973), sous la minute numéro 17767, et enregistré à Vaudreuil sous le numéro 128539.

Ce fonds est grevé des servitudes suivantes:

1. une servitude d'aqueduc et d'égout, créée par un acte enregistré à Vaudreuil sous le numéro 73110; et
2. une servitude au profit de Gatineau Power Co., créée par un acte enregistré à Vaudreuil sous les numéros 62144 et 61144.

II. Un terrain donnant sur le boulevard Harwood à Vaudreuil, comté de Vaudreuil, terrain désigné au cadastre de la paroisse de Saint-Michel-de-Vaudreuil comme faisant partie du lot originaire numéro mille six cent soixante-dix (ptie 1670). Ce terrain a soixante-quinze pieds (75 pi) de largeur dans ses limites sud-est et nord-ouest; il a une profondeur de trois cent soixante-treize pieds et soixante-six centièmes (373,66 pi) dans sa limite sud-ouest et une profondeur de trois cent quatre-vingt-quatre pieds et soixante-quatorze centièmes (384,74 pi) dans sa limite nord-est; sa superficie est de vingt-huit mille trois cent onze pieds carrés (28 311 pi²), le tout en mesures anglaises et plus ou moins. Ce terrain est borné ainsi: sur le devant, au sud-est, par le boulevard Harwood (étant une autre partie du lot numéro 1670); par derrière, au nord-ouest, par le terrain appartenant à la Compagnie de chemin de fer Canadien National (étant une partie du lot numéro 238); sur un côté, au sud-ouest, par le lot numéro 1670-5, même cadastre; sur l'autre côté, au nord-est, par une autre partie du lot numéro 1670, demeurant la propriété de Antonin Meloche ou de ses représentants. Le tout, tel qu'il apparaît sur un plan dressé par Jean-Charles Legault, arpenteur-géomètre, le vingt-huit mars mil neuf cent soixante-dix-huit (1978), dossier numéro 259670; ce plan demeure annexé à l'original de l'acte de vente reçu par F. Édouard Belliveau, notaire, le onze avril mil neuf cent soixante-dix-huit (1978), sous la minute numéro 21492, et enregistré à Vaudreuil sous le numéro 155164.

Ce fonds est grevé des servitudes suivantes:

1. une servitude d'aqueduc et d'égout, créée par un acte enregistré à Vaudreuil sous le numéro 73110; et
2. une servitude au profit de Gatineau Power Co., créée par un acte enregistré à Vaudreuil sous les numéros 62144 et 61144.

III. Un terrain situé à Vaudreuil, comté de Vaudreuil, et désigné au cadastre de la paroisse de Saint-Michel-de-Vaudreuil comme faisant partie du lot originaire numéro mille six cent soixante-cinq (ptie 1665).

Ce terrain a les dimensions suivantes: deux cent soixante-seize pieds et six dixièmes (276,6 pi) dans sa limite sud-ouest, trois cent vingt-deux pieds et six dixièmes (322,6 pi) dans sa limite ouest, étant une courbe ayant un rayon de cinq cent soixante et un pieds et cinq dixièmes (561,5 pi), deux cent cinquante-neuf pieds et huit dixièmes (259,8 pi) dans sa limite nord-est, deux cent soixante-dix pieds et six dixièmes (270,6 pi) dans sa limite est, deux cent quarante-neuf pieds et six dixièmes (249,69 pi) dans sa limite sud. Il a une superficie de cent seize mille cinq cent soixante-quinze pieds carrés (116 575 pi²), mesures anglaises et plus ou moins.

Ce terrain est borné ainsi: au sud-ouest par une autre partie du lot originaire numéro 1665 (chemin Saint-Antoine), à l'ouest par une autre partie du lot originaire numéro 1665 (voie publique), au nord-est à l'est et au sud par d'autres parties du lot originaire numéro 1665. Sa limite sud est à dix pieds (10 pi) au nord de la ligne de division des lots numéros 1665 et 1662, même cadastre.

Le tout, tel qu'il apparaît sur un plan dressé par Clément Arsenault, arpenteur-géomètre, le sept novembre mil neuf cent soixante-dix-neuf (1979), sous le numéro 646; ce plan demeure annexé à l'original de l'acte de vente reçu par Pierre-André

Lamare, notaire, le quatre décembre mil neuf cent soixante-dix-neuf (1979), sous la minute numéro 8935, et enregistré à Vaudreuil sous le numéro 165358.

Avec le bâtiment qui s'y trouve et qui porte le numéro d'immeuble 887 du boulevard Harwood à Vaudreuil, QC.

Que, en vertu du certificat de prorogation daté du 20 avril 1989, Mirage Yachts Ltd. a prorogé son existence sous le nom de 1219-4346 QUÉBEC INC. »

La mise à prix a été fixée à 267 468,38 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Vaudreuil, 420, boulevard Roche, Vaudreuil, J7V 2N1, le SEPTIÈME jour de MAI 1991 à DIX heures.

Le shérif,
GILBERT FOREST

Bureau du shérif
Cour supérieure
Valleyfield, le 25 février 1991

71867

Iberville

Bref de saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District d'Iberville
Nos 755-05-000330-900
755-18-000002-916

LA FINANCIÈRE COOPÉRANTS PRÊTS-ÉPARGNE INC., partie demanderesse, contre 2639-2829 QUÉBEC INC., et PIERRE POLIQUIN, et PLACEMENTS LECTO INC., parties défenderesses, et LE RÉGISTRATEUR du bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement d'Iberville.

Désignation

Un emplacement ayant front sur la montée Saint-Luc en la ville de Saint-Luc, connu et désigné comme suit, savoir:

A) une partie du lot originaire numéro un (ptie 1), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Luc, division d'enregistrement de Saint-Jean, de figure irrégulière, bornée vers le nord par une partie du lot 3-17, vers l'est par les lots 1-43 et 103, vers le sud par la montée Saint-Luc et vers l'ouest par une autre partie du lot originaire 1, tous dudit cadastre; mesurant cinq cents pieds (500 pi) dans la ligne nord, quatre-vingt-treize pieds et quatre dixièmes (93,4 pi) dans sa ligne est, deux cent cinquante pieds (250 pi) dans sa première ligne sud, deux cents pieds (200 pi) dans sa deuxième ligne est, deux cent cinquante pieds (250 pi) dans sa deuxième ligne sud et deux cent quatre-vingt-quatorze pieds et cinq dixièmes (294,5 pi) dans sa ligne ouest et contenant une superficie de quatre-vingt-seize mille neuf cent soixante-quinze pieds carrés (96 975,0 pi²), mesures anglaises et plus ou moins;

B) une partie du lot originaire numéro un (ptie 1), auxdits plan et livre de renvoi officiels, de figure rectangulaire, bornée vers le nord par une partie du lot 3-17 (rue), vers l'est et le sud par d'autres parties du lot originaire 1 et vers l'ouest par le lot 1-43,

tous dudit cadastre, mesurant cent pieds (100 pi) de largeur par une profondeur de cent quatre-vingt-douze pieds et quatre dixièmes (192,4 pi) et contenant une superficie de dix-neuf mille deux cent quarante pieds carrés (19 240,0 pi²), mesures anglaises et plus ou moins;

C) une partie du lot originaire numéro trois (ptie 3), auxdits plan et livre de renvoi officiels, de figure rectangulaire, bornée au nord par le lot 3-83 (rue), à l'est par une partie du lot 3 (rue), au sud par une partie du lot 3-81, à l'ouest par le lot 3-82 (rue), tous dudit cadastre, mesurant trois cent quarante pieds (340 pi) de largeur par quatre-vingt-cinq pieds et sept dixièmes de pied (85,7 pi) de profondeur et contenant une superficie de vingt-neuf mille cent trente-huit pieds carrés (29 138,0 pi²), mesures anglaises et plus ou moins;

D) les lots numéros deux, trois et quarante-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro un (1-2, 3 et 43), auxdits plan et livre de renvoi officiels;

E) le lot numéro deux cent quatre-vingt-treize de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois (3-293), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Luc;

F) les lots numéros cinquante-cinq, cinquante-six, cinquante-sept, soixante-treize, soixante-quatorze, soixante-quinze, soixante-seize, soixante-dix-sept, soixante-dix-huit, soixante-dix-neuf, quatre-vingt, quatre-vingt-cinq, quatre-vingt-six, quatre-vingt-sept, quatre-vingt-huit, quatre-vingt-neuf, quatre-vingt-dix, quatre-vingt-onze et quatre-vingt-douze de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois (3-55, 56, 57, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91 et 92) auxdits plan et livre de renvoi officiels;

G) une partie du lot numéro soixante-douze de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois (ptie 3-72), auxdits plan et livre de renvoi officiels, de figure rectangulaire, bornée au nord par le résidu de lot 3-72, à l'est par le lot 3-82 (rue), au sud par le lot 3-73, à l'ouest par le lot 3-93, tous dudit cadastre, mesurant cent cinq pieds (105 pi) dans ses lignes nord et sud et quarante-deux pieds et neuf dixièmes de pied (42,9 pi) dans ses lignes est et ouest et contenant une superficie de quatre mille cinq cent quatre pieds carrés et cinq dixièmes de pied carré (4 504,5 pi²), mesures anglaises et plus ou moins;

H) Une partie du lot numéro quatre-vingt-un de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois (ptie 3-81), auxdits plan et livre de renvoi officiels, de figure rectangulaire, bornée au nord par une partie du lot 3, à l'est par une partie du lot 3-81 (rue), au sud par les lots 3-57, 3-80, 3-77 et 3-76, à l'ouest par une partie du lot 3-82, tous dudit cadastre, mesurant soixante-six pieds (66 pi) dans ses lignes est et ouest et sud et contenant une superficie de vingt-deux mille quatre cent quarante pieds carrés (22 440,0 pi²), mesures anglaises et plus ou moins;

I) une partie du lot numéro quatre-vingt-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois (ptie 3-82), auxdits plan et livre de renvoi officiels, de figure rectangulaire, bornée au nord par une partie du lot 3-82 (rue), à l'est par les lots 3 partie et 3-81, au sud par les lots 3-75 et 3-76, à l'ouest par les lots 3-72, 3-73 et 3-74, tous dudit cadastre, mesurant soixante-six pieds (66 pi) dans ses lignes nord et sud, cent cinquante et un pieds et sept dixièmes de pied (151,7 pi) dans ses lignes est et ouest et contenant une superficie de dix mille douze pieds carrés et deux dixièmes de pied carré (10 012,2 pi²), mesures anglaises et plus ou moins;

J) une partie du lot numéro quatre-vingt-treize de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois (ptie 3-93), auxdits plan

et livre de renvoi officiels, de figure rectangulaire, bornée au nord par le résidu du lot 3-93, à l'est par le lot 3-72 et 3-73, au sud par le lot 3-92, à l'ouest par le lot 3-108 (rue), tous dudit cadastre, mesurant quarante-six pieds et six dixièmes (46,6 pi) de largeur par cent cinq pieds (105 pi) de profondeur et contenant une superficie de quatre mille huit cent quatre-vingt-treize pieds carrés (4 893,0 pi²), mesures anglaises et plus ou moins.

Avec bâtisse y érigée, portant le numéro 87 de ladite montrée Saint-Luc en la ville de Saint-Luc.

Le tout maintenant connu et désigné comme étant le lot officiel 324 (trois cent vingt-quatre) du cadastre de la paroisse de Saint-Luc par rénovation et ce, depuis le 1^{er} juin 1990.

Évaluation uniformisée: 1 072 241,55 \$.

Le montant minimum que l'adjudicataire devra verser audit shérif, en argent ou par chèque visé au moment de l'adjudication, est fixé à 25 % de l'évaluation municipale, soit 268.060,39 \$, compte tenu du facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Saint-Jean-sur-Richelieu, 320, boulevard Séminaire, Saint-Jean-sur-Richelieu, le TRENTIÈME jour d'AVRIL 1991 à ONZE heures.

Le shérif,
SUZANNE BUSSIÈRES

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jean-sur-Richelieu, le 4 mars 1991

71913

Joliette

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
Nos 500-05-002240-909
705-18-000024-915

BANQUE LLOYDS DU CANADA, partie demanderesse, contre **CLAUDE MARSOLAIS** et **SYLVIE GAUDET**, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de la division d'enregistrement de Joliette, mis en cause.

Un emplacement situé en la municipalité de Saint-Charles-Borromée, connu, désigné et étant composé de:

a) du lot numéro cent soixante-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent trente-six (236-162), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Charles-Borromée, division d'enregistrement de Joliette, contenant en superficie six mille quatre cent soixante et un pieds carrés (6 461 pi²), mesures anglaises;

b) du lot numéro deux de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante et un de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent trente-six (236-161-2), aux plan et livre de renvoi officiels susdits, contenant en superficie trois mille deux cent vingt-huit pieds carrés (3 228 pi²), mesures anglaises.

Avec bâtisse dessus érigée, circonstances et dépendances, portant le numéro d'immeuble 20, rue Forand à Saint-Charles-Borromée.

Avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes inhérentes audit immeuble et notamment sujet à une servitude

en faveur d'Hydro-Québec résultant de l'acte enregistré à Joliette sous le numéro 168407.

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé au nom du shérif de Joliette, est fixé à la somme de 16 650,00 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales.

Pour être vendu aux enchères au bureau de la division d'enregistrement de Joliette, 450, rue Saint-Louis, Joliette, le QUINZIÈME jour de MAI 1991 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
GAËTAN LAFONTAINE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 11 mars 1991

71950

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
Nos 500-05-010159-901
705-18-000009-916

CAISSE POPULAIRE SAINTE-ANGÈLE DE MERICI, partie demanderesse, contre 2628-5262 **QUÉBEC INC.**, faisant affaires sous les nom et raison sociale de « **LA BANQUE D'IMMEUBLES DE MONTRÉAL** », partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de la division d'enregistrement de Joliette, mis en cause.

« Un immeuble ayant front sur la rue Arthur-Normand en la ville de Joliette et composé des lots suivants:

a) du lot numéro deux cent cinquante-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent vingt-deux (222-252), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Charles-Borromée, division d'enregistrement de Joliette;

b) du lot numéro deux cent soixante-quatorze de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent vingt-trois (223-274), auxdits plan et livre de renvoi officiels.

Avec bâtisse dessus construite, portant le numéro 781 de ladite rue Arthur-Normand à Joliette, circonstances et dépendances.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble. »

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé au nom du shérif de Joliette, est fixé à la somme de 85 202,00 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales.

Pour être vendu aux enchères au bureau de la division d'enregistrement de Joliette, 450, rue Saint-Louis, Joliette, le QUINZIÈME jour de MAI 1991 à ONZE heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
GAËTAN LAFONTAINE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 7 mars 1991

71953

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour du Québec — District de Joliette
Nos 705-02-000295-907
705-18-000014-916

CORPORATION MUNICIPALE D'ENTRELACS, partie demanderesse, contre **STEVE HORVATH**, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de la division d'enregistrement de Montcalm, mis en cause.

« Un immeuble ayant front sur le lac des Cèdres à Entrelacs, connu et désigné comme étant une partie du lot no quarante-huit, du Dixième Rang, au cadastre du canton de Wexford, division d'enregistrement de Montcalm, mesurant au sud, le long du lac des Cèdres, soixante-quinze pieds; en arrière, au nord, cent pieds; d'un côté, à l'ouest, cent pieds; de l'autre côté, à l'est, cent dix pieds, le tout mesures anglaises et plus ou moins. Ladite partie de lot est bornée en front, au sud, par le lac des Cèdres; en arrière, au nord, par une partie du lot quarante-huit, propriété de M. Raymond Couture ou représentants; d'un côté, à l'ouest, par une partie du lot quarante-huit, propriété de René Martin ou représentants; de l'autre côté, à l'est, par une partie du lot quarante-huit, propriété de Paul-André Lassonde ou représentants; avec un immeuble y érigé au 620, des Cèdres à Entrelacs. Tel que le tout se trouve avec toutes les servitudes apparentes et occultes attachées audit immeuble. »

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé au nom du shérif de Joliette, est fixé à la somme de 3 937,50 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales.

Pour être vendu aux enchères au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm, 1532, rue Albert, Sainte-Julienne, le VINGT-DEUXIÈME jour de MAI 1991 à DOUZE heures.

Le shérif adjoint,
GAËTAN LAFONTAINE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 7 mars 1991

71955

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour du Québec — District de Joliette
Nos 705-02-001909-860
705-18-000012-910

CORPORATION MUNICIPALE DE SAINT-CALIXTE, partie demanderesse, contre **LE CURATEUR PUBLIC**, ès qualités d'administrateur des biens de **CRÉDIT DUVERNAY INC.**, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de la division d'enregistrement de Montcalm, mis en cause.

« Un terrain situé à Saint-Calixte, connu et désigné comme faisant partie du lot onze C du Troisième Rang (ptie no 11C, rg 3) au cadastre du canton de Kilkenny, mesurant cent pieds (100 pi) dans sa ligne ouest, deux cent cinquante pieds (250 pi) dans sa ligne nord, deux cent quarante-cinq pieds (245 pi) dans sa ligne sud et cent pieds (100 pi) dans sa ligne est, borné à l'est par le chemin public route 335, à l'ouest partie par une partie du lot numéro 12 du même cadastre, propriété de madame Assunta Strazza ou représentants et partie par une partie du lot numéro 12 du même cadastre, propriété de Gaston Juteau ou représentants, au nord par la subdivision numéro 13

du lot 11C du même cadastre, propriété de André Valade et Monique Bourque ou représentants et au sud par la subdivision numéro 4 du lot 11C, propriété de Ghislaine Brousseau ou représentants; à prendre ledit terrain deux cents pieds (200 pi) au sud de l'emplacement de M. Raphael Brisebois ou représentants. »

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé au nom du shérif de Joliette, est fixé à la somme de 1 061,73 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales.

Pour être vendu aux enchères au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm, 1532, rue Albert, Sainte-Julienne, le HUITIÈME jour de MAI 1991 à ONZE heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
GAËTAN LAFONTAINE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 5 mars 1991

71832

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour du Québec — District de Joliette
Nos 705-02-001826-866
705-18-000015-913

CORPORATION MUNICIPALE DE SAINT-CALIXTE, partie demanderesse, contre **ROGER GRAVEL**, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de la division d'enregistrement de Montcalm, mis en cause.

« Un terrain situé à Saint-Calixte, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro neuf F dans le Sixième Rang (pties 9 F, rg 6) au cadastre du canton de Kilkenny, division d'enregistrement de Montcalm, contenant environ trente pieds (30 pi) de largeur en front sur le chemin montée Pinet, sur cinquante pieds (50 pi) de profondeur, mesures anglaises et plus ou moins. Ladite partie est bornée comme suit: en front par le chemin public montée Pinet; d'un côté, au nord, et des deux (2) autres côtés, soit à l'est et à l'ouest, par partie du lot neuf F. La ligne ouest du présent immeuble est située à 65,6 mètres de la ligne est de l'immeuble, propriété de Maurice Bélisle ou représentants. Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble. »

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé au nom du shérif de Joliette, est fixé à la somme de 308,25 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales.

Pour être vendu aux enchères au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm, 1532, rue Albert, Sainte-Julienne, le HUITIÈME jour de MAI 1991 à DIX heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
GAËTAN LAFONTAINE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 5 mars 1991

71830

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour du Québec — District de Joliette
Nos 705-02-001494-863
705-18-000016-911

CORPORATION MUNICIPALE DE SAINT-CALIXTE, partie demanderesse, contre **JEAN LOUIS MANTHA**, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de la division d'enregistrement de Montcalm, mis en cause.

Premier immeuble:

« Un immeuble situé rue Bon-Air à Saint-Calixte, connu et désigné comme étant composé des subdivisions officielles numéros cent huit, cent neuf, cent dix et cent onze du lot cinq D, du Onzième Rang (5D-108-109-110-111, rg 11) au cadastre du canton de Kilkenny. »

Deuxième immeuble:

« Un immeuble situé rue Bon-Air à Saint-Calixte, connu et désigné comme étant composé des subdivisions officielles numéros cent trente-neuf, cent quarante, cent quarante et un, cent quarante-deux du lot cinq D, du Onzième Rang (5D-139-140-141-142, rg 11) au cadastre du canton de Kilkenny. »

Troisième immeuble:

« Un immeuble situé rue des Malards à Saint-Calixte, connu et désigné comme étant composé des subdivisions officielles numéros deux cent cinq, deux cent six, deux cent sept et deux cent huit du lot cinq D, du Onzième Rang (5D-205-206-207 et 208, rg 11) au cadastre du canton de Kilkenny. »

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé au nom du shérif de Joliette, est fixé, pour le 1^{er} immeuble à 1 472,75 \$, 2^e immeuble à 1 644,00 \$, 3^e immeuble à 1 644,00 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales.

Pour être vendu aux enchères au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm, 1532, Albert, Sainte-Julienne, le HUITIÈME jour de MAI 1991 à NEUF heures TRENTE, jusqu'à la fin des trois (3) ventes.

Le shérif adjoint,
GAËTAN LAFONTAINE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 5 mars 1991

71829

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour du Québec — District de Joliette
Nos 705-02-001622-893
705-18-000013-918

CORPORATION MUNICIPALE DE SAINT-CALIXTE, partie demanderesse, contre **MARIUS ARCAND**, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de la division d'enregistrement de Montcalm, mis en cause.

Un immeuble situé à Saint-Calixte, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro treize B du Neuvième Rang (ptie no 13-B, rg IX) au cadastre du canton de Kilkenny, mesurant cinquante pieds (50 pi) de largeur par cent pieds (100 pi) de profondeur, mesures anglaises et plus ou moins; borné comme suit: en front, au nord, par la rue Skitow; en arrière, au sud, par

une partie du lot numéro treize B, propriété de Les Placements Préférentiels Inc. et la Corporation des Placements Résidentiels du Québec Inc. ou représentants, à l'ouest partie par une partie du lot treize B, propriété de Gertrude Zampini et Eustache Tamas ou représentants et partie par une partie du lot treize B, propriété de Mme Lucienne Ricard ou représentants, à l'est par une partie du lot treize B, propriété de Mme Marielle Bouillon ou représentants. Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes y attachées et notamment avec un droit de passage décrit à l'acte enregistré sous le numéro 92924 au bureau d'enregistrement de Montcalm.

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé au nom du shérif de Joliette, est fixé à la somme de 102,75 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales.

Pour être vendu aux enchères au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm, 1532, rue Albert, Sainte-Julienne, le HUITIÈME jour de MAI 1991 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
GAËTAN LAFONTAINE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 5 mars 1991

71831

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour du Québec — District de Joliette
Nos 705-02-000870-907
705-18-000011-912

CORPORATION MUNICIPALE DE SAINT-CALIXTE, partie demanderesse, contre **BERTRAND DUMAIS**, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de la division d'enregistrement de Montcalm, mis en cause.

« Un immeuble situé à Saint-Calixte, connu et désigné comme étant composé des subdivisions numéros cent soixante-dix et cent soixante et onze du lot numéro douze-A du Huitième Rang (12-A-170 et 12-A-171, rg 8) du canton de Kilkenny, division d'enregistrement de Montcalm; avec immeuble y érigé au 100, rue Azur à Saint-Calixte. »

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé au nom du shérif de Joliette, est fixé à la somme de 7 569,25 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales.

Pour être vendu aux enchères au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm, 1532, rue Albert, Sainte-Julienne, le HUITIÈME jour de MAI 1991 à DOUZE heures.

Le shérif adjoint,
GAËTAN LAFONTAINE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 5 mars 1991

71833

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Joliette
Nos 705-05-000602-907
705-18-000021-911

DAME JULIENNE TRUDEL, MONSIEUR GILLES CIMON, partie demanderesse, contre **DONALD GRONDIN**, partie défenderesse, et **BANQUE NATIONALE DU CANADA, BERNARD LAPOINTE**, et **LE RÉGISTRATEUR** de Berthier, mis en cause.

« Un emplacement situé en la municipalité de Lavaltrie, connu et désigné comme étant la subdivision officielle vingt-sept du lot originaire cinquante (50-27), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine-de-Lavaltrie, division d'enregistrement de Berthier; avec bâtisse dessus érigée portant le numéro d'immeuble 270, rue Ostiguy en la municipalité de Lavaltrie, circonstances et dépendances. Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble sans exception ni réserve mais principalement sujet aux servitudes d'utilités publiques qui existent ou qui pourraient exister sur ledit immeuble. »

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé au nom du shérif de Joliette, est fixé à la somme de 38 312,50 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales.

Pour être vendu aux enchères au bureau de la division d'enregistrement de Berthier, 180, rue Champlain, Berthierville, le SEIZIÈME jour de MAI 1991 à DOUZE heures.

Le shérif adjoint,
GAËTAN LAFONTAINE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 7 mars 1991

71954

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour du Québec — District de Joliette
Nos 705-02-000236-901
705-18-000106-902

LA FINANCIÈRE PRÊTS ÉPARGNE INC., partie demanderesse, contre **GARAGE DU LAC NOIR INC, GINETTE BEAULIEU, BENOIT GRAVEL**, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de la division d'enregistrement de Joliette, mis en cause.

« Un emplacement situé en la municipalité de Saint-Jean-de-Matha, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro trois cent quatre-vingt-huit (ptie 388) au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean-de-Matha, division d'enregistrement de Joliette, mesurant cent cinquante pieds (150 pi) de largeur sur cent vingt-cinq pieds (125 pi) de profondeur, mesures anglaises et bornée, ladite partie, comme suit: en front, au sud-ouest, par le chemin de passage; en profondeur, au nord-est, et d'un côté, au nord-ouest, par d'autres parties du même lot, appartenant à Gaston Bounadère et/ou représentants; et de l'autre côté, au sud-est, par la partie du même lot, appartenant à Roger Roy et/ou représentants; avec le garage y érigé. »

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé au nom du shérif de Joliette, est fixé à la somme de 3 928,50 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales.

Pour être vendu aux enchères au bureau de la division d'enregistrement de Joliette, 450, Saint-Louis, Joliette, le QUINZIÈME jour de MAI 1991 à DOUZE heures.

Le shérif adjoint,
GAËTAN LAFONTAINE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 7 mars 1991

71952

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
Nos 500-05-008425-884
705-18-000022-919

RICHARD LANGELIER et CHANTAL GAUDREAU, partie demanderesse, contre **YVON HÉBERT**, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de la division d'enregistrement de L'Assomption, mis en cause.

Un emplacement situé dans la paroisse de Saint-Lin, composé comme suit:

« D'une partie du lot numéro soixante-dix (ptie 70), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Lin, division d'enregistrement de L'Assomption, mesurant deux cent trente pieds (230 pi) de largeur de l'est à l'ouest, par une profondeur de un arpent (1 arp), le tout mesures anglaises et plus ou moins, borné en front, au sud, par le chemin public de la côte Sainte-Henriette; en arrière, au nord, par un emplacement appartenant à Robert Normandin et al. ou représentants; d'un côté, à l'est, par l'emplacement de M. Louis Falardeau ou représentants; et de l'autre côté, à l'ouest, par l'emplacement de Mlle Thérèse Lavallée ou représentants; avec les bâtisses y érigées et autrefois connues comme étant l'école numéro 1, et maintenant connue sous le numéro d'immeuble 945, rang Sainte-Henriette, Saint-Lin. Tel que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, sans exception ni réserve de la part du vendeur, sujet à une servitude en faveur de Gatineau Power suivant acte enregistré à L'Assomption sous le numéro 70924.

D'une partie du lot numéro soixante-dix (ptie 70) dudit cadastre, mesurant deux cent trente pieds (230 pi) de largeur de l'est à l'ouest, par une profondeur de quatre-vingt-dix pieds (90 pi), le tout mesures anglaises et plus ou moins, borné en front, au sud, par l'emplacement de Raymond Cabana ou représentants; en arrière, au nord, par l'emplacement de MM. Poitras et Charbonneau ou représentants; d'un côté, à l'ouest, par partie du lot dont détaché, appartenant à Thérèse Lavallée ou représentants; et de l'autre côté, à l'est, par l'emplacement de M. Falardeau ou représentants. Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, sujet à une servitude en faveur de Gatineau Power suivant acte enregistré sous le numéro 70924. »

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé au nom du shérif de Joliette, est fixé à la somme de 30 432,00 \$, représen-

tant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales.

Pour être vendu aux enchères au bureau de la division d'enregistrement de L'Assomption, 300, rue Dorval, L'Assomption, le VINGT-TROISIÈME jour de MAI 1991 à DOUZE heures.

Le shérif adjoint,
GAËTAN LAFONTAINE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 11 mars 1991

71951

Kamouraska

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Kamouraska
Nos 250-05-000141-895
250-18-000006-919

LA CAISSE POPULAIRE DE ST-JEAN-DE-DIEU, corporation légalement constituée, ayant son siège social sur la rue Principale à Saint-Jean-de-Dieu, district de Kamouraska, partie demanderesse, contre **ROGER OUELLET**, opérateur, résidant et domicilié au 431, rang 4 à Saint-Jean-de-Dieu, district de Kamouraska, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de la division d'enregistrement de Témiscouata, mis en cause.

« Une terre contenant environ soixante acres en superficie, connue et désignée au cadastre officiel du canton d'Armand, division d'enregistrement de Témiscouata, comme étant formée des lots quatre-vingt-dix-sept A (97-A) et quatre-vingt-dix-sept C (97-C), pour le rang A; avec circonstances et dépendances. Sauf et à distraire de ces lots, les lisières vendues à la Voirie aux termes des actes enregistrés en la division de Témiscouata sous les numéros 175614 et 108742. »

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du C.P.C., le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque certifié fait au nom du shérif du district de Kamouraska, conformément à l'article 670e du Code de procédure civile, est fixé à la somme de 1 049,40 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 71).

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Témiscouata, 310, rue Saint-Pierre, Rivière-du-Loup, le JEUDI VINGT-CINQUIÈME jour d'AVRIL 1991 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
JEAN-CHARLES FRASER

Bureau du shérif
Cour supérieure
Rivière-du-Loup, le 6 mars 1991

71826

Longueuil

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Longueuil
Nos 500-05-010696-902
505-18-000007-914

LES RESTAURANTS PASTELLI INC., corporation légalement constituée, ayant ses siège social et bureau principal au 222, boulevard Saint-Laurent, ville et district de Montréal, partie demanderesse, contre **CARGAM INC.**, corporation légalement constituée, ayant ses siège social et bureau principal au 1050, boulevard René-Lévesque Est, local 104, ville et district de Montréal, et **CLAUDE CARRIÈRE**, domicilié et résidant au 1750, rue François Broussais, en les cité et district de Laval, et **RICHARD GAMACHE**, domicilié et résidant au 45, rue Saint-André en les cité et district de Longueuil, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de la division d'enregistrement de Chambly, mis en cause.

« Un immeuble ayant front sur le chemin Chambly en la ville de Longueuil, connu et désigné comme étant composé du lot huit cent quatre-vingt-seize de la subdivision officielle du lot originaire cent vingt-sept (127-896), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil; avec bâtiment y érigé dont celui portant le numéro 2650, chemin Chambly en la ville de Longueuil. Avec et sujet à toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes pouvant grever ledit immeuble dont celles enregistrées au bureau de la division d'enregistrement de Chambly sous les numéros 380235 et 486918. Et avec et sujet également aux charges suivantes: acte de prêt passé devant Pierre Venne, notaire, le 3 mai 1989, et enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Chambly, le 3 mai 1989 sous le numéro 813278 par lequel Trust Général du Canada consentait à Cargam Inc. un prêt de 800 000,00 \$ et se faisait consentir, pour assurer le remboursement desdites avances et intérêts, une hypothèque sur l'immeuble susdécr. Avis de cession de baux enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Chambly, le 8 mai 1989 sous le numéro 813724. Avis de soixante (60) jours daté du 7 septembre 1990 et enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Chambly le 10 septembre 1990 sous le numéro 857754. »

La mise à prix est fixée à 284 583,50 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Longueuil, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Chambly, 2555, boulevard Roland-Therrien, salle RC-21, Longueuil, QC, le SEPTIÈME jour de MAI 1991 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
ÉLIZABETH S. GOBEILLE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Longueuil, le 6 mars 1991

71835

Montréal

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-011639-901

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT, corporation légalement constituée, ayant un bureau situé au 800, place

Victoria, bureau 4600 à Montréal, district de Montréal, partie demanderesse, contre THI XUA PHAN, femme d'affaires ayant un bureau situé au 4218, rue de La Roche à Montréal, district de Montréal, et RESTAURANT LA SAIGONNAISE INC., corporation légalement constituée, ayant un bureau situé au 4222, rue de La Roche à Montréal, district de Montréal, parties défenderesses, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

« Un emplacement ayant front sur la rue de la Roche en la ville de Montréal, connu et désigné comme étant composé des lots numéros deux cent dix-huit et deux cent dix-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro sept (7-218 et 7-219), aux plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Jean-Baptiste, division d'enregistrement de Montréal; avec la bâtisse y érigée, portant le numéro d'immeuble 4218, rue de la Roche en la ville de Montréal, ainsi que tous accessoires devenus immeuble par destination, circonstances et dépendances. Tel que le tout se trouve présentement, avec droit de passage en commun dans la ruelle située à l'arrière. La présente désignation est basée sur un certificat de localisation préparé par monsieur Jacques Fournier, arpenteur-géomètre, en date du vingt mars mil neuf cent quatre-vingt-six (1986), sa minute numéro 2302. Plus spécialement avec et sujet à l'escalier créant une vue illégale sur le lot numéro 7-217 dudit cadastre et au balcon empiétant par projection sur la rue de la Roche. Cet immeuble est la propriété de Thi Xua Pham. Avec toutes les bâtisses et améliorations y érigées ou en voie de construction, et comprenant les machines, outillage, équipement, ameublement, engins, fournaies, bouilloires, moteurs et accessoires qui y sont placés pour servir à l'exploitation de son entreprise, le tout immeuble par nature ou destination. »

La mise à prix est fixée à 139 998,75 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 3.03, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AVRIL 1991 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 10 mars 1991

71915

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-016218-891

BANQUE LLOYDS DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 500, boulevard René-Lévesque, Montréal, partie demanderesse, contre JEAN HENRY et PAULA HENRY, domiciliés et résidant au 3105, Barclay, appartement 10, Montréal, parties défenderesses, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

« Un emplacement ayant front sur l'avenue Barclay dans la ville de Montréal, connu et désigné comme le lot numéro trois cent de la subdivision officielle du lot originaire numéro soixante-huit (68-300), aux plan et livre de renvoi officiels du village de Côte-des-Neiges, division d'enregistrement de Montréal. Ledit lot mesure 66,4 pieds de largeur en avant dans une première ligne par 37,25 pieds de profondeur, suivi de 67 pieds de largeur dans une deuxième ligne par une profondeur additionnelle de 27,85 pieds, et suivi de 67,05 pieds de largeur dans une troisième ligne par une profondeur additionnelle de 32,09 pieds et ayant une profondeur du côté est de 97 pieds, contenant en superficie 6 525 pieds carrés; avec bâtisse dessus érigée, circonstances et dépendances, portant le numéro 3105, avenue Barclay, le mur sud-est étant mitoyen pour une longueur de 27,85 pieds. Avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, inhérentes audit immeuble et notamment sujet aux servitudes de vue créées aux termes des actes enregistrés à Montréal sous les numéros 815230 et 849467. L'immeuble servant de résidence familiale. »

La mise à prix est fixée à 178 210,50 \$, soit 50 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

L'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication, 89 105,25 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 3.03, le PREMIER jour de MAI 1991 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 12 mars 1991

71918

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-000098-903

LA COMPAGNIE DE GESTION C.M.S. INC., partie demanderesse, contre STEVE SVOURENOS, AÉS Syndic Friedman & Friedman Inc., 5075, rue de Sorel, Montréal, partie défenderesse, et ROSEMARY TUCCI, 4675, Boischatel, Saint-Léonard, partie défenderesse en reprise d'instance, et LE RÉGISTRATEUR de Laval, mis en cause.

« Un immeuble situé à Laval connu et désigné comme étant composé:

1. De la partie nord-ouest du lot numéro trente-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-treize (293-ptie N.-O. 32), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, de figure irrégulière, mesurant seize pieds et six dixièmes de pied (16,6 pi) de largeur en front dans sa ligne nord-ouest, dix-neuf pieds et deux dixièmes de pied (19,2 pi) de largeur en arrière dans sa ligne sud-est,

quatre-vingt-six pieds et cinq dixièmes de pied (86,5 pi) de profondeur dans la ligne sud-ouest et quatre-vingt-quatre pieds (84 pi) de profondeur dans sa ligne nord-est, contenant une superficie de mille cinq cent vingt-cinq pieds carrés et six dixièmes de pied carré (1 525,6 pi²) et bornée en front, au nord-ouest, par ladite rue Derôme; en arrière, au sud-est, et de l'autre côté, au sud-ouest, par le résidu dudit numéro 293-32; et de l'autre côté, au nord-est, par la partie ci-après décrite du lot numéro 293-33.

2. De la partie nord-ouest du lot numéro trente-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-treize (293 ptie N.-O. 33), auxdits plan et livre de renvoi officiels, de figure irrégulière, mesurant seize pieds (16 pi) de largeur dans sa ligne sud-est, seize pieds et neuf dixièmes de pied (16,9 pi) de largeur dans sa ligne nord-ouest, quatre-vingt-un pieds et cinq dixièmes de pied (81,5 pi) de profondeur dans sa ligne sud-ouest, contenant une superficie de mille trois cent cinquante-quatre pieds carrés et six dixièmes de pied carré (1 354,6 pi²) et bornée en front, au nord-ouest, par ladite rue Derôme; en arrière, au sud-est, et d'un côté, au nord-est, par le résidu dudit lot numéro 293-33; et de l'autre côté, au sud-ouest, par la partie ci-haut décrite du lot numéro 392-32.

Toutes les mesures sont anglaises et plus ou moins.

Avec les bâtisses y érigées et notamment celle portant le numéro d'immeuble 22, rue Derôme (Laval-des-Rapides), Laval, dont le mur sud-ouest est mitoyen.

Tel que le tout se trouve présentement, sans exception ni réserve et notamment avec et sujet aux servitudes enregistrées à Laval, sous les numéros 136500 et 138360. »

La mise à prix est fixée à 28 625,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Laval, 155, boulevard Je-me-Souviens, Laval, QC, le VINGT-NEUVIÈME jour d'AVRIL 1991 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 12 mars 1991

71917

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-008146-894

LÉO BEAUCHESNE INC., corporation légalement constituée, ayant son bureau principal au 9221, Édison, ville d'Anjou, district de Montréal, partie demanderesse, contre CLAUDE ROBERT, résidant et domicilié au 1600, rue Marchand, ville de Laval, district de Montréal, et DENIS PONARI, résidant et domicilié au 341, rue Yvan-Pavlov, Vimont, Laval, district de Montréal, parties défenderesses, et LE RÉGISTRATEUR de Laval, mis en cause.

« Un emplacement ayant front sur la rue de Lausanne (Vimont), ville de Laval, connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499-24), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, division d'enregistrement de Laval; avec bâtisse en construction et qui portera le numéro d'immeuble 472, de Lausanne, Vimont. »

La mise à prix est fixée à 151 350,00 \$, soit 50 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

L'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication, 75 525,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Laval, 155, boulevard Je-me-Souviens, Laval, le QUINZIÈME jour d'AVRIL 1991 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 12 mars 1991

71914

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-013300-908

TRUST LA LAURENTIENNE DU CANADA INC., corporation légalement constituée, ayant son siège social et son bureau principal au 1981, McGill College, ville et district de Montréal, partie demanderesse, contre ALBANY MURRAY, résidant et domicilié au 12335, Parent, ville et district de Montréal, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

« Un emplacement situé en la ville de Montréal, ayant front sur l'avenue Bourbonnière, connu et désigné comme étant le lot numéro cent vingt et un de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix-huit (18-121), aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelega, division d'enregistrement de Montréal; avec la bâtisse dessus érigée et portant les numéros d'immeuble, 1668, 1670 et 1672 de ladite avenue Bourbonnière, dont le mur nord-ouest est mitoyen. Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, sans exception ni réserve, et avec et sujet à deux servitudes de vues enregistrées à Montréal sous les numéros 1310623 et 1341506. »

La mise à prix est fixée à 28 360,50 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par

chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 3.03, le VINGT-SIXIÈME jour d'AVRIL 1991 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 11 mars 1991

71916

Québec

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
C.S.Q. 200-05-001221-907
S. 200-18-000129-906

BANQUE NATIONALE DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Montréal, étant aux droits de la Banque Canadienne Nationale et de la Banque Provinciale du Canada, par la fusion de ces deux dernières banques en vertu de la Loi sur les banques du Canada et telle qu'approuvée par le gouverneur en conseil en date du 1^{er} novembre 1979 suivant arrêté CP 1979-2921, demanderesse, contre GESTION A.C.I.M. INC., corporation légalement constituée, ayant son bureau au 2530, rue Richelieu, Beloeil, QC, défenderesse.

« La subdivision onze du lot originaire cinq cent dix (510-11) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg.

La subdivision quatorze du lot originaire cinq cent onze (511-14) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg.

Ainsi que la portion n'ayant pas été rénovée pouvant être désignée comme suit:

i. Une partie du lot originaire cinq cent dix (510 ptie) au cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, division d'enregistrement de Québec, bornée comme suit: au nord-est et au sud-est par une autre partie du lot cinq cent dix (510 ptie), au sud-ouest par la subdivision onze du lot originaire cinq cent dix (510-11), au nord-ouest par une partie du lot cinq cent onze (511 ptie) ci-après désignée comme étant partie des présentes;

ii. Une partie du lot originaire cinq cent onze (511 ptie) du même cadastre, bornée au nord-est par une partie du lot cinq cent onze (511 ptie), au sud-est par une partie du lot cinq cent dix (510 ptie), faisant l'objet des présentes et ci-avant désignée, au sud-ouest par la subdivision quatorze du lot originaire cinq cent onze (511-14) et au nord-ouest par une partie du lot cinq cent douze (512 ptie).

Ces deux portions n'ayant pas été rénovées mesurent en totalité, en mesures anglaises, dans sa ligne sud-ouest, trois cent cinquante pieds (350 pi); dans sa ligne nord-ouest étant la ligne séparative des lots cinq cent onze et cinq cent douze, plus ou moins cinquante pieds (50 pi); dans sa ligne nord-est, au total, plus ou moins trois cent vingt-cinq pieds (325 pi) et dans sa ligne sud-est plus ou moins quarante-cinq pieds (45 pi).

Tel que le tout se trouve actuellement, sans bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances. »

La mise à prix est fixée à mille deux cent douze dollars et soixante-quinze cents (1 212,75 \$), soit 25 % de l'évaluation de

l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 300, boulevard Jean-Lesage, bureau RC-32, Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL 1991 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 23 mars 1991

71920

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
C.S.Q. 200-05-000688-916
C.Q. 200-02-011263-904
S. 200-18-000022-911

CENTRE DE PORTES ET FENÊTRES LAFLAMME INC., corporation légalement constituée, ayant un bureau au 710, rue Bouvier, bureau 110, Québec, province de Québec, district de Québec, demanderesse, contre LOUIS TREMBLAY, domicilié et résidant au 1950, 4^e Avenue, Québec, province de Québec, district de Québec, défendeur.

« Un immeuble connu et désigné comme étant formé des lots suivants, à savoir:

A) la subdivision mille quatre cent quarante-sept du lot originaire cinq cent huit (508-1447) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch-Nord, cité et division d'enregistrement de Québec;

B) la subdivision mille quatre cent quarante-huit du lot originaire cinq cent huit (508-1448) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch-Nord, cité et division d'enregistrement de Québec;

C) une partie de la subdivision mille quatre cent quarante-neuf du lot originaire cinq cent huit (508-1449 ptie) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch-Nord, cité et division d'enregistrement de Québec, de forme rectangulaire, bornée comme suit: vers le nord-est par le lot 508-1453 (ruelle), vers le sud-est par le lot 508-1448, vers le sud-ouest par le lot 508-465-A (4^e Avenue) et vers le nord-ouest par le résidu du lot 508-1449, appartenant à monsieur Patrice Côté ou représentants; mesurant quatre-vingt-onze centièmes de mètre (0,91 m) vers le nord-est et le sud-ouest et vingt-sept mètres et quarante-trois centièmes (27,43 m) vers le sud-est et le nord-ouest et contenant en superficie vingt-cinq mètres carrés et huit centièmes (25,08 m²).

Avec la bâtisse dessus construite et portant le numéro d'immeuble 1950, 4^e Avenue, Québec, circonstances et dépendances.

Avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées audit immeuble. »

La mise à prix est fixée à dix-neuf mille huit cents dollars (19 800,00 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 300, boulevard Jean-Lesage, Québec, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AVRIL 1991 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 23 mars 1991

71924

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
C.S.Q. 200-05-000684-915
C.Q. 200-02-009042-849
S. 200-18-000144-905

GILLES GOUPIL ET SYLVIE CHABOT, tous deux domiciliés et résidant au 535, 71^e Rue Est, Charlesbourg, district de Québec, G1H 1L9, demandeurs, contre **GISÈLE JAFFRAY**, autrefois domiciliée et résidant au 1980, rue Sainte-Catherine Est, appartement 115, Montréal, district de Montréal, maintenant d'adresse inconnue, et **PAUL-ÉMILE PLANTE**, autrefois domicilié et résidant au 130, rue Hypolite-Bernier, appartement 204, Lauzon, comté de Lévis, district de Québec, maintenant ayant une adresse inconnue, défendeurs.

« Une terre située dans la paroisse de Dosquet, comté de Lotbinière, connue et désignée comme étant une partie du lot numéro cinquante-cinq (ptie-55) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Agapit, comté et division d'enregistrement de Lotbinière, mesurant la largeur dudit lot sur toute la profondeur qu'il y a entre la ligne qui sépare les terres de Saint-Gilles des terres de Saint-Agapit au sud-est et les lots 55-25, 55-1 et 55-26 au nord-ouest et bornée vers le nord-ouest par les lots 55-26, 55-1 et 55-25, vers le sud-est par la ligne qui sépare les terres de Saint-Gilles des terres de Saint-Agapit, du côté nord-est par une partie non subdivisée du lot 54 de même que le lot 55-1 et du côté sud-ouest par une partie non subdivisée du lot 56. Le tout avec droit de passage en faveur de cette dite partie contre le lot 55-1, droit de passage s'exerçant de toutes manières et en toutes saisons de l'année, aux risques et périls du bénéficiaire, ce droit de passage étant accordé à l'acquéreur ou ses représentants pour communiquer de ladite terre au chemin public et vice-versa. Moins et à distraire de cette dite partie toutefois, le terrain vendu à Y. Guillemette, C. McCombeau, N. Guillemette et Jocelyne Laroche et contenant en superficie soixante mille pieds carrés (60 000 pi²), tel qu'il appert de l'enregistrement numéro 133365 et de l'enregistrement numéro 133366.

Le lot numéro quarante-six, subdivision du lot originaire numéro cinquante-cinq (55-46) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Agapit, comté et division d'enregistrement de Lotbinière, contenant en superficie cinquante-six mille trois cent soixante-six pieds carrés (56 366 pi²), mesures anglaises; avec bâtisse dessus construire, circonstances et dépendances. »

La mise à prix est fixée à deux mille sept cent vingt-deux dollars et cinquante cents (2 722,50 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lotbinière, 6296, rue Principale, Sainte-Croix, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL 1991 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 23 mars 1991

71919

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
C.S.Q. 200-05-000687-918
C.M.Q. 1212 de 1989
S. 200-18-000019-917

LA VILLE DE QUÉBEC, corps politique et incorporé par acte de la législature, ayant son siège social au 2, rue Desjardins, ville de Québec, district de Québec, demanderesse, contre **LES HABITATIONS KÉOPS LTÉE**, corporation légalement constituée, possédant un immeuble situé rue des Brumes, cadastres 1086-P, 1087-P de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, défenderesse.

« Une parcelle de terrain connue et désignée comme étant une partie du lot mille quatre-vingt-six (1086-ptie) du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, division d'enregistrement de Québec, bornée vers le nord-est par le lot 1086-112 (rue des Brumes), vers le sud-est par le lot 1087 partie, vers l'ouest par le lot 1086-101 et une partie du lot mille quatre-vingt-sept (1087-ptie) du susdit cadastre, borné vers le nord-est par le lot 1087-54 (rue des Brumes), vers l'est et le sud par le lot 1087-55 (carré des Alluvions), vers l'ouest par les lots 1087-38 (carré des Alluvions) et 1087-40. »

La mise à prix est fixée à trois mille cent trente-huit dollars (3 138,00 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 300, boulevard Jean-Lesage, bureau RC-32, Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL 1991 à ONZE heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 23 mars 1991

71923

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
C.S.Q. 200-05-000685-912
C.M.B. C 178-90
S. 200-18-000015-915

VILLE DE BEAUPORT, corps politique légalement constitué, ayant son siège social au 10, de l'Hôtel-de-Ville à Beauport, QC, demanderesse, contre **JACQUES LE ROSSIGNOL**, 1431, boulevard Raymond, Beauport, QC, défendeur.

« Un emplacement situé en la ville de Beauport, côté nord de l'avenue Royale, désigné comme étant le lot originaire numéro deux cent vingt-quatre (224) du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, division d'enregistrement de Québec; le tout avec

maisons dessus construites portant les numéros d'immeuble 2085-2089, avenue Royale, circonstances et dépendances. »

La mise à prix est fixée à treize mille cent vingt-cinq dollars (13 125,00 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 300, boulevard Jean-Lesage, bureau RC-32, Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL 1991 à DIX heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 23 mars 1991

71921

Rimouski

Saisie immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Rimouski
Nos 100-18-000006-916
100-05-000273-901

LES IMMEUBLES BENEFICIAL LIMITÉE, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 88, Saint-Germain Ouest à Rimouski, district de Rimouski, G5L 4B5, partie demanderesse, contre ULDÉRIC BÉLANGER, domicilié et résidant au 261, rue Joseph-Garon à Rimouski, district de Rimouski, G5L 5A7, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Rimouski, mis en cause.

Une bâtisse érigée sur l'immeuble suivant, savoir:

« La subdivision cinquante et un du lot originaire numéro trente-cinq (35-51) au cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Coeur; avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Le tout étant sujet à un bail en faveur de Carmen B. Turcotte. »

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du C.P.C., le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque certifié fait à l'ordre du shérif du district de Rimouski, conformément à l'article 670e du Code de procédure civile, est fixé à 4 776,75 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale. (chapitre F-2.1)

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Rimouski, 337, rue Moreault, SS.04, Rimouski, le MERCREDI PREMIER jour de MAI 1991 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
NICOLÉ MÉTHOT

Bureau du shérif
Cour supérieure
Rimouski, le 28 février 1991

71866

Saint-François

Saisie-exécution immobilière

Canada — Province de Québec
Cour municipale — District de Saint-François
No 010-90T — East Angus, QC
S. Adj.: 450-18-000012-913

MUNICIPALITÉ DE WESTBURY, corps politique légalement constitué et régi par le Code municipal et incorporé en vertu de la loi, ayant un bureau au 203, rue Bilodeau à East Angus, QC, JOB IRO, district judiciaire de Saint-François, partie demanderesse, contre 2535-2246 QUÉBEC INC., corporation légalement constituée, ayant un bureau au 100 de la rue Montfort en la cité d'East Angus, QC, JOB IRO, district judiciaire de Saint-François, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Compton à Cookshire, mis en cause.

« Les subdivisions deux et trois du lot originaire seize-A (16A-2 et 16A-3) dans le Troisième Rang (rg III), aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Westbury.

Les subdivisions un et deux du lot originaire numéro dix-sept-A (17A-1 et 17A-2) dans le Troisième Rang (rg III), aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Westbury.

La subdivision un du lot originaire seize-B (16B-1) dans le rang Trois (rg III), aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Westbury.

Un morceau de terrain de forme triangulaire, connu et désigné comme étant partie de la subdivision un du lot originaire seize-A (ptie 16A-1) dans le Troisième Rang (rg III), aux plan et livre de renvoi officiels pour le cadastre du canton de Westbury, mesurant deux cents pieds (200 pi) dans sa ligne nord-ouest, quatre-vingt-dix pieds (90 pi) dans sa ligne nord-est et deux cent dix-sept pieds et cinq dixièmes (217,5 pi) dans sa ligne sud. Borné comme suit: au nord-ouest par le lot 16A-2, au nord-est par partie dudit lot 16A-1, propriété d'Ernest Fortin et au sud par le lot 16A-1-1. Ladite partie de terrain est située dans la municipalité du canton de Westbury.

Le lot numéro trois de la subdivision du lot originaire dix-sept A dans le Troisième Rang (17A-3, rg III), aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Westbury.

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Le montant minimal que l'adjudicataire devra payer au shérif ou à son mandataire au moment de l'adjudication, en argent ou par chèque visé fait à l'ordre du ministre des Finances, est de 32 860,00 \$.

La présente vente aux enchères est faite, sujette à l'application de la Loi sur l'acquisition des terres agricoles par des non-résidents (L.R.Q., c. A-4.1) et de la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains (L.R.Q., c. D-17).

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement de Cookshire, 89, rue Parc, Cookshire, QC, le JEUDI VINGT-CINQUIÈME jour d'AVRIL 1991 à DIX heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
JEANS-FRS BILODEAU

Bureau du shérif
Cour supérieure
Sherbrooke, le 4 mars 1991

71834

Saint-Maurice

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec

Cour supérieure — District de Saint-Maurice
No 425-05-000045-870
S. 425-18-000004-904

BANQUE ROYALE DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 301, rue Saint-Joseph, La Tuque, district de Saint-Maurice, G9X 1K9, partie demanderesse, contre GISELE BELLE-ISLE, domiciliée et résidant au 5628, rue Cartier, Montréal, district de Montréal, et JEAN BELLE-ISLE, domicilié et résidant au 1545, rue des Rigoles, Lennoxville, district de Saint-François, parties défenderesses, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de La Tuque, 290, rue Saint-Joseph, 1^{er} étage, La Tuque, G9X 3Z8, mis en cause.

Désignation

Le lot numéro seize (16) du rang A de l'arpentage primitif du canton de Mailhot, correspondant au lot seize (16) du rang A, du cadastre officiel du Canton de Mailhot avec chalet dessus construit; et tous les biens meubles s'y trouvant.

La mise à prix est fixée à huit mille six cent cinquante-huit dollars (8 658,00 \$), ce qui est égal à 25 % de l'évaluation municipale portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif, soit en argent, soit par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du registraire de la division d'enregistrement de La Tuque, 290, rue Saint-Joseph, 1^{er} étage, La Tuque, le DIXIÈME jour de MAI 1991 à QUATORZE heures.

La shérif adjointe,
LORRAINE MORIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
La Tuque, le 1^{er} mars 1991

71828

Ventes pour taxes

Municipalité régionale de comté de Lajemmerais

Prenez avis que la liste des propriétés, à être mises en vente pour taxes, a été publiée au journal « L'Information », éditions du 16 et du 23 février 1991 et au journal « Les Deux Rives », éditions du 19 et du 26 février 1991.

Verchères, le 1^{er} mars 1991

La secrétaire-trésorière adjointe,
CÉLINE VERRET

71862

Ville de Marieville

Avis est, par les présentes, donné par la greffière de la municipalité de Marieville, qu'en vertu des dispositions de l'article 514 de la Loi sur les cités et villes, l'avis public énumérant les immeubles à être vendus à l'enchère publique, pour défaut de paiement des taxes municipales, qui sera tenue le vendredi 5 avril 1991 à 13 h 00 dans la salle du Conseil de l'hôtel de ville de Marieville, situé au 682, rue Saint-Charles, Marieville, a été publié au journal « L'Écho du Citoyen », édition du 3 mars 1991 et au « Journal de Chambly », édition du 12 mars 1991.

Marieville, le 13 mars 1991

La greffière,
SUZANNE OUELLET, *avocate*

71872

Erratum

RICHNEAL INC.

Prenez avis que l'avis de dissolution paru à la *Gazette officielle du Québec* le 1991 02 23, à la page 604 du numéro 8, concernant RICHNEAL INC., est nul et de nul effet.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
2737-7225

2449

YVES LABEL INC.

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il corrige l'avis concernant la délivrance d'un certificat de fusion, paru à la *Gazette officielle du Québec* le 1991 02 23, à la page 591 du numéro 8, relativement à « YVES LEVEL INC. » de façon à ce que l'une des compagnies fusionnées se lise: « YVES LABEL INC. ».

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
2850-8893

2449

Répertoire des organismes des COMMUNAUTÉS CULTURELLES du Québec, 4^e édition



Une centaine de communautés culturelles vivent au Québec. Comment les rejoindre?

Cette quatrième édition du **Répertoire des organismes des communautés culturelles du Québec** réfère à plus de 1800 organismes des communautés culturelles qui représentent un bassin de ressources et de partenaires irremplaçables devant assurer l'avenir et le développement démographique, économique et culturel du Québec.

Ministère des Communautés culturelles
et de l'Immigration
1990, 372 pages
EOQ 2-551-14159-1

16,95 \$

Retourner ce coupon à : **Vente et information**
Les Publications du Québec (418) 643-5150
Case postale 1005 (Sans frais) 1-800-463-2100
Québec (Québec) (Télécopieur) (418) 643-6177
G1K 7B5



COMMANDE POSTALE:

Nom _____ No compte client _____

Adresse _____

Ville _____ Code postal _____ Téléphone () _____

Quant	Code	Titre	Prix unitaire	Total
	EOQ 2-551-14159-1	Répertoire des organismes des communautés culturelles du Québec 4 ^e édition	16,95 \$	

Somme partielle

TPS 7 %

Total

Cartes de crédit acceptées



Numero _____

Date d'échéance _____

Banque _____

Nom du titulaire _____

Signature _____

Important:

Paiement par chèque ou mandat poste à l'ordre de - Les Publications du Québec -

Prix et conditions de vente modifiables sans préavis.

Les prix indiqués sont établis en dollars canadiens.



Québec

Port de retour garanti
Gazette officielle du Québec
1279, boulevard Charest ouest
Québec
G1N 4K7

ISSN 0703-5756

